COURANT ★ ALTERNATIF

# Courant alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 236 | JANVIER 2014 | 3 €

▸ ECOLE
LA CONTRE-«RÉFORME»
DES RYTHMES SCOLAIRES

▸ SITUATION ACTUELLE EN EGYPTE

▸ LA PETITE ECOLE ZAPATISTE
DE L'AUTONOMIE

# 2014 :

# Une
# seule résolution
# la Révolution
# et p'is c'est tout !

## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égrégore – BP 81213 – 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à **Lyon**

La commission journal de janvier aura lieu à **Reims**

## POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

| | |
|---|---|
| ◻ 10 numéros + hors séries | 30 euros |
| ◻ Sans les hors séries | 25 euros |
| ◻ Tarifs reduits (pour les fauchés) | 18 euros |
| ◻ En soutien | + de 30 euros |
| ◻ À l'essai (3 numéros) | 5 euros |
| ◻ Un numéro sur demande | GRATUIT |

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

## CONTACTER LOCALEMENT
### l'Organisation Communiste Libertaire

**ALSACE**
oclstrasbourg@gmail.com

**AUVERGNE**
ocl-Moulin@orage.fr

**BRETAGNE**
Clé des champs BP 20912
44009 Nantesoclnantes@free.fr

**CHAMPAGNE-ARDENNES**
OCL c/o egregore BP 81213
51058 Reims
lechatnoir@clubinternet.fr

**ÎLE DE FRANCE**
oclidf@gmail.com

**LIMOUSIN**
ocl.limoges@voila.fr

**MIDI-PYRÉNNÉES**
OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

**NORD**
OCLB c/o La mouette enragée
BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr

**NORMANDIE**
CRAS, BP 5164
14075 Caen cedex
ocl-caen@orange.fr

**PAYS BASQUE**
ocl-eh@orange.fr

**PERIGORD/QUERCY**
ocl2446@yahoo.fr

**POITOU-CHARENTES**
ocl-poitou@orange.fr
oclcognac@ymail.com

**RHÔNE-ALPES**
"courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net

**SUD-EST**
ocl.se@sfr.fr

**CONTACTS**
Figeac, Montpellier, passer par
oclibertaire@hotmail.com




# SOMMAIRE


**ÉDITO** ▶ PAGES 3, 4

**CONERGENCE DES LUTTES**
▶ PAGES 4 Notre-Dame-des-Landes, ça passe ou ça casse
▶ PAGES 8, 9, 10 Bonnets rouges et anti-aéroport, vers une convergence des luttes

**POLITIQUE**
▶ PAGE 6 Un autre monde de merde est possible, EELV le construit !

**NUCLÉAIRE**
▶ PAGE 8, 9 L'autorité de sûreté nucléaire sur le cycle du combustible

**SOCIAL**
▶ PAGE 10 Agriculture, le stress est dans le pré

**L'ÉCONOMIE EN BRÈVES** ▶ PAGE 12

**SOCIAL**
▶ PAGE 12, 13, 14 La baisse des salaires ce n'est pas qu'une illusion

**EDUCATION**
▶ PAGE 16, 17 La contre-«réforme» des rytmes scolaires: Les premiers pas d'une lutte à venir

**BIG BROTHER** ▶ PAGES 18, 19

**A LIRE** ▶ PAGES 20

**INTERNATIONAL**
▶ PAGES 20, 21 **EGYPTE** : La révolution, la démocratie et l'armée
▶ PAGES 22, 23 **EGYPTE** : Quelques réflexions sur la situatin actuelle
▶ PAGES 24, 25 **SYRIE** : La tragédie syrienne, histoire d'un désastre
▶ PAGES 26, 27 **AFRIQUE DU SUD** : De Mandela à Madiba
▶ PAGES 28, 29 **MEXIQUE** : La petite école zapatiste de l'autonomie
▶ PAGES 30, 31, 32 **ARGENTINE** : Impacts du zapatisme, le cas argentin


## CORRESPONDANCE


**OCL c/o Egregore**
**BP 81213- 51058 Reims cedex**
**oclibertaire@hotmail.com**


Pour plus d'informations, visitez notre site
**http://oclibertaire.free.fr**


COURANT ALTERNATIF
janvier 2014
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0615G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé

# Une seule résolution, la Révolution

En France il est difficile de voir en 2013 une année riche en avancées sociales. Depuis environ un an et demi que la gauche (ne devrait-on pas dire la «deuxième droite» comme certains le proposent ?) est au pouvoir, elle réalise ce que ses prédécesseurs n'avaient pas réussi à mettre en place, ce qui est un classique de «l'alternance démocratique». Nous ne prendrons qu'un exemple, celui de la réforme des retraites qui, cette fois, est passée pitoyablement sans coup férir.

A l'heure où nous écrivons cet édito, une tempête balaye l'Europe, nous rappelant que la perturbation du climat due aux rejets de gaz à effet de serre d'origine anthropique n'est pas près de cesser puisque les décisions, des sommets, nationaux ou internationaux, destinées à y mettre un frein sont restées lettre morte et qu'elles ne sont vraiment plus à l'ordre du jour.

Pendant cette tempête, un train transportant des déchets nucléaires a déraillé en gare de Drancy dans la région parisienne. Le nucléaire, c'est toujours le grand n'importe quoi, et c'est l'ASN qui le dit (p. 8). Tentant de laisser le désespoir à des temps meilleurs certain(e)s continuent de lutter contre le nucléaire comme les Electrons Libres (p. 6).

Il y a quelques jours, les arrêtés préfectoraux préalables au début des travaux de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, suspendus depuis un an en raison d'une forte opposition sur le site, ont été publiés. Le pouvoir est reparti à l'offensive, mais la mobilisation ne faiblit pas (p. 5), les collectifs de soutien de tout l'hexagone sont réactivés et un appel à manifestation est lancé pour le 22 février à Nantes. Un rendez-vous important à ne pas manquer en ce début d'année 2014.

Nous sommes toujours attentifs à ce qui se passe de par le monde. En particulier, à ce que sont devenus les printemps arabes. Dans le précédent Courant Alternatif a été analysé la situation de la Libye. Dans ce numéro c'est la Syrie et l'Egypte qui ont notre attention. En Syrie la situation confuse perdure et un retour sur la riche histoire de ce pays devrait aider à y voir un peu plus clair (p. 24). En Egypte, l'armée a pris le pouvoir le 30 juin, en trahissant le mouvement Tamarrod qui avait mis plusieurs millions de personnes dans les rues pour réclamer le départ du gouvernement islamiste. Il n'en demeure pas moins que le rapport entre le peuple égyptien et son armée est très particulier (p. 20). Cependant, tout n'est pas joué et un camarade, depuis Le Caire, nous rend compte de la situation et des possibles scénarii à venir (p. 22).

Le 1er janvier 2014 c'est la date anniversaire du soulèvement armé au Chiapas mené par l'Armée Zapatiste de Libération Nationale. La guerre est déclarée au gouvernement fédéral mexicain et plusieurs chefs-lieux du Chiapas sont occupés, dont San Cristobal de las Casas. Sans trop revenir en détail sur les différentes périodes de ce mouvement depuis 20 ans, c'est l'impact qu'il a pu avoir dans le monde (p. 28), en premier lieu en Amérique latine et plus particulièrement en Argentine (p. 30), qu'il nous a semblé bon de préciser.

Souhaitons pour finir que l'année qui vient soit riche en événements de nature à ébranler l'ordre des choses, et nous surprenne favorablement comme avait pu le faire en France, par exemple, l'année 1968.

*Lyon, décembre 2014*



# Projet d'aéroport
# ÇA PASSE OU ÇA CASSE ?

*Malgré les arguments non réfutés de l'opposition au projet de Notre Dame des Landes (NDDL), l'Etat impose le chantier et notamment le barreau routier, quitte à bafouer allègrement ses propres lois. L'Hexagone est coutumier de ces pratiques… L'OPPOSITION, ELLE, MANIFESTERA LE 22 FÉVRIER PROCHAIN À NANTES.*

## OFFENSIVE MÉDIATIQUE DES PORTEURS DU PROJET

Après l'échec subi l'hiver dernier par la préfecture pour expulser les occupantes et les habitants de la ZAD, l'État avait finalement retiré ses troupes, appelées sur d'autres fronts (mariage pour tous). Mais il se devait de reprendre l'initiative face à une opposition de terrain qui s'ancre dans la durée et remet en culture de plus en plus de terres, expulsées au profit de Vinci AGO et laissées en jachère… Les médias locaux ont ainsi joué un rôle essentiel cet automne en se faisant l'écho triomphaliste des prétendues avancées du projet : quelques soient les contre-arguments de l'opposition, la presse avançait imperturbablement la version préfectorale comme étant la seule valable. La centaine de patrons locaux, regroupés dans « *Des Ailes Pour l'Ouest* » et impatients de toucher les miettes du chantier, organisaient un lobbying bien repris, avec plateau de télé, rassemblement et autres occasions pour marteler le crédo de l'activité économique mise en danger par des écolos irresponsables.

Pourtant les élu-e-s du CEDPA (Collectif des Elu-e-s Doutant de la Pertinence de l'Aéroport) réalisaient coup sur coup deux dossiers : sur le réexamen du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'agglomération nantaise en 2030 et sur le calcul du coût d'une réorganisation de l'aéroport actuel pour réorienter les pistes et éviter le survol de Nantes. Le CEDPA faisait ainsi appel à un cabinet privé européen reconnu dans le milieu aéronautique. Les résultats infirmaient largement les nouveaux calculs de la DGAC (direction générale de l'aviation civile), institution étatique spécialisée sur le sujet. Pourtant préfecture, politiciens PS, patronat et médias saluaient les seules conclusions de la DGAC, comme *la* preuve de la nécessité absolue du projet de NDDL. Les argumentaires mis en avant par le CEDPA, plutôt convaincants, étaient balayés d'un revers de manche, comme l'avait été l'étude de viabilité économique du projet, réalisée au printemps dernier par CE DELFT, un autre cabinet privé tout aussi chevronné.

Pour enfoncer le clou et *sonner la fin de la récré* (dixit Auxiette, président de région) le préfet a signé le 21 décembre les arrêtés concernant la loi sur l'eau (compensation de la destruction de zone humide) et la « destruction des espèces » (déplacement d'espèces rares et menacées par le projet)… un sommet de l'hypocrisie bureaucratique et technocratique qui a forcément reçu l'aval de Matignon ! Au lieu d'une vaste étendue de champs bocagers, de bois et de taillis sillonnés de fossés et de rus connectés à un réseau de mares quasiment toujours en eau, Vinci creuse des trous à droite à gauche – en soudoyant des particuliers si besoin – pour le moment venu y coller les fameux tritons crêtés et autres raretés locales bientôt pêchées. Biotope, entreprise d'ingénierie écologique *sic*, a fourbi les arguments préfectoraux (cf encadré), dénoncés par les *naturalistes en lutte* qui ont procédé à des observations bien plus conséquentes.

## DE TOULOUSE À NEW-YORK, LA LUTTE CONTRE L'AÉROPORT INSPIRE…

Il faut rappeler que l'abandon en 2013 d'un projet aéroportuaire toulousain, projet très similaire à celui de NDDL, a été signé par le préfet de Midi-Pyrénées à partir d'arguments similaires à ceux élaborés à Nantes par l'opposition au projet. Même le cours des actions de Vinci est impacté à la baisse, selon les analyses d'un cabinet boursier de Wall Street, par la dégradation de l'image de marque de la multinationale empêtrée dans ce chantier conflictuel censé être HQE - *haute qualité environnementale*. La cécité politique de Ayrault, actuel premier ministre et ancien maire de Nantes, est contagieuse puisque son ambitieuse et jeune dauphine à la mairie en mars 2014, Johanna Roland, suit ses pas crânement : « Nous ne cèderons pas d'un pouce ! » avait-elle lancé en octobre 2012. Quand au président de région Auxiette, élu en son temps à la surprise générale, tel un possédé il vocifère à intervalles réguliers pour le lancement des travaux dès qu'un micro se tend. Quel accord secret donne tant de pugnacité à ces politiciens, animaux à sang froid s'il en est ? Ou bien suivent-ils le chef de meute ?

Il ne leur est rien épargné pourtant : Jacques Bankir, ancien directeur général de compagnies aériennes françaises comme Air Littoral, a accepté de venir s'exprimer en réunion publique sur le projet de NDDL ; dénonçant l'évidente partialité de la DGAC – *aux ordres* – et l'inutilité d'une telle structure dispendieuse, il a estimé que *la métropole nantaise se tirerait une balle dans le pied* en maintenant ses plans…

## SUR LE TERRAIN

Sur la ZAD les occupations progressent avec des constructions collectives et des projets agricoles. Agriculteurs, conventionnels ou biologiques, et zadistes impliquées réalisent labours en vue de semailles printanières sur de nouvelles parcelles (dont Vinci n'est pas arrivé à les chasser par voie juridique, le juge nazairien dénonçant les repérages cadastraux approximatifs), mais se prépare aussi la résistance à un retour éventuel des flics. Dans une telle perspective, une réunion hexagonale des collectifs de solidarité avec NDDL se déroulera le 18 janvier à Fay-de-Bretagne, suivie d'une **manifestation centrale le 22 février à Nantes.**

La date est un compromis entre le risque d'intervention policière prochaine, les délais de mobilisation et les élections municipales des 23 et 30 mars, suivies des européennes en mai, qui n'inciteront pas la préfecture à lancer un assaut en pleine campagne électorale ; les partis politiques de la coordination anti-aéroport, Verts en tête, ont sûrement pesé pour cette date du 22 février, un mois avant les élections, pour que le spectacle politicien et médiatique reprenne ses droits et que l'isoloir soit la seule issue proposée à la lutte, et non la rue… Pourtant quelque soit la gagnante de l'élection à la mairie et au contrôle de la métropole, elle sera favorable au projet. Il serait donc très cohérent de venir le jour même de l'élection devant la mairie nantaise, le 23 mars, leur montrer notre refus. Les obliger à se retrancher derrière les grilles anti émeute des CRS, le jour même où le peuple s'exprime, aurait une portée éclairante sur la signification profonde de ce projet et de la réalité démocratique française.

Le transfert des espèces devant être réalisé avant le printemps (période de reproduction) pour accréditer l'image écolo-

## ARSÈNE LUPIN CONTRE BIOTOPE

**Biotope a rendu son travail malgrè un mystérieux cambriolage sans effraction de son bureau nantais; tout le matériel informatique fut magistralement barboté, en pure perte puisque des sauvegardes informatiques au siège montpellierain de Biotope préservaient dixhuit mois d'études.. !? Quelle chance pour Vinci ! Selon les flics, les auteurs signèrent en abandonnant quelques tracts arborant le dessin connu d'un lapin armé d'une carotte-flêche et l'inscription « Prends ZAD dans ta gueule ! ». Ecowarriors ou barbouzes, l'action audacieuse et rigolote n'a malheureusement en rien entravé l'avancée du projet et chargé un peu plus le pédigrée de la ZAD. Le patron de Biotope a hurlé dans la presse, très attentive pour une fois, contre ces *méthodes de voyou*, mais il s'est immédiatement calmé quand le CEDPA lui a rappelé ses pratiques d'exploiteur avec ses salariés.**

## Bonnets rouges et anti-aéroport

# VERS UNE CONVERGENCE DES LUTTES ?

*Après l'annonce du Pacte d'Avenir pour la Bretagne, tour de passe passe diversement apprécié, le porte-parole Christian Troadec a été désavoué pour avoir appelé à manifester contre le projet d'aéroport nantais. La résistance à l'aéroport fera-t-elle éclater le mouvement en clarifiant les positions ?*

### UN AGENDA CALÉ SUR LES ÉLECTIONS

Les Bonnets Rouges (BR) revendiquent une quarantaine de comités locaux. La structuration de ces collectifs locaux a été rapide grâce à l'existence d'un réseau préexistant issu de l'EMSAV, le mouvement breton. Ces nombreux collectifs n'ont pas grand-chose à voir avec des individus spontanément en recherche de structures pour s'y investir dans la continuité des mobilisations de Quimper et Carhaix le 30 novembre. Ca revient à occuper le terrain médiatico-politique et « faire du neuf avec du vieux » pour les gogos disposés à y croire. Depuis la signature du Pacte d'Avenir pour la Bretagne par Ayrault le 13 décembre, les composantes patronales ont reçu avec satisfaction les financements promis. Quand aux ouvriers licenciés, la suite s'annonce moins joyeuse. Promesses de formation et autres stages ne vont pas mener loin si aucune solution ne suit à la sortie. Ce Pacte d'Avenir de 15 millions recense des financements déjà actés, similaires aux aides aux autres régions. C'est donc un résultat très maigre pour des mobilisations si massives.

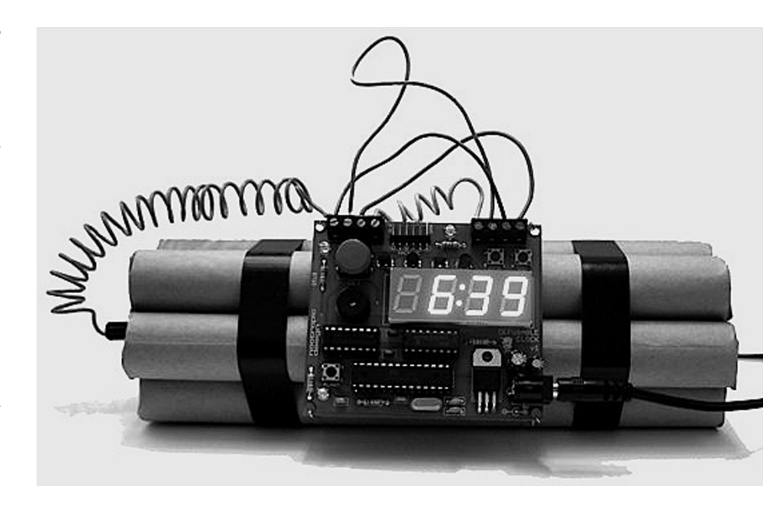
En réponse, les BR appellent à des états-généraux citoyens le 08 mars à Morlaix pour élaborer un programme de revendications à partir de cahiers de doléances ouverts à la population bretonne à Carhaix. Tout cela fait furieusement Ancien Régime, tout en empruntant à la « démocratie participative », poudre aux yeux préférée du Parti Socialiste pour gérer les velléités démocratiques des populations. En plus, les mots d'ordre de l'affiche de ces Etats Généraux sont strictement cadrés aux avantages des patrons : écotaxe, concurrence européenne, lois limitant la libre entreprise, relocalisation des décisions... Il n'y a plus d'ambiguïté, à la lecture du programme on sait qui a financé les affiches. La date retenue, quinze jours avant les élections municipales, donne à penser que ce sera surtout un grand meeting électoral où les orateurs en réponse aux « doléances » du bon peuple nous referont le coup du « Je vous ai compris ».

### TROADEC CONTRE LE PROJET D'AÉROPORT LE 22 FÉVRIER À NANTES

Est-ce pour cela que Christian Troadec, pour retrouver un peu de liberté de mouvement dans ces Bonnets Rouges si propatronaux, a lancé ce pavé dans la mare en pleine trêve des confiseurs? Certes il était déjà venu sur la ZAD le 17 novembre 2012 pour la manifestation de réoccupation. De plus il a toujours critiqué l'aménagement du territoire breton (ou autre) piloté de Paris sans consultation et prise en compte de l'avis des populations concernés au premier chef, ce qui est justement un des griefs des populations de Notre Dame des Landes. Il conteste aussi le déséquilibre économique induit par le projet de métropole Nantes-Saint-Nazaire pour le reste de la Bretagne. Donc il n'est pas étonnant qu'un social-démocrate breton comme lui appelle le 22 février à la mobilisation anti aéroport.

Mais en face, les patrons bretons de l'agro-alimentaire et les gros agriculteurs qui ont oeuvré en sous-main dans les BR pour défendre leurs avantages, ne peuvent que se cabrer à l'idée de voir les collectifs Bonnets Rouges ou « Vivre, décider et travailler en Bretagne » se mélanger à l'opposition à l'aéroport qui porte de nombreuses critiques contre le productivisme, la destruction de la terre agricole, la concentration du foncier, la primauté donnée aux actionnaires, le partenariat public privé, le libéralisme économique, etc... D'autant que cet appel de Troadec reçoit de nombreux échos favorables sur les forums de discussion des BR.

Il y a évidemment un gros enjeu dans la convergence de ces deux luttes. La résistance au projet d'aéroport de Notre Dame des Landes pose en soi une critique du travail et de son utilité sociale, une critique de l'économie, du progrès et du développement, une critique des modes de prise de décision dans la démocratie parlementaire hexagonale... Toutes ces questions sont peu explicites dans le mouvement des BR, et plusieurs composantes ne veulent pas que les participant-e-s s'en emparent pour analyser le modèle de production breton ; mais ces questions pourraient être contagieuses et aider les salariés et chômeurs bretons à ne plus suivre les perspectives patronales jusqu'ici dominantes, pour au contraire dégager une vision de classe antagonique qui replace au centre du mouvement des Bonnets Rouges une problématique anti capitaliste pour la Bretagne. En prévision de l'échéance du 22 février, une communication dans ce sens reste à mettre en place et aurait toute son utilité. À suivre.




---

gique du chantier, il est important de bloquer l'action préfectorale sur le terrain dans les prochaines semaines. En stoppant ainsi le début des travaux, ce serait une nouvelle année gagnée sur le calendrier de Vinci, une nouvelle remise en question du projet et aussi de nouvelles opportunités pour élargir le rapport de forces.

En effet, le leader du mouvement des Bonnets rouges et maire de Carhaix (cf Courant Alternatif n°235, en ligne, et site de l'OCL: http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1450), Christian Troadec, soutient l'appel à manifester le 22 février contre l'aéroport de NDDL. Déjà présent sur la ZAD le 17 novembre 2012 pour la manifestation de réoccupation, il conteste le déséquilibre de l'aménagement du territoire breton qu'un tel aéroport induirait, au moment où une crise économique sans précédent frappe les populations du centre Bretagne (cf article sur les Bonnets rouges ci-contre).

La manifestation du 22 février doit être un moment clé de la lutte, alors que l'avenir politique de Ayrault, dont l'image est associée à celle de l'aéroport, pourrait s'achever après les européennes de mai face à son impopularité croissante : approfondissement de la crise et fermetures de boîtes, maintien d'un chômage important. Bottons lui le derrière le 22 février !

*Nantes le 26/12/13.*

# Un autre monde de merde est possible, EELV le construit !

Le texte ci-dessous est un tract d'intervention diffusé à l'entrée du congrès d'Europe Écologie Les Verts qui s'est tenu à Caen les 29/30 novembre et 1er décembre. Évidemment il ne porte pas sur les Verts et leur congrès : un non-événement sans intérêt. Il s'inscrit dans la continuité d'actions ou d'interventions d'électrons libres qui de Valognes au bocage anti THT refusent encore et toujours le nucléaire et son monde.

*«On n'arrête pas un chantier EPR du jour au lendemain»*
*(Clara Osadtchy, conseillère régionale EELV-Basse-Normandie)*

**LORSQUE CLARA OSADTCHY,** alors responsable du groupe EELV au Conseil régional de Basse-Normandie, lance cette bourde en novembre 2011 en pleine séance du Conseil c'est qu'elle a trop bien appris sa leçon d'écologie pragmatique. Elle a confondu un chantier en construction et un réacteur atomique. Il y a des phrases qui en disent long sur la résignation de ceux-celles qui les prononcent.

**CE PRAGMATISME RÉSIGNÉ** s'est emparé de l'écologisme bien plus tôt. En juin 2004, déjà en Basse-Normandie, les Conseillers régionaux Verts par leur abstention permettaient à un vote pro-EPR de passer. Ce vote, loin d'être un accident, n'était qu'un bégaiement d'une histoire appelée à se répéter. Toujours en 2004, en PACA, les Verts concluent un deal : ce sera un euro pour le projet de fusion ITER contre un Euro pour les projets alter-ITER. Plus tôt, en 1999, Dominique Voynet, alors ministre verte de l'environnement, signe les décrets d'application de l'usine MELOX de Marcoule chargée de fabriquer le combustible nucléaire MOX (mélange d'oxydes de Plutonium et d'Uranium) que l'on retrouvait dans le réacteur 3 de Fukushima et dont les contrats passés avant la catastrophe ont repris dans un silence assourdissant. Elle signe également ceux du centre d'enfouissement de déchets radioactifs de Bure dans la Meuse. Plus tard, en novembre 2009, en pleine recomposition de l'écologie politique autour d'Europe-Ecologie-Les-Verts, une motion est votée au Parlement Européen pour préparer les discussions de Copenhague sur le réchauffement climatique. On peut y lire "*Une économie à faible intensité de carbone conférera à l'énergie nucléaire un rôle important dans le bouquet énergétique à moyen terme.*" Cette évocation du bouquet énergétique européen est votée et donc validée par les eurodéputé-e-s d'Europe Écologie. C'est toujours le même pragmatisme qui préside ces décisions où l'on avance toujours les maigres contreparties obtenues dans d'autres domaines.




**C'EST CETTE MÊME POLITIQUE DE LA CONCESSION PERMANENTE**, aujourd'hui décomplexée et assumée, qui conduit EELV à appeler à une sortie de plus en plus «progressive» du nucléaire. Elle rejoint donc le programmatisme fataliste de Négawatt qui vise *«un arrêt progressif et raisonné du nucléaire [...] un abandon de la production nucléaire en 22 ans»*. Dès lors le nucléaire fait partie d'un bouquet énergétique où sa part est appelée à se réduire avec le temps jusqu'à la fin de la durée de vie des centrales déjà construites. Cette durée est évaluée par Négawatt à 30 ou 40 ans d'exploitation. Comme le souligne la coordination Stop Nucléaire, *«Négawatt devance donc le souhait économique d'EDF de prolonger la durée d'exploitation des réacteurs français à 40 ans»*. C'est donc bien une sortie plus hypothétique que progressive que soutient le scénario Négawatt. La transition énergétique vendue par le gouvernement sera dans cette droite ligne. Une part des bénéfices générés par la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires financerait les scénarios de transition. Mais le progressif est vendu comme une victoire, comme si un peu moins de nucléaire c'était déjà une grande prouesse. Cette illusion participe de l'idée défendue dans le «mix énergétique» : le sandwich nucléaire/renouvelable, c'est l'avenir ! Dans ce mix énergétique que les nucléocrates considèrent comme acquis, on relie des hydroliennes et éoliennes offshore à des centrales nucléaires. Ce sont d'ailleurs les mêmes constructeurs et les mêmes exploitants que l'on retrouve à la manœuvre, de GDF-Suez à AREVA en passant par la DCNS (Direction de la Construction des Chantiers Navals). Le renouvelable ne fournit aucune alternative, il s'inscrit dans un réseau global toujours dominé par l'atome... La pollution comme la dépollution sont d'ailleurs devenues des marchés comme les autres. On achète son droit de continuer sereinement à polluer la planète en investissant dans des projets renouvelables gigantesques, comme au Mexique où des communautés villageoises se voient imposer des grands projets éoliens dévastateurs avec une violence identique à celle qui a présidée à la construction du monde atomique.

**CE DONT LES NUCLÉARISTES RÊVAIENT**, les écologistes d'État l'ont fait : verdir la consommation électrique au renouvelable et par là invisibiliser le poids du nucléaire. C'est le concept du Green Washing. Ici, on voit qu'il ne s'agit plus pour EELV de «sauver la planète». A l'inverse, même, s'y est progressivement substituée l'idée de sauver *un monde* : celui de la consommation, des écrans plats, des boulots absurdes, des conforts factices, des besoins créés, des objets inutiles, etc. Le sauver, oui, mais aussi construire et développer l'organisation future de son approvisionnement en énergie. Et puisque nous sommes à l'heure du *mix*, la production imprévisible de l'énergie fournie par le renouvelable les conduit à ajouter «une couche d'intelligence» au réseau. En complément des centrales virtuelles pilotées pour *intégrer* les petits producteurs d'électricité (que l'on contrôle en les rendant dépendants d'un réseau dit *intelligent)* on nous prépare à l'arrivée des compteurs électriques LINKY. Ces compteurs contiennent une puce capable de transmettre et de recevoir des informations sans contact (SMART), indispensables à la construction du «réseau intelligent». C'est aussi le projet SMART GRID, ou encore «internet de l'énergie», conçu pour collecter, transmettre et interpréter automatiquement les informations relatives à notre consommation électrique. Huit projets pilotes sont en cours en France (Projet VENTEEA, Projet Postes intelligents, Pro-

jet So Grid à Toulouse, Projet POST, Projet TBH Alliance, Projet Smart Electric Lyon, Projet MIETeC et le Projet Smart Grid Vendée) avant la généralisation à l'ensemble du territoire européen. C'est ce monde nucléarisé et contrôlé que l'écologie participe à édifier.

**L'ECOLOGIE POLITIQUE D'EELV** ne combat pas les logiques des industriels pas plus qu'elle ne les entrave. Pire, elle les sert. Cela en chagrine certain-e-s ? Qu'importe ! On renvoie la culpabilité à un niveau individuel. Pendant ce temps, avec la collaboration d'EELV, seuls sont servis les intérêts du capital. La crainte de l'organisation collective et de ses forces anime leur volonté d'individuation. Si tout est affaire de comportements individuels, tout devient traçable : de la viande aux communications en passant par les déplacements, les poubelles mais aussi les consommations électriques. Contrôle du vivant, pistable en permanence... Si ce contrôle permanent ne suffit pas, il s'agit de tenter d'éliminer vite et bien toute contestation. Valls aux basses œuvres (comme jadis Poniatowsky) organise une répression policière qui s'inscrit dans la lignée des précédentes, de celles qui matraquent la tête haute sans faire l'économie d'annonces explicites : *«veille permanente sur les antinucléaires et anti-gaz de schiste»* (au sujet du renseignement intérieur, Le Monde, 23/04/13). Dans le même ton, les détails de l'opération Gilbert montrent la nature et l'ampleur des moyens mis en œuvre ainsi que le laboratoire qu'il a constitué quelques mois avant les autres grandes manœuvres à Notre-Dame-des-Landes... On peut lire à ce sujet de nombreux détails dans la revue de la gendarmerie nationale du mois de juin 2013. Il y est décrit comment, face à la lutte menée contre le chantier de la ligne THT Cotentin-Maine, les guignols locaux ont reçu l'appui, à l'été 2012, de «[...] *plusieurs militaires du Centre de Planification et de Gestion de Crise (CPGC)*», de pandores spécialisés dans la «*gestion d'une crise de courte durée ainsi que dans la conception du volet sécurité des événements nationaux ou internationaux programmés* [...]. *Leur expertise a été particulièrement appréciée et notamment leur expérience, très utile pour la mise en œuvre des Systèmes d'Information et de Communication (SIC).* [...] *Le CPGC a contribué notablement au succès de l'opération Gilbert. Dès le début du mois de septembre 2012, il se mettait à la disposition du colonel Frédéric Boudier, commandant le groupement de la Loire-Atlantique pour l'opération liée à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.*»

**LA ZONE A DEFENDRE** a vraiment ri jaune (sans clin d'œil, quoique...) en voyant débarquer à la manif de réoccupation de novembre 2012 les écolos médiatiques, député-e-s européen-ne-s et autres figures de proue, venu-e-s tâter du pied de biche pour la photo, dans leurs bottes encore neuves achetées quelques heures plus tôt près de St Lazare... Il ne suffit pas d'être en une des torchons d'ami-e-s journaleux-ses devant un squat factice ou de s'émouvoir et s'indigner dans l'hémicycle pour prétendre combattre. Les mêmes tartufes écrivaient quelques jours auparavant dans un communiqué d'EELV : «*Sur le terrain, les opposants, parmi lesquels les élus et militants locaux d'Europe Écologie Les Verts, sont confrontés à un déploiement de forces policières hors de proportion.* [...] *EELV a fait savoir dès le début des opérations de police, par voie de presse et directement auprès de ses partenaires de la majorité, sa totale désapprobation quant à la brutalité des méthodes employées.*» (communiqué cité dans le texte *«Réoccupons la ZAD de Notre-Dame-des-Landes»*). Ces matraques ce sont leurs propres amis qui les aiguisent. Ce qui se passait alors était pourtant sans surprise : les lacrymogènes socialistes ont toujours eu la même odeur que les autres. Les antinucléaires en avaient déjà goûté sous Mitterrand. Pourtant, dans ces lignes encore, on voit l'aveuglement d'EELV. Ce qui est à dénoncer et à combattre, ce n'est pas tant la démesure de la force utilisée en répression mais plutôt sous la triste réalité de la force étatique, lorsqu'elle entend défendre pour le pouvoir et ses amis, les projets qui leur sont chers, de tout temps et en tout lieu. C'est bien là toute la confusion que porte l'écologie. Lorsqu'elle désobéit, c'est civiquement. Dominique Plancke, à Lille, peut ainsi, le dimanche, faucher un champ OGM avec son ami José et en semaine œuvrer à ce que le puçage RFID dans les transports en commun du bétail humain de l'agglomération permette d'améliorer la facture énergétique de Lille métropole.

L'enfer vert est pavé de bonnes intentions : il ne s'agit jamais de dénoncer l'État mais de l'éclairer contre les vilains lobbys industriels qui le trompent. Pourtant le nucléaire c'est bien lui qui l'a mis en place, le développe et le vend avec ses VRP benêts, Hollande et Montebourg. Il n'y a pas de lobby nucléaire mais un État nucléaire. Or pour les écologistes d'État, tout autant que le capital, c'est l'État qu'il s'agit de sauver.

**LA FRANCE NUCLÉAIRE** de l'après gouvernement Rose-Vert aura son salon. Ça se passera au Bourget en 2014. Un salon biennal international verra le jour pour renforcer l'image du nucléaire et conquérir de nouveaux marchés, à l'instar de ce qui existe déjà pour l'aéronautique. Localement nous savons déjà ce que vendre ses savoir-faire du nucléaire veut dire. Nucléopolis en est le dernier avatar en date. Ce pôle normand de science nucléaire, né en septembre 2010, unit les différents acteurs du nucléaire en Basse-Normandie.



L'idée est de faire de la région un pôle de compétitivité dans le domaine. Une cinquantaine de membres s'y sont associés : des entreprises du nucléaire comme AREVA ou EDF, des PME, des laboratoires de recherche comme le GANIL ou Cyceron, l'école d'ingénieurs en nucléaire de l'Ensi-Caen, des collectivités locales. Le but : «*Vendre la filière nucléaire normande à l'extérieur. Nous avons le savoir-faire. Il faut le faire savoir*». Toujours aussi lucides, les élus locaux EELV au Conseil régional ont avalisé le soutien au projet avant de récemment faire volte-face.

**A FUKUSHIMA,** le programme français «Ethos in Fukushima» tente d'apprendre à vivre aux japonais-e-s en terre contaminée : les enfants vivent un dosimètre autour du cou, les parents mesurent la contamination des aliments... Chaque comportement est tracé. Il est là le meilleur des mondes de la transition énergétique : vivre au milieu des résidus radioactifs entre une tranche de nucléaire et une tranche de renouvelable.

C'est ce meilleur des mondes que nous venons aujourd'hui perturber !

*Quelques électrons libres.*

# L'autorité de sûreté nucléaire sur le cycle du combustible

*Le cycle du combustible commence avec l'extraction de l'uranium (principalement au Canada, au Niger et au Kazakhstan) et s'achève avec la poubelle de La Hague et la fabrication du MOX en passant par l'enrichissement de l'uranium et la fabrication du combustible. Autant dire qu'on pénètre ici dans le domaine réservé d'AREVA. En parcourant les étapes de la chaîne du nucléaire, nous allons voir ce qu'en dit l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire). Nous allons nous baser pour cela sur l'un de ses rapports annuels repris en partie ici et commenté.*

## DU MINERAI AU COMBUSTIBLE

Le minerai est extrait puis purifié et concentré sur place en une sorte de pâte appelée «yellow cake». Il est ensuite transformé en hexafluorure d'uranium (qui devient gazeux autour de 65°) par la COMURHEX à Malvesi (Aude) et Pierrelatte (Drôme). Il est à noter que ces installations ne sont pas classées installations nucléaires ! (Et ceci au motif que c'est de l'uranium naturel qui est transformé, avec seulement 0,7% d'uranium 235 ; alors que celui-ci est tout aussi toxique que l'uranium enrichi...). Comme le dit délicieusement l'ASN à propos du dossier de demande de démantèlement d'une de ces unités à Pierrelatte : «*La coexistence sur un même site d'une INB* [installation nucléaire de base] *et de différentes ICPE* [installation classée pour la protection de l'environnement] *abritées dans des bâtiments très imbriqués, présentant des risques connexes et possédant un certain nombre d'équipements communs, complique le suivi administratif et le contrôle des installations, assuré actuellement par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) pour les ICPE et l'ASN pour l'INB.*».

— « Sergent ! interroge Camember, et la terre du trou... ousque j'...? » — « Que vous êtes donc plus hermétiquement bouché qu'une bouteille de limonade, sapeur ! Creusez un autre trou !... c'est alimentaire !... — « C'est vrai ! approuve Camember ! »

Les Réacteurs à Eau Pressurisée, ou REP, (c'est-à-dire l'essentiel des centrales nucléaires en France) utilisent de l'uranium «enrichi» à 3 à 5% en uranium 235. C'était l'usine Eurodif (aussi nommée usine Georges Besse I) située sur le site du Tricastin, située à cheval sur la Drôme et le Vaucluse, qui s'en chargeait jusqu'à juin 2012. La relève a été prise par l'usine Georges Besse II, toujours à Tricastin, mais qui enrichit l'uranium par ultracentrifugation. Toutes les autorisations n'avaient pas encore été délivrées à la date du rapport de l'ASN, et plusieurs modifications des précédentes autorisations avaient déjà dû être accordées... Georges Besse I a été arrêté en juin 2012 et prépare son dossier de démantèlement (durée actuellement prévue : une trentaine d'années). En attendant AREVA a déposé un projet d'autorisation -avec enquête d'utilité publique, terminée en janvier 2012- pour des opérations de «nettoyage» des installations sous le nom de PRISME (projet de rinçage intensif suivi de la mise à l'air Eurodif), «*qui consisteront à effectuer des opérations de rinçages répétés des barrières avec du trifluorure de chlore (ClF3) afin de récupérer la quasi totalité de l'uranium déposé et de permettre le recyclage du métal dans des filières nucléaires.*». Or, avant tout ça, l'ASN a constaté la «*non-conformité des valeurs de tension des tirants de supportage des colonnes de diffuseurs. Ces non-conformités remettent en question la tenue sismique des installations.*». AREVA est donc censée avoir déjà réglé ça avant de mettre en œuvre le projet PRISME, qui a par ailleurs déjà commencé (voir encadré).

Ensuite, l'usine FBFC de Romans (Drôme) transforme cet hexafluorure d'uranium enrichi en oxyde d'uranium sous forme de poudre. «*Les pastilles de combustible fabriquées avec cet oxyde sont gainées pour constituer les crayons, lesquels sont réunis pour former les assemblages de combustible. Ces assemblages sont alors introduits dans le cœur des réacteurs* [un peu partout en France]». L'ASN poursuit : «*Comme l'année précédente, 2012 a été marquée par des incidents remettant en cause les règles de sûreté criticité de l'installation.*». Rappel pour le lecteur distrait : les règles de «sécurité criticité» sont celles qui permettent d'être sûr qu'il n'y aura pas d'accidents graves du type explosion nucléaire... «*En particulier, des bouteillons de matières humides non identifiés comme tels ont été découverts les 17 et 24 septembre 2012*». On va vous reformuler ça de façon plus claire : des emballages sensés contenir de la matière sèche se sont retrouvés avec de la matière humide dedans, et ce n'était pas indiqué... Ca peut sembler dérisoire, mais comme l'eau a un grand impact sur la criticité des matières radioactives, ce genre de détail est extrêmement important, justement pour des raisons de «sûreté criticité». Afin que ce genre d'erreur ne se reproduise plus (donc en fait, pas trop souvent), «*L'ASN a ainsi pris une décision imposant à FBFC, d'une part, de réaliser un état des lieux détaillé de la gestion des matières fissiles* [en clair, on ne sait pas toujours très bien ce qu'on a mis, et où, parmi les matières radioactives] *et une analyse du risque de criticité associée à la gestion des matières fissiles issues des rectifieuses de l'atelier de pastillage et, d'autre part, de mettre en place un contrôle technique adapté à la gestion des matières fissiles issues des rectifieuses de l'atelier de pastillage (...).* »

## DES CENTRALES NUCLÉAIRES À LA HAGUE

«*Après une période de l'ordre de trois à cinq ans, le combustible usé est extrait du réacteur pour refroidir en piscine, d'abord sur le site même de la centrale, puis dans l'usine de retraitement AREVA NC de La Hague. Dans cette usine, l'uranium et le plutonium des combustibles usés sont séparés des produits de fission et des autres actinides. L'uranium et le plutonium sont conditionnés puis entreposés en vue d'une réutilisation ultérieure. Les déchets radioactifs produits par ces opérations sont stockés en surface, pour les moins actifs d'entre eux, ou entreposés dans l'attente d'une solution définitive de stockage.*». Finalement le «cycle» nucléaire ne recycle pas grand-chose, puisque une grande partie des déchets va finir enfouie dans un trou quelque part. Où l'on retrouve un lien avec la lutte contre l'enfouissement à Bure....

«*La chaîne principale de ces installations comprend des installations de réception et*

*d'entreposage des combustibles usés, de cisaillage et de dissolution de ceux-ci, de séparation chimique des produits de fission, de l'uranium et du plutonium, de purification de l'uranium et du plutonium et de traitement des effluents, ainsi que de conditionnement des déchets. Le conditionnement des déchets solides est effectué sur le site. Deux méthodes sont utilisées : le compactage et l'enrobage dans du ciment».* Il y a des tas de dossiers en cours d'examen et de réexamen. A noter que les capacités d'entreposage des conteneurs de déchets vitrifiés (en principe parmi les plus dangereux) devraient être arrivés à saturation au cours du premier semestre 2013, et qu'ils doivent construire de nouvelles fosses pour accueillir les suivants... Ca urge un peu car des stocks de déchets attendent déjà patiemment dans les piscines d'entreposage du combustible usé des centrales nucléaires (ce type de piscine de stockage, auparavant inconnu du grand public, s'est fait connaître par les aventures extravagantes de l'une d'entre elle, la célèbre piscine du réacteur n°4 de Fukushima...).

*«Dans le cadre de l'accroissement des activités de recyclage des matières, AREVA NC traite dans son établissement de La Hague des matières plutonifères non irradiées existant sous forme d'assemblages combustibles, de pastilles ou de poudre. Les capacités de traitement des unités en service pouvant ne pas être compatibles avec les besoins des années à venir, AREVA NC envisage de mettre en service une unité de «traitement de matière plutonifère» (TMP) dans l'atelier T4.».* Ils veulent donc faire évoluer leurs méthodes de fabrication de leur poudre mixte uranium-plutonium utilisée pour fabriquer le MOX, notamment pour pouvoir en fabriquer encore plus. La mise en service est prévue pour fin 2015. Ils cherchent enfin modifier leurs modalités de traitement des boues radioactives.

Surtout, ils ont un problème avec leurs vieux déchets, les premiers produits par l'usine de la Hague. «*la majeure partie des déchets générés par la première usine UP2 400 a été entreposée sans conditionnement définitif. Les opérations de reprise de ces déchets sont techniquement délicates et nécessitent la mise en œuvre de moyens importants. Les difficultés liées à l'ancienneté des déchets, en particulier la nécessité d'une caractérisation préalable à toute opération de reprise et de traitement, confortent l'ASN dans ses exigences à l'égard des exploitants d'évaluer, dans tout projet, la production des déchets générés et de prévoir un traitement et un conditionnement au fur et à mesure de leur production.*». Autrement dit, ils ne savent plus trop bien ce qu'il y a dans leurs déchets, et l'ASN aimerait bien qu'AREVA indique comment elle va reconditionner, et ce qu'elle va faire de ces nouveaux déchets. «*La reprise des déchets contenus dans les entreposages anciens du site de La Hague est en outre un préalable aux opérations de démantèlement et d'assainissement de ces entreposages. Le planning initialement prévu pour la reprise de ces déchets a dérivé. Pour autant, l'ASN considère que les échéances ne doivent plus être reportées, car les bâtiments dans lesquels ces déchets anciens sont entreposés vieillissent et ne répondent plus aux normes actuelles de sûreté.*» Il me semble que là, on n'a même plus besoin de reformuler... Il devrait y avoir une audition annuelle et la Commission Locale d'Information devrait être informée.

Ils ont aussi des problèmes avec les reprises des anciennes boues et le silo dit «HAO» qui «*contient différents déchets constitués de coques et embouts, de fines poussières provenant essentiellement du cisaillage, de résines et de déchets technologiques issus de l'exploitation de l'atelier HAO entre 1976 et 1997.*» Autrement dit, comme on l'avait prévu, ils ne savent que faire des déchets produits par le traitement des déchets. Et ce n'est pas fini : que vont-ils faire des déchets occasionnés par le reconditionnement des déchets du conditionnement des déchets? Il ne reste qu'une solution : prendre conseil auprès du sapeur Camembert. Ils ont encore quelques autres problèmes insolubles, notamment avec les fûts de déchets alpha.

Le plutonium est utilisé dans l'usine MELOX de Marcoule (Gard) pour fabriquer du MOX utilisé dans certaines centrales et que devrait utiliser l'EPR de Flamanville. C'est la seule usine de fabrication de MOX au monde. Un réexamen de la sûreté est prévu dans le cadre de son agrandissement. «*Les grands enjeux de ce réexamen sont la maîtrise de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants et l'adaptation de l'installation et de son organisation à l'évolution de la composition du MOX, dont la teneur en plutonium s'accroît au fil du temps.*». Or, en même temps que la teneur en plutonium s'accroît, on assiste à «*la répétition d'événements de rupture de confinement*» depuis 4-5 ans. Entre autres saloperies, le retraitement des déchets de La Hague produit du nitrate d'uranyle qui est trimbalé ensuite à Tricastin pour y être transformé en sesquioxyde d'uranium (U308). Cet uranium est en partie entreposé sur place ensuite, en partie exporté pour être ré-enrichi (à priori en Russie) pour être réutilisé à la centrale de Cruas-Meysse (Ardèche). Cette usine peut traiter jusqu'à 2000 tonnes d'uranium par an.

## ET EDF ?

Il semblerait que toutes ces évolutions sur le combustible posent quelques soucis en aval : l'ASN a demandé à EDF d'apporter «*les éléments démontrant la compatibilité entre les évolutions des caractéristiques des combustibles et de leur gestion et les évolutions des installations du cycle*». C'est que les centrales évoluent aussi. «*Pour toute nouvelle utilisation du combustible, EDF doit démontrer l'absence d'effet rédhibitoire sur les installations du cycle.*» Quatre points inquiètent particulièrement l'ASN :

- La puissance appelée sur le réseau est très variable, sans doute plus qu'il y a quelques années. Quelle est alors la sensibilité des installations à ces variations (notamment vis-à-vis de la gestion du combustible) ?
- Il y a un problème de capacité d'entreposage en piscine des combustibles usés (qui commencent à être bien pleines comme nous l'avons vu plus haut).
- «*l'évolution des stratégies d'EDF en matière de gestion de combustible, notam-*

## LE PROJET PRISME : MIROIR DES DÉLIRES DU NUCLÉAIRE...

**Suite à l'arrêt de la première usine d'enrichissement Eurodif du Tricastin (la seconde étant progressivement mise en marche), le projet PRISME a été mis en place pour préparer le démantèlement des installations. En effet, après plus de 30 ans de fonctionnement, de l'uranium est resté «accroché» sur les parois des cuves et tuyaux et acier, ou bien dans les barrières métalliques poreuses (utilisées pour l'enrichissement). AREVA estime qu'environ 300 tonnes d'uranium sont ainsi restées dans les installations, ce qui représente quand même un peu d'argent. Par ailleurs, cet uranium «collé» au métal le rend impossible à recycler et fait de celui-ci un déchet radioactif dont l'élimination est complexe et coûteuse. Par contre, si on «enlève» l'uranium du mieux qu'on peut, on peut tout recycler : il y a environ 130 000 tonnes d'acier là-dedans, ça peut toujours rapporter un peu quand on le revend. Evidemment, les métaux seront tout de même toujours un peu radioactif, mais ça n'est pas le problème d'AREVA ; alors que si on laisse les 300 tonnes d'uranium dedans, il ne sera pas possible de les faire passer pour des ferrailles «normales»... Il y a enfin d'autres intérêts à enlever cet uranium. D'abord cela va permettre de faire travailler les ouvriers du démantèlement dans un milieu moins radioactif, non pas que AREVA se préoccupe particulièrement de leur santé, mais ça coûte moins cher en équipement de protection et c'est plus simple à organiser. Ensuite, l'«expertise» acquise sur le démantèlement pourra toujours resservir ailleurs ou être vendue dans le monde entier...**

**Mais comment faire ? A chaque problème sa solution, et les nucléocrates ont donc imaginé de «rincer» les installations en injectant du trifluorure de chlore gazeux (ClF3). Celui-ci va «décrocher» et gazéifier l'uranium afin de le récupérer. Mais voilà bien le problème : le ClF3 est l'un des produits chimiques les plus dangereux produits par l'humanité ! Ce produit, corrosif pour les tissus, pénètre par la peau dans l'organisme où il est très toxique et génère des acides chlorhydriques et fluorhydriques particulièrement agressifs. Par ailleurs, c'est un comburant qui brûle avec à peu près tout, sans avoir besoin d'ignition («d'allumette»). Et lorsqu'il a commencé à prendre feu, impossible de l'éteindre, car il brûle même le sable, et les matériaux étouffants (style amiante) n'ont pas d'effet sur lui... Il n'y a qu'à attendre qu'il soit consumé entièrement, en faisant toutefois attention de ne pas respirer les fumées, d'une toxicité extrême. Comme le disait un chimiste américain, spécialiste des carburants pour fusée : «*je ne connais qu'une solution : prévoir de bonnes chaussures de sport, et courir vite* ! ». Les pompiers sont-ils prévenus ? On peut en douter... D'autant que ce sont environ 50 tonnes par an de ce produit qui seront utilisées. C'est énorme ! Pour ne pas affoler la population, le PPI (Plan Particulier d'Intervention, qui décrit ce qui sera fait en cas d'accident), a été volontairement restreint autour de l'usine du Tricastin, alors que c'est sur des kilomètres à la ronde qu'il faudrait prévoir des mesures de protection ou d'évacuation sérieuses.**

*ment après l'abandon quasi-total des gestions de combustibles dites de 'haut taux de combustion'*». Concrètement, la façon dont EDF utilise le combustible, la durée de présence dans les réacteurs, le taux d'enrichissement utilisé, etc, ont un impact fort sur l'ensemble du «cycle» nucléaire, que ce soit lors de la production de l'uranium enrichi ou de la gestion des déchets. Les choix d'EDF influent fortement sur ce qui se passe avant et après les centrales, et donc il est important que ces choix soient clairs pour tout le monde (le monde nucléaire s'entend...).

- «*l'évolution du contenu radiologique des matières mises en œuvre lorsque celles-ci sont issues du traitement des combustibles usés*». En clair, et pour donner un exemple, ça fait quoi de mettre du MOX dans des centrales pas prévues pour ça au départ. Ou bien si on met de l'uranium «de retraitement» (issu des déchets nucléaires) dans les crayons, est-ce qu'on ne va pas avoir des accidents à cause d'un problème non prévu au départ ?

Enfin il est intéressant de noter que l'ASN s'inquiète aussi de la saturation à prévoir des zones d'entreposage de l'uranium appauvri produit à Tricastin.

Il ressort de tout ça beaucoup d'installations imbriquées les unes dans les autres, sous des régimes différents, et pas mal de transports de matières nucléaires. C'est un sacré fouillis. Ca sent la fuite en avant et les apprentis sorciers, avec les problèmes qu'on fait semblant de découvrir au moment des dossiers de démantèlement, des unités qui sont ouvertes quand on ne sait pas quoi faire avec celles qui sont fermées, des questions élémentaires qu'on se pose après coup....

Comme nous l'avons écrit en préalable de cette longue série d'articles, la lecture des rapports de l'autorité de sûreté nucléaire vaut quand même le coup, bien qu'elle soit un des piliers de la nucléocratie, mais elle fait froid dans le dos...

*Sylvie*

## *Agriculture*
# Le stress est dans le pré



***L'Institut National de Veille Sanitaire vient de publier en septembre 2013 un rapport intitulé «Surveillance de la mortalité par suicide des agriculteurs exploitants».***

La population étudiée comprend tous les chefs d'exploitations agricoles et les collaborateurs d'exploitation, en activité professionnelle au 1er janvier d'une des trois années d'étude (2007, 2008 ou 2009) en France métropolitaine (hors Alsace-Moselle).

Les chefs d'entreprises ressortissantes du monde agricole (exploitations de bois, scieries, entreprises de travaux agricoles...) et les aides familiaux ont été exclus de la population d'étude en raison de l'hétérogénéité de leurs conditions de travail. Par ailleurs, d'autres groupes de la population ont été exclus : les agriculteurs exploitants nés hors France métropolitaine, ceux en activité dans les départements et territoires d'outre-mer, ainsi que celles et ceux qui exercent une activité agricole ne permettant pas une affiliation en tant que chef d'exploitation ou d'entreprise agricole (dont la surface est inférieure à la moitié de la surface minimum d'installation ou ayant une activité agricole inférieure à 1 200 h par an)

### QUI SONT LES AGRICULTEURS EXPLOITANTS ?

La population d'étude comprend en moyenne 500 164 sujets par année, dont 68 % d'hommes et 32 % de femmes. L'âge moyen sur les trois années est de 46 ans pour les hommes et de 50 ans pour les femmes. La tranche d'âge la plus représentée est celle des individus âgés de 45 à 54 ans pour les deux sexes (36 % d'hommes et 37 % de femmes). La répartition par âge diffère ensuite selon le sexe : chez les hommes, les 35-44 ans représentent la deuxième classe d'âge en terme d'effectif (28 %) et chez les femmes, il s'agit des personnes âgées de 55 à 64 ans (29 %).

La répartition des individus selon leur fonction dans l'exploitation diffère également selon le sexe. Parmi les chefs d'exploitation, on observe en moyenne sur les trois années 74 % d'hommes, alors que les collaborateurs d'exploitation sont très majoritairement des femmes (86 %).

L'ancienneté est globalement inférieure chez les femmes : elle est inférieure ou égale à 10 ans pour la moitié d'entre elles, comprise entre 11 et 20 ans pour 38 % et supérieure pour 12 %. Les hommes par contre ont une ancienneté comme chef d'exploitation supérieure (23 % depuis moins de 10 ans, 23 % entre 11 et 20 ans et 40 % plus de 20 ans).

Les secteurs d'activité qui concentrent le plus grand nombre d'agriculteurs exploitants sont, chez les hommes comme chez les femmes, les secteurs «élevage bovins-lait» (20 % de la population en moyenne sur les trois ans), «culture céréalière et industrielle, grandes cultures» (17 %), «culture et élevage non spécialisés» (14 %), «élevage bovins-viande» (13 %) et «viticulture» (12 %).

Les principales régions des sièges des exploitations agricoles sont, par ordre décroissant : Midi-Pyrénées (10,2 % des exploitations), Pays de la Loire (9,1 %), Bretagne (9,3 %), Aquitaine (8,2 %), Rhône-Alpes (7,7 %), Poitou-Charentes (5,3 %) et Centre (5,2 %). Ces sept régions comprennent plus de la moitié des exploitations agricoles en France métropolitaine.

Concernant la répartition de la population selon la surface réelle de l'exploitation agricole, des différences apparaissent en fonction du sexe du chef d'exploitation. Les hommes sont plus souvent que les femmes (59 % contre 50 %) chefs des moyennes et grandes exploitations, et inversement les femmes sont plus fréquemment que les hommes (26 % contre 18 %) à la tête des petites exploitations.

L'activité agricole est exclusive pour une large majorité d'exploitants (86 % d'hommes et 85 % de femmes), alors qu'elle est l'activité principale pour les autres.

La proportion des exploitations à titre individuel est en légère diminution sur les trois ans (50 % en 2007 contre 47 % en 2009) au profit d'un accroissement des exploitations à titre sociétaire, notamment sous forme de Groupements agricoles d'exploitations en commun (GAEC). Les exploitations à titre sociétaire représentent 50 % des exploitations en 2007 et 53 % en 2009.

### LES CAUSES DE MORTALITÉ

Sur les trois années d'étude, 2 769 décès toutes causes confondues ont été identifiés chez les hommes et 997 décès chez les femmes. Ces décès sont répartis de façon équivalente sur les trois années : 1 272 décès en 2007, 1 271 décès en 2008 et 1 223 décès en 2009. L'âge au

décès est en moyenne de 57 ans pour les hommes et de 65 ans pour les femmes.

La première cause de décès observée est le cancer, chez les hommes (32 % des décès en moyenne sur les trois ans), comme chez les femmes (49 %). La répartition diffère ensuite selon le sexe : la deuxième cause de décès la plus fréquente chez les hommes correspond aux décès par causes externes dont la proportion augmente légèrement sur les trois années (de 26 % à 29 % en moyenne entre 2007 et 2009), puis les décès liés à des pathologies de l'appareil circulatoire. Chez les femmes, après les décès par cancers, suivent ceux par pathologies de l'appareil circulatoire (18 % en moyenne) puis les décès par causes externes (12 % en moyenne).

Par comparaison, si l'on examine les décès survenus chez les hommes âgés de 15 à 85 ans dans la population française sur la même période, les décès par cancers en représentent 39 %, ceux par pathologies de l'appareil circulatoire 23 % et ceux par causes externes 9 %. L'étude souligne donc en premier lieu le profil de mortalité tout à fait spécifique de la population d'étude, en comparaison aux données de mortalité de la population générale.

La comparaison des décès toutes causes à l'ensemble des décès de la population française à âge égal montre une sous-mortalité dans la population des agriculteurs. Ce phénomène peut refléter un «healthy worker effect» ou effet du travailleur en bonne santé qui exprime principalement le fait qu'une population professionnelle est constituée de personnes dont l'état de santé leur permet de travailler et qu'elle est de ce fait, en meilleure santé que la population générale. Mais, cette sous-mortalité, déjà mise en évidence dans la population agricole par plusieurs études a été expliquée pour partie par une plus faible mortalité par cancers broncho-pulmonaire, des voies aéro-digestives supérieures (VADS) et de la vessie et par cardiopathie ischémique. Ces constatations sont cohérentes avec la moindre consommation de tabac constatée chez les agriculteurs.

Sur les trois ans, 761 décès par causes externes sont survenus chez les hommes (respectivement 249, 255 et 257 décès en 2007, 2008 et 2009) et 124 décès chez les femmes (respectivement 34, 52 et 38). Quel que soit le sexe, parmi les décès par causes externes, les décès par suicide représentent la cause la plus fréquente (55 % des décès par causes externes en moyenne), suivis par les décès liés à un accident (42 %).

En Alsace-Moselle, en moyenne, chaque année, 11 910 chefs d'exploitation et collaborateurs d'exploitation ont été dénombrés sur les trois années d'étude. Au total, 53 décès (hommes et femmes confondus) ont été observés entre 2007 et 2009 dont 5 décès par suicide.

## BAISSE DES REVENUS ET SUICIDES

Malgré une sous-mortalité générale pour toutes causes de décès, cette étude a mis en évidence, à partir de 2008, un excès de mortalité par suicide chez les hommes exploitants agricoles. Il est important de noter que l'excès de risque de décéder par suicide parmi les exploitants et leurs collaborateurs d'exploitation, s'il n'épargne quasiment aucun secteur, semble plus marqué chez les hommes âgés de 45 à 64 ans et dans deux secteurs d'élevage bovin : élevage bovins-lait et bovins-viande. Or, ces deux secteurs ont été particulièrement affectés par les difficultés financières en 2008 et 2009. Le secteur du lait était jusque-là relativement protégé par un accord tacite sur le prix du lait entre les producteurs et les acteurs économiques. Ainsi, le prix du lait n'était pas soumis à de fortes amplitudes économiques (production et vente toute l'année ; pas de concurrence étrangère). En 2008, ce secteur a vécu une crise importante liée à la rupture de cet accord. Les producteurs de lait ont dû faire face à des difficultés économiques auxquelles ils n'étaient pas préparés. L'excès de mortalité par suicide observé à partir de 2008 dans l'étude pourrait être pour partie associé aux fortes contraintes financières, liées à la crise économique, subies par le monde agricole depuis 2007. En effet, selon l'Insee, le revenu net d'entreprise agricole a fortement diminué entre 2008 et 2009 (- 35,3 %), alors qu'il avait déjà beaucoup baissé entre 2007 et 2008 (- 23,6 %) après deux années de croissance exceptionnelle.

Cette étude confirme l'existence d'un excès de mortalité par suicide chez les agriculteurs exploitants masculins, de l'ordre de 20 % par comparaison à la population générale française. Celui-ci a déjà été observé dans d'autres études, en France et à l'étranger. En comparant spécifiquement la mortalité par suicide à celle de la population générale, on constate qu'en 2008 chez les hommes, l'élevage bovins-lait et l'élevage bovins-viande présentent la surmortalité par suicide la plus élevée, respectivement de 56 % et de 127 % supérieure que celle de la population générale. En 2009, ces deux secteurs présentent encore une surmortalité. Chez les hommes, 417 suicides ont été dénombrés entre 2007 et 2009 (respectivement 130, 146 et 141 pour les trois années). Chez les femmes, 68 suicides ont été dénombrés pour la même période (respectivement 19, 27 et 22). Ces chiffres ne représentent que ce qui est officiellement déclaré, mais pourraient être plus élevés. Les chiffres de la MSA pourraient être plus fiables, mais ils sont encore plus faibles, car ils ne concernent que les enquêtes administratives pour savoir si le suicide peut être considéré comme accident du travail ou non. Au total, sur les trois années, les suicides représentent chez les hommes 15 % de l'ensemble des décès et chez les femmes, 6,8 %.

La pendaison est de loin le mode de suicide le plus fréquent pour les deux sexes. Chez les hommes elle est suivie du recours aux armes à feu et explosifs. Les décès par noyade occupent la troisième position, bien que l'on observe une diminution du recours à ce mode de suicide sur la période (10 % en 2007 et 2 % des suicides en 2009), au profit du recours à la pendaison et aux armes à feu. Les femmes ont le plus souvent recours à la noyade et à l'ingestion de substances, le recours aux armes à feu et explosifs restant beaucoup plus rare.

Selon François-Régis Lenoir, fils de paysan, paysan lui-même dans les Ardennes, et aussi docteur en psychologie sociale, «*Les causes du suicide sont multifactorielles, particulièrement chez les agriculteurs lorsqu'ils cumulent les handicaps : le stress, des journées de travail interminables, l'isolement social et affectif, enfin les difficultés professionnelles liées aux aléas économiques, climatiques et sanitaires. Un cocktail explosif !*». La profession serait d'autant plus fragilisée qu'elle pâtit d'un manque de reconnaissance et d'un déficit identitaire : «*Après guerre, une exploitation employait en moyenne 20 personnes. Aujourd'hui, de une à deux ! Dans les villages, la disparition progressive des paysans les contraint au repli sur soi. J'ai vu des territoires où, en cas de coups durs, s'exprime une solidarité extraordinaire, et d'autres où les gens se tirent dans les pattes au premier pépin venu*». «*Avant, dans un village, on tuait un agneau, et on allait vendre le gigot au marché. Maintenant, on est obligé de passer par l'abattoir. Les paysans se retrouvent dépendants de grandes chaînes. Ces négociations pour gagner quelques centimes sur le prix du lait, c'est dingue ! En face, on a des multinationales sans pitié*». Beaucoup d'agriculteurs ne survivent que grâce aux subventions de la Politique agricole commune (PAC) : «*C'est très frustrant et dévalorisant*».

*Camille, novembre 2013*



## 2,2 MILLIONS DE SALARIÉS EXPOSÉS À UN PRODUIT CANCÉRIGÈNE

2,2 millions de salariés - soit 10 % du total - sont exposés à au moins un produit cancérigène, selon le ministère du travail. La moitié des salariés exposés le sont plus de deux heures par semaine et 15 % plus de 20 heures. La population exposée est beaucoup plus souvent masculine : 16 % des hommes sont concernés au travail, contre 2,8 % des femmes. Les ouvriers représentent les deux-tiers des personnes exposées, soit deux fois plus que leur part dans l'ensemble des salariés. 28 % des ouvriers qualifiés et 19 % des ouvriers non-qualifiés sont exposés à au moins un produit chimique, contre 2,3 % des cadres supérieurs. Les secteurs de la maintenance industrielle, du bâtiment et de la mécanique sont les plus touchés.

*Source : Centre d'observation de la société*

## LA PRÉCARITÉ DE L'EMPLOI CHEZ LES JEUNES

La moitié des jeunes de 15 à 24 ans ont un emploi précaire (CDD, interim ou stage) en 2011 contre 17% au début des années 1980. Pour la moyenne de la population, le taux de précarité est passé de 5 à 12%. Globalement, la précarité n'est pas la règle, elle touche un peu moins d'un emploi sur douze. En revanche, pour les plus jeunes, et particulièrement les moins qualifiés, c'est un sas quasi obligé pour entrer dans l'emploi, dans lequel une partie reste enfermée un grand nombre d'années. La précarisation de l'emploi a été particulièrement forte entre le début des années 1980 et le début des années 2000. Le taux de précarité chez les jeunes est passé de 17,2 % en 1982 à 47,2 % en 2000, de 2,9 % à 9,2 % chez les 25-49 ans. Depuis 2005, le taux de précarité des 25-49 ans se situe autour de 9 % alors que celui des 15-24 ans oscille entre 46 % et 50 %. Cette situation a de lourdes répercussions sur les modes de vie des jeunes adultes : difficultés à disposer d'un logement autonome faute de garanties, à s'établir en couple, à prévoir ses activités de loisir, etc.

*Source : Observatoire des inégalités*

## L'ÉVOLUTION DES SALAIRES

De 1995 à 2011, le revenu salarial a augmenté en moyenne de 0,7% par an (+ 0,8 % dans le privé contre + 0,3 % dans le public) en euros constants, c'est-à-dire une fois déduite l'inflation. Sa progression ralentit depuis 2008, et il a baissé de 0,2 % en 2011, de manière plus prononcée pour les salariés de la fonction publique et les seniors. Le revenu salarial est la somme de tous les salaires perçus par une personne au cours d'une année. Les écarts de revenu salarial entre salariés sont élevés : le quart des personnes aux revenus salariaux les plus élevés perçoit en moyenne dix fois plus que le quart de celles qui ont les revenus salariaux les plus faibles. Sur l'ensemble de la population, les différences de durée d'emploi sur l'année (contrats courts, temps partiels) expliquent 85 % de ces écarts, les différences de salaire horaire 15 %. En 2011, les femmes perçoivent un revenu salarial inférieur de 24 % à celui des hommes. Les écarts de salaire horaire expliquent près de la moitié des écarts de revenu salarial entre hommes et femmes.

*Source : INSEE, France, portrait social 2013*

## LES CRÉDITS

De 2005 à 2011, l'endettement total des ménages s'est nettement accru, prolongeant un mouvement qui a débuté à la fin des années 1990. La hausse est essentiellement portée par la croissance de l'endettement pour l'habitat : celui-ci est passé de 442 milliards d'euros début 2005 à 800 milliards d'euros début 2011. Globalement (y compris les crédits à la consommation), la moitié des ménages sont endettés en France métropolitaine. Entre 2005 et 2011, la part de ménages endettés pour un motif immobilier est passée de 30 % à 32 % ; celle des ménages endettés pour un motif de consommation de 30 % à 29 %. Les ménages endettés pour la consommation sont essentiellement des ménages jeunes. Il y a beaucoup de familles monoparentales. Bref, ce sont ceux dont les revenus sont insuffisants à une nuance près : les ouvriers, les indépendants ou encore les inactifs renoncent plus souvent d'eux-mêmes à demander un crédit que d'autres catégories, parce qu'ils pensent que ce crédit leur sera refusé. Les ménages les plus souvent endettés pour l'habitat sont les ménages qui ont entre 40 et 49 ans, ce qui est logique. En effet, l'acquisition de la résidence principale intervient surtout en milieu de vie. Le remboursement de ce type de crédit est souvent associé à des mensualités élevées ; plus de la moitié des ménages endettés uniquement pour l'habitat font partie des 40 % les plus riches. Enfin, avec la hausse de l'immobilier, les durées d'emprunt se sont allongées.

*Source : INSEE, France, portrait social 2013*

## IL N'Y A PRESQUE PLUS DE BONNES, MAIS LES DOMESTIQUES SONT ENCORE NOMBREUX

En 2012, en France métropolitaine, 1,6 million de personnes ont travaillé pour un ou plusieurs particuliers. Il peut s'agir de garder des enfants, que ce soit au domicile de l'employeur ou chez le salarié (emplois d'assistantes maternelles). Ce peut être aussi dans le cadre d'emplois familiaux très divers : aide à domicile, ménage, jardinage, cours, etc. Pour la majorité des salariés de particuliers, cette activité constitue leur source principale de revenu professionnel.

Neuf salariés de particuliers sur dix sont des femmes et deux sur cinq ont 50 ans ou plus. En moyenne, ces salariés ont travaillé pour 3,2 employeurs en 2012. Ils ont perçu en moyenne 5200 euros au cours de l'année (433 euros par mois). Les assistantes maternelles ont touché un revenu presque deux fois plus important (10.200 euros). Pour un tiers des salariés, ce type d'emploi est une activité secondaire Ce sont le plus souvent des employés ou des ouvriers : leur activité auprès de particuliers, de 4,7 heures par semaine en moyenne, leur permet de boucler leurs fins de mois (pour 1.800 euros par an en moyenne).

*Source : INSEE Première n°1472, novembre 2013*

## BAISSE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Elle a baissé de 2% entre le 3ème trimestre 2012 et le 3ème trimestre 2013. Cette baisse concerne tous les secteurs industriels, sauf la production de matériels de transports. En bonne logique, l'emploi lui aussi a diminué : hors interim, 21800 postes ont été supprimés ce trimestre dans le privé, 30300 le trimestre précédent. L'interim, lui, a très légèrement augmenté sur un an, de 3300 postes.

*Source: INSEE*

## EN FRANCE, LES CLASSES MOYENNES INFÉRIEURES BÉNÉFICIENT MOINS DE LA REDISTRIBUTION QUE DANS D'AUTRES PAYS

Les classes moyennes inférieures, c'est-à-dire les ménages dont le niveau de vie est compris entre 1200 euros et 1600 euros par mois pour une personne, versent l'équivalent de 43% de leur revenu disponible aux administrations publiques à travers l'ensemble des prélèvements obligatoires, qu'il s'agisse d'impôts sur le revenu, de TVA, d'autres impôts indirects ou de cotisations sociales. Ces contributions sont assez proches des sommes reçues en retour à travers les aides sociales, les allocations chômage, les pensions de retraite et la couverture maladie, qui représentent 42% de leur revenu disponible. En France, le système socio-fiscal est ainsi neutre pour les classes moyennes inférieures. En Suède, en Finlande, mais également en Irlande ou au Royaume-Uni, les classes moyennes inférieures et les bas revenus sont mieux soutenus financièrement par les pouvoirs publics. Quant aux classes moyennes supérieures, c'est-à-dire les personnes vivant avec un niveau de vie compris entre 1600 et 2700 euros par mois pour une personne, leurs prélèvements obligatoires représentent également 43% de leurs revenus disponibles tandis qu'elles reçoivent des administrations publiques l'équivalent de 33% de leur niveau de vie. Pour elles, la différence entre ce qu'elles payent et ce qu'elles reçoivent est donc négative de 10 points. La particularité du système socio-fiscal français est que cet effort demandé aux classes moyennes supérieures est légèrement supérieur à celui qui est demandé aux «hauts revenus», c'est-à-dire les personnes dont le niveau de vie excède 2700 euros par mois (- 8 points). Dans la plupart des autres pays, la redistribution est plus forte : les classes moyennes supérieures sont moins prélevées que les hauts revenus.

*Source: CREDOC*

# La baisse des salaires, ce n'est pas qu'une illusion

***En 2011, le revenu salarial a stagné dans le secteur privé et diminué de 0,7 % dans la fonction publique, selon l'Insee dans l'édition 2013 de son étude «France, portrait social», qui précise que le revenu salarial est la somme de tous les salaires perçus par une personne au cours d'une année. Ainsi, en 2011, avec une moyenne de 20 050 euros -19 530 euros pour le secteur privé, 21 970 euros pour le secteur public- le revenu salarial retrouve son niveau de 2009.***
***La baisse des salaires s'est amorcée en 2008. En revanche, entre 1995 et 2011, l'Insee constate une très légère augmentation. Sur cette période, plus longue, le revenu salarial moyen augmente de 0,7 % en moyenne par an en euros constants.***

## LA SITUATION EN 2011

2011, en France métropolitaine, 24,5 millions de personnes ont occupé un emploi salarié (hors salariés des particuliers-employeurs et de l'agriculture) à un moment ou à un autre de l'année, d'après les Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS) et le Système d'Information des Agents des Services Publics (SIASP). Certaines personnes ayant occupé plusieurs emplois salariés successivement ou en même temps, cela représente au total sur l'année 26,7 millions d'emplois différents. Certains de ces emplois n'ont duré qu'une partie de l'année, d'autres sont à temps partiel. Ainsi, ces 26,7 millions d'emplois en représentent 19,1 millions en équivalent-temps plein (EQTP).

En 2011, le revenu salarial moyen sur l'ensemble de la population salariée s'établit à 20 050 euros annuels. Cette moyenne recouvre des situations très hétérogènes. Ainsi, au cours de l'année 2011, un quart des salariés a perçu moins de 9 792 euros de revenu salarial net par an (soit 0,76 Smic dans l'année). Le revenu salarial moyen de ces 25 % de salariés les moins payés est de 4 056 euros par an. Un 2e quart de salariés a perçu un revenu salarial compris entre 9 792 euros et 17 951 euros. Un 3e quart de salariés a perçu un revenu salarial compris entre la médiane et 25 237 euros. Le revenu salarial moyen du dernier quart (les 25 % de salariés les mieux payés) s'élève à 40 350 euros, soit 10 fois plus que le revenu salarial moyen des 25 % de salariés les moins payés.

En 2011, le revenu salarial moyen atteint 19 530 euros annuels pour les personnes travaillant principalement dans le secteur privé et les entreprises publiques, contre 21 970 euros dans les trois versants de la fonction publique (fonction publique d'Etat, territoriale, hospitalière). L'écart de revenu salarial de 12 % entre public et privé vient principalement d'une plus grande stabilité des emplois (la durée d'emploi sur l'année dans la fonction publique est en effet supérieure de 10 % à celle du privé) et, dans une moindre mesure, d'un salaire horaire plus élevé de 2 %. Les écarts de salaire horaire entre public et privé s'expliquent pour l'essentiel par des différences de qualification des emplois.

En 2011, les disparités de revenu salarial sur l'ensemble de la population s'expliquent pour 15 % par des disparités de salaire horaire et pour 85 % par des disparités de durée d'emploi dans l'année. La durée d'emploi en EQTP des salariés du 1er quart (les 25 % de revenus salariaux les plus bas) atteint environ un trimestre sur l'année en moyenne : soit ils n'ont été en emploi qu'une partie de l'année, parce qu'ils alternent périodes d'emploi et périodes de chômage, ou bien parce qu'ils sont entrés ou sortis du marché du travail en cours d'année (cas des étudiants et des retraités) ; soit ils ont un emploi stable mais à temps partiel. Ainsi, entre les salariés du 1er quart et ceux du 2e quart, les différences de durée d'emploi expliquent presque l'intégralité des écarts de revenu salarial moyen. Les seconds perçoivent en moyenne un salaire horaire seulement 4 % plus élevé que les premiers (1,29 fois le Smic contre 1,24 fois le Smic), mais ils ont une durée d'emploi trois fois supérieure (315 jours EQTP en moyenne sur l'année contre 92). À l'inverse, les différences de revenu salarial entre les salariés des 3e et 4e quarts proviennent pour la majeure partie de différences de salaire horaire. Les salariés du 4e quart perçoivent en moyenne un salaire horaire près de deux fois plus élevé que ceux du 3e quart : 3,2 fois le Smic contre 1,7.

## EVOLUTION 1990-2011

De la fin des années 1970 au milieu des années 1990, le revenu salarial moyen dans le secteur privé et les entreprises publiques avait reculé à un rythme de - 0,3 % par an en euros constants (c'est-à-dire corrigé de l'évolution des prix). Cette baisse était, pour une bonne part, imputable au doublement du taux de cotisations sociales salariées portant sur le salaire brut au cours de cette période. À l'inverse, de 1995 à 2011, sur l'ensemble de la population salariée, le revenu salarial moyen augmente légèrement. En euros constants, il progresse de 17 980 à 20 050 euros, soit une croissance de + 0,7 % en moyenne par an. Cette hausse résulte en premier lieu d'une légère augmentation du salaire journalier net en EQTP (+ 0,5 % en moyenne annuelle en euros constants). En deuxième lieu, elle s'explique par un allongement de la durée d'emploi en jours EQTP dans l'année (+ 0,2 % en moyenne annuelle, soit au total + 8 jours EQTP).

Sur la période 1995-2011, le revenu salarial a augmenté en moyenne plus rapidement pour les salariés travaillant principalement dans le secteur privé et les entreprises publiques que pour ceux travaillant principalement dans les 3 versants de la fonction publique, avec un taux de croissance en euros constants de + 0,8 % par an en moyenne contre + 0,3 %. La durée d'emploi en jours EQTP a progressé de 0,2 % par an dans le secteur privé contre 0,1 % dans le secteur public. Le salaire journalier en EQTP, quant à lui, a évolué plus fortement à la hausse dans le privé (+ 0,6 %) que dans le public (+ 0,2 %). L'écart de salaire journalier en EQTP qui était de près de 10 % au milieu des années 1990 au bénéfice de la fonction publique s'est réduit à 2 %. De ce fait, en 2011, l'écart de revenu salarial entre public et privé s'explique essentiellement par une durée d'emploi sur l'année supérieure de 10 % dans la fonction publique du



fait de la plus grande stabilité des emplois.

Le lien entre revenu salarial et conjoncture est complexe : les périodes marquées par un retournement conjoncturel à la baisse ou à la hausse peuvent se traduire par un surcroît d'emplois qui ne durent qu'une partie de l'année, de sorte que le revenu salarial peut ralentir ou diminuer. Le retour de la croissance en 2010 s'était ainsi accompagné d'un net ralentissement du revenu salarial. En 2011, la légère accélération de la croissance (PIB en volume en hausse de 2,0 % contre 1,7 % en 2010) n'empêche pas une faible baisse du revenu salarial, de 0,2 %. Cette baisse est plus forte dans la fonction publique : le revenu salarial stagne dans le secteur privé, alors qu'il diminue de 0,7 % dans la fonction publique. Le revenu salarial retrouve ainsi son niveau de 2009 en euros constants.

Dans le secteur privé, le salaire journalier en EQTP en euros constants augmente légèrement (+ 0,3 %), mais la durée d'emploi en EQTP évolue à la baisse. De fait, l'emploi est dynamique au 1er semestre 2011, mais, suite au retournement conjoncturel lié à l'aggravation de la crise des dettes souveraines durant l'été 2011, il se dégrade au second semestre. Le secteur de l'intérim, très créateur d'emplois au 1er semestre 2011, est le premier à subir le retournement. Ce retournement pèse sur le revenu salarial moyen de 2011, car ces personnes n'ont travaillé qu'une partie de l'année.

## RECUL DES DISPARITÉS SALARIALES...

Dans le secteur privé, c'est pour les plus jeunes (moins de 35 ans) et surtout les 55 ans ou plus que le revenu salarial est orienté à la baisse (- 1,1 % pour les seniors). Il continue à croître pour les catégories d'âges intermédiaires (35-54 ans).

### LA FONCTION PUBLIQUE

**Dans la fonction publique, la baisse de revenu salarial en 2011 vient, à l'inverse, d'une diminution du salaire horaire, la durée d'emploi en EQTP demeurant stable. La baisse du salaire journalier en EQTP s'explique d'abord par le gel du point d'indice de la fonction publique depuis juillet 2010. En 2011, la valeur du point d'indice de la fonction publique ayant moins augmenté que les prix (+ 0,25 % en moyenne annuelle contre + 2,1 % pour les prix), le traitement indiciaire brut des titulaires a baissé en euros constants. La hausse des primes et rémunérations annexes n'a pas suffi à compenser la baisse du traitement indiciaire brut, de sorte que le salaire brut a diminué. Par ailleurs, du fait du relèvement de 0,27 point du taux de cotisation pour la retraite des fonctionnaires, le salaire net baisse davantage que le brut.**

**Dans la fonction publique, la baisse de revenu salarial se produit en moyenne sur l'ensemble des 35 ans ou plus, mais elle est plus marquée pour les seniors (- 2,3 %) qui se trouvent plus souvent au sommet de la grille salariale et bénéficient moins souvent de promotions ou d'un changement d'échelon.**

Avec une baisse de revenu salarial plus prononcée pour les seniors à la fois dans la fonction publique et dans le secteur privé, le revenu salarial moyen des 55 ans ou plus redevient inférieur à celui des 45-54 ans en 2011, pour la première fois depuis 2001.

Sur la période 1995-2011, le revenu salarial moyen dans le premier quart (les 25 % de revenus salariaux les plus faibles) de l'ensemble des salariés du privé et du public a augmenté plus vite que celui des autres quarts : + 1,8 % en moyenne annuelle en euros constants contre + 0,9 % dans le 2e quart et environ + 0,6 % dans les deux suivants. Les disparités de revenu salarial ont donc légèrement baissé sur la période. Ainsi, le rapport entre le revenu salarial moyen des 25 % de salariés les mieux payés et celui des 25 % de salariés les moins payés a reculé de 12 à 10. Toutefois, cette évolution marque une pause depuis 2007. Si l'on s'intéresse au 1 % de revenus salariaux les plus élevés, on constate même que leur part dans la masse salariale a progressé depuis 1995.

La baisse des disparités de revenu salarial depuis 1995 s'explique en premier par un rapprochement des durées d'emploi en EQTP. Si la durée d'emploi en EQTP augmente dans tous les quarts, cet effet a été beaucoup plus sensible dans les deux premiers. Pour les salariés du 1er quart, la durée d'emploi en EQTP augmente ainsi de 0,90 % en rythme annuel (soit + 12 jours EQTP au total entre 1995 et 2011). Pour les salariés du 2e quart, elle augmente de 0,27 % en rythme annuel (soit + 13 jours EQTP au total). Pour les salariés des 3e et 4e quarts, la hausse est limitée à 0,06 % (soit environ + 3 jours EQTP). Néanmoins, depuis 2007, les disparités de durée d'emploi en EQTP ont cessé de diminuer.

Le recul des disparités de revenu salarial vient dans une moindre mesure de la baisse des écarts de salaire journalier en EQTP. Les salaires journaliers en EQTP moyens dans les deux premiers quarts ont progressé un peu plus vite que ceux dans les deux derniers quarts. Le rapport entre le salaire journalier en EQTP moyen des 25 % de salariés les mieux payés à l'heure et celui des 25 % les moins payés a très légèrement baissé (- 5 %) jusqu'en 2007. Depuis cette date, il reste globalement stable, oscillant autour de 2,6 selon la conjoncture économique.

La durée d'emploi en EQTP des salariés «non à temps complet» sur l'année (c'est-à-dire à temps partiel ou qui ont travaillé une partie de l'année seulement) a augmenté de 0,9 % en rythme annuel de 1995 à 2011 (soit + 23 jours EQTP sur l'ensemble de la période). Cependant, l'évolution n'est pas uniforme sur la période : si la durée d'emploi des salariés «non à temps complet» s'accroît entre 1995 et 2007 (+ 29 jours EQTP), elle chute de 2007 à 2009 (- 10 jours EQTP) et repart à la hausse depuis (+ 4 jours EQTP). Au sein des salariés «non à temps complet», la situation des temps partiels se distingue de celle des temps complets en emploi une partie de l'année seulement.

Pour les salariés à temps partiel, la forte augmentation de la durée d'emploi en EQTP sur l'ensemble de la période 1995 à 2011 (+ 28 jours) se traduit par la hausse d'un cinquième de la quotité de travail. Celle-ci résulte à la fois de la hausse de la quotité des contrats et de l'augmentation du nombre d'employeurs par salarié (en simultané ou successivement sur l'année). Par ailleurs, la durée d'emploi en EQTP des temps partiels apparaît peu sensible à la conjoncture : elle a très peu diminué entre 2007 et 2009 et est quasiment revenue en 2011 à son niveau de 2007.

Pour les salariés à temps complet qui ont travaillé une partie de l'année seulement, c'est le nombre de jours pendant lesquels ils ont un contrat de travail qui augmente fortement sur l'ensemble de la période 1995-2011 (+ 17 jours). Cette variable est très sensible aux évolutions conjoncturelles. Ainsi, elle a fortement progressé pendant la deuxième moitié des années 1990, a brutalement chuté entre 2007 et 2009 (– 17 jours), mais repart à la hausse en 2011 (+ 5 jours).

Si en 2011, la durée moyenne d'emploi en EQTP a évolué à la baisse pour l'ensemble des salariés, cela résulte d'effets de composition. Même si la durée d'emploi progresse aussi bien pour les temps partiels que pour les temps complets qui ont travaillé une partie de l'année seulement, la hausse de la proportion des salariés «non à temps complet» sur l'année parmi l'ensemble des salariés se traduit par une légère diminution de la durée moyenne d'emploi en EQTP.

## ... MAIS À NOUVEAU UNE AUGMENTATION DE LA DISPARITÉ HOMMES/FEMMES

En 2011, les femmes perçoivent un revenu salarial inférieur de 24 % à celui des hommes. Cette différence est imputable à un temps de travail moindre et à des écarts de salaire horaire. Ces écarts de salaire horaire peuvent eux-mêmes s'expliquer par les caractéristiques des emplois occupés, par celles des personnes concernées ou d'autres facteurs non pris en compte dans le modèle (parmi lesquels la «pure» discrimination salariale). En 2011, les dif-

férences de durée d'emploi en EQTP sur l'année expliquent 52 % de l'écart de revenu salarial. Les écarts de salaire horaire moyen sur l'année en expliquent 48 %.

Les différences de temps de travail se décomposent elles-mêmes en un écart de nombre de jours travaillés dans l'année et un écart de quotité de temps de travail (le pourcentage de temps de travail d'une personne à temps partiel par rapport à une personne à temps plein). Les différences de quotité de temps de travail entre hommes et femmes expliquent plus d'un tiers de l'écart de revenu salarial. En particulier, les petits temps partiels (inférieurs ou égaux à un travail à mi-temps) en expliquent la plus grande partie (soit 22 points sur les 36), alors même que moins de 10 % des salariés occupent des petits temps partiels. Mais près de 60 % des petits temps partiels sont occupés par des femmes. En 2011, les femmes travaillent en moyenne 304 jours contre 308 pour les hommes : cet écart de nombre de jours en emploi dans l'année explique 15 % de l'écart du revenu salarial entre hommes et femmes.

Les écarts de salaire horaire moyen expliquent 48 % des écarts de revenu salarial entre hommes et femmes. Parmi ces 48 %, 14 points sont expliqués par les caractéristiques des personnes et des postes qu'elles occupent. Ainsi, les femmes sont sous-représentées dans les secteurs de l'industrie et de la construction où le revenu salarial moyen est plus élevé que dans les activités de service. En revanche, elles sont surreprésentées dans des secteurs moins rémunérateurs comme le commerce, l'action sociale ou la fonction publique hospitalière.

Cette différence de structure par secteur explique 7 % de l'écart de revenu salarial, dont 3 points pour l'industrie et 2 points pour la construction. De plus, 13 % des femmes sont cadres contre 18 % des hommes. *In fine*, la répartition par catégorie socioprofessionnelle explique 6 % de l'écart de revenu salarial. Ces différences de structure par catégorie socioprofessionnelle et secteur d'activité peuvent être elles-mêmes issues de diverses formes de ségrégation, sur le marché du travail (barrière dans l'accès à certains emplois) ou en amont (orientation dans les filières éducatives).

D'autres caractéristiques ont été prises en compte mais n'expliquent pas l'écart de revenu salarial homme-femme, comme le diplôme, l'âge, la région ou encore le nombre d'enfants. Les différences liées à l'ancienneté sur le marché du travail semblent aussi négligeables. Une fois prises en compte les caractéristiques observées de l'emploi et celles de la personne, 34 % de l'écart de revenu salarial total reste non expliqué. Cet écart peut être imputé à des discriminations professionnelles, mais aussi aux limites du modèle qui ne couvre pas tous les déterminants du revenu salarial, notamment en termes de finesse concernant l'analyse des qualifications ou des postes occupés.




Entre 1995 et 2008, avant la grande récession, les écarts de revenu salarial entre hommes et femmes ont eu tendance à baisser. Ce rapprochement s'explique principalement par une réduction régulière sur l'ensemble de la période des écarts de quotité de travail.

En 2009, avec la crise économique, l'écart de revenu salarial entre hommes et femmes a diminué fortement, cette fois principalement sous l'effet d'une baisse des écarts de temps de travail : le nombre de jours moyens travaillés diminue pour les hommes (- 0,1 %), alors qu'il augmente pour les femmes (+ 0,9 %). Pour les hommes, la baisse du nombre de jours travaillés s'explique par une augmentation du chômage partiel et la forte chute des missions d'intérim dans l'industrie et la construction. La proportion d'hommes travaillant moins d'un mi-temps augmente. Parallèlement, la durée d'emploi en EQTP moyenne des femmes augmente en 2009 alors que leur proportion dans l'emploi diminue. Cela suggère que des emplois de courte durée occupés par des femmes ont été détruits en 2008. Les salariées qui les occupaient ne comptent plus dans le calcul du revenu salarial moyen en 2009, car elles n'ont pas travaillé du tout au cours de l'année.

La réduction des écarts de revenu salarial en 2009 est aussi due à la baisse de la part variable du salaire des cadres du secteur privé et à l'augmentation concomitante du revenu salarial des salariés non cadres, en partie sous l'effet mécanique de la destruction dès la mi-2008 d'emplois d'ouvriers et d'employés peu qualifiés et à faible salaire. Les postes de cadres étant majoritairement occupés par des hommes, la baisse des écarts de revenu salarial entre cadres et non-cadres réduit les écarts entre hommes et femmes. Au total, la catégorie socioprofessionnelle cadre expliquait 13 % de l'écart de revenu salarial en 2008 ; elle n'en explique plus que 8 % en 2009.

La part de l'écart de revenu salarial non expliquée par les composantes du modèle augmente fortement en 2009, malgré la chute de l'écart total. La répartition différente des hommes et des femmes par secteur d'activité explique 7 % des écarts de revenu salarial en 2011, soit deux fois plus que 15 ans auparavant. En 15 ans, la parité n'a guère progressé au sein des secteurs d'activité : les femmes sont toujours surreprésentées dans les fonctions publiques territoriale ou hospitalière ou dans les activités de services, dont les revenus salariaux, toutes choses égales par ailleurs, sont inférieurs à ceux des secteurs à prédominance masculine (industrie, construction). Ainsi, le secteur d'activité n'a pas contribué à la baisse tendancielle des écarts de revenu salarial entre hommes et femmes depuis 15 ans.

En conséquence, en 2011, le secteur d'activité explique une plus forte part de l'écart de revenu salarial que la catégorie socioprofessionnelle. Certes, les femmes sont toujours minoritaires parmi les cadres. Mais cette catégorie se féminise : 41 % des postes de cadres sont occupés par des femmes en 2011 contre 34 % en 1995.

Les écarts de revenu salarial dus aux différences d'âge entre hommes et femmes sont négligeables. La progression régulière du taux d'activité des femmes depuis les années 1960 avait produit une dissymétrie entre l'âge moyen des salariés et des salariées. Les écarts de revenu salarial étaient accentués par le fait que les femmes étaient plus jeunes. Cette dissymétrie s'est résorbée dans les années 2000.

*Camille, OCL Reims, décembre 2013*

# La contre-« réforme des rythmes scolaires » :
## les premiers pas d'une lutte à venir...

*Sous couvert de «refonder l'école», la gauche poursuit la besogne entamée par ses prédécesseurs de droite. C'est maintenant au tour du ministre Peillon de prendre sa part du détricotage et de la restructuration d'un cadre scolaire aujourd'hui jugé obsolète et peu performant. Les exigences du marché de la main d'œuvre ainsi que le coût de sa reproduction appellent selon des formules consacrées à «entamer des réformes» et faire «des économies». Préparée bien avant l'élection de Hollande mais imposée ex nihilo, l'application de la contre-réforme des rythmes dissimule derrière une fausse polémique entretenue autour de la réorganisation «du temps de l'enfant», l'objectif de marchandiser en la sous-traitant, tout ou partie de l'activité.*

Non seulement les socialistes ne sont revenus sur aucune des mesures qui, sous le gouvernement Sarkozy, avaient mobilisé contre elles certains enseignants du premier degré : le fichage informatique par le serveur «Base élève», la réduction de l'enfant à une somme de «micro-compétences» par la création du «Livret Personnel de Compétences», la restriction du droit de grève des enseignants avec l'obligation de se déclarer gréviste 48 heures à l'avance, mesure qu'accompagne toujours un service d'accueil dit «minimum»- mais ils ont, en prime, imposé de front leur «réforme des rythmes scolaires».

L'argument de départ est simple, si ce n'est simpliste : les écoliers français ont les journées de classe parmi les plus longues en Europe avec le nombre de jours d'école le plus faible. Cette organisation du temps scolaire serait l'une des causes principales des mauvais résultats enregistrés dans l'enquête menée sous l'égide de l'OCDE(1) et annoncés par Peillon avant même qu'ils ne soient rendus publics...

### RATIONALISER LE TEMPS, PARCELLISER «LES COMPÉTENCES».

Dorénavant, les élèves travailleront neuf demi-journées dans la semaine au lieu de huit auparavant. Ce qui, soit dit en passant, n'est que l'application au pied de la lettre d'un amendement figurant déjà dans le décret du ministre de droite Darcos, en date du 15 mai 2008 (2)... La priorité est donnée aux plages horaires du matin réservées aux apprentissages, le temps libéré se trouve converti l'après-midi en activités dites «périscolaires». Pour justifier ce nouvel aménagement, l'équipe Peillon amalgame la question du temps de présence hebdomadaire des élèves à celle de l'inégalité d'accès aux pratiques dites «culturelles». Une démonstration sans cohérence ni rapport avéré, qui réduit les conditions de l'accès à la culture - à quelle culture par ailleurs ? - à une simple affaire d'emploi du temps.

Afin d'asseoir la légitimité de leur politique, les socialistes se sont adjoint les services «d'experts en Chronobiologie». Ces spécialistes seraient parvenus à abstraire un «*temps de l'enfant*», du temps mesuré, qu'impose à toute activité humaine le cours de la société marchande (3). Dans ce cas, reconnaissons que l'intention n'est nullement d'ordre qualitatif. Elle n'aspire, en réalité, qu'à rationaliser au moindre coût le temps passé par l'élève dans les apprentissages. Rien de nouveau, si ce n'est un ajustement commandé par les modalités actuelles de la reproduction sociale. De la sorte, ce temps rationalisé sera soumis aux apprentissages parcellisés en «micro-compétences» dont les résultats, après évaluation, seront enregistrés dans le liberticide et contesté «Livret Personnel de Compétences». En bout de chaîne, une nouvelle poignée de scientifiques, ceux de l'enquête PISA, évaluera au vu des résultats la mise en conformité promise et attendue du système d'enseignement. En résumé, on est confronté en l'espèce à une forme de sous-taylorisme ajusté au milieu scolaire, en accord avec les attentes du marché de l'emploi. Il va sans dire que ce «*temps de l'enfant*», tel que se le figurent nos experts, trouve harmonieusement sa limite là où commence l'intérêt de l'industrie des loisirs et du tourisme, c'est à dire précisément dès le vendredi après-midi, veille de week-end ...

### LA «RÉFORME DES RYTHMES» EN ACTE.

Dans un premier temps, les dix-sept pour cent de communes qui ont choisi d'appliquer le décret dès cette année ont commencé par battre le rappel du personnel territorial et le mettre en ordre de marche. Au sein de certaines municipalités, les fiches de postes ont été modifiées sans concertation ni parfois compensation et les Brevets d'Aptitude à la Fonction d'Animateur passés en urgence et attribués dans la foulée. De manière dérogatoire, les taux d'encadrement des enfants ont été modifiés et revus à la hausse dès le mois d'août 2013. Le compte n'y étant pas, les municipalités les plus zélées et les mieux dotées ont recruté des travailleurs sous contrat de droit privé payés 7,39 € net de l'heure pour trois heures de travail hebdomadaires maximum(4). Le résultat ne s'est pas fait attendre. «L'Apprendre Autrement», selon la formule ministérielle, s'est donné à voir pour ce qu'il est en réalité : un embrouillamini qui entretient à dessein la confusion entre activités scolaires et «périscolaires» ; un simple affichage qui ne trompe personne puisque le sens réel de cette contre-réforme se niche ailleurs. Dans des municipalités dirigées par des ministres en place, comme celle de Boulogne-sur-mer, par exemple, l'effort déployé l'est d'abord en matière de propagande afin de faire avaler la pilule à la population. Dans une atmosphère de village Potemkine, les visites officielles succèdent aux romans photos des publications municipales et les injonctions pleuvent afin, coûte que coûte, de tenir la ligne. Par ailleurs, la politicaillerie y a trouvé un terrain supplémentaire où faire étalage de sa misère. Ainsi observe-t-on à la veille des élections municipales, le Front de Gauche, par exemple, contester dans la rue la politique de Peillon et la défendre le même jour face à des grévistes et des parents d'élèves venus réclamer des comptes sous les lambris de l'hôtel de ville...

### CE À QUOI TRAVAILLENT LES SOCIALISTES

Si l'Etat ne dévoile pas encore l'intégralité de son plan, plusieurs signaux permettent d'entrevoir ce vers quoi on s'achemine. Avec la «Réforme des Rythmes», il s'agit également de s'appuyer sur la loi de décentralisation afin de faire passer l'organisation du temps scolaire sous la coupe des pouvoirs locaux. Une mesure justifiée dans la période par la baisse des financements publics et corroborée par le transfert

*(1)A propos de l'enquête PISA, lire : «Pisa, un fétiche utile à quoi ?, in :«http://www.questionsdeclasses.org/?Pisa-un-fetiche-utile-a-quoi*

*(2)Lire, de Claire Leconte (qui pour sa part est favorable à la réforme) : Argumentaire démontrant l'absurdité du décret publié dans le cadre de la loi pour la refondation de l'école. http://www.claireleconte.com/pages/articles/decret-absurde-pour-reformer-les-rythmes.html*

*(3) Sur le rapport qu'entretient le «Capital» au «Temps», lire ou relire avec profit le classique de E.D. Thompson, intitulé : «Temps, discipline du travail et capitalisme industriel». Extrait : «De l'organisation du travail à la planification des loisirs, de l'exploitation de l'espace à la conception du quotidien, ce sont toutes les structures de la société capitaliste moderne qui naissent des rouages du temps mesuré.»*

*(4)L'un d'entre eux témoigne : «les TAP c'est la pire organisation jamais vue ; du délire et maintenant je paie pour faire ça 3h/semaine alors que l'on m'avait juré que le RSA ne serait pas touché. Là j'ai eu 100 euros et on m'en retire 180...»*

d'activités en sous-traitance. C'est dans ce cadre précis, celui d'un accord de partenariat avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, que le groupe Total s'est engagé à verser la somme de 4 millions d'euros, afin de financer les activités périscolaires du plan Peillon(5).

Ces premières mesures ont été immédiatement contestées par ceux qui y voient essentiellement une remise en cause du cadre national de l'enseignement et de «l'Egalité Républicaine». En réalité, à la lecture d'un récent rapport de la Cour des Comptes, on comprend qu'il s'agit du premier acte d'un dessein plus ambitieux. Dans une de ces dernières informations livrée au gouvernement, la juridiction recommande de revoir les procédures d'affectation des personnels afin de *«redresser les résultats des élèves»*, estimant qu'une *«réforme d'ensemble des modalités de gestion» s'impose* (6). Enfin, tout s'éclaire lorsque l'on apprend que l'opération concernera bientôt autant le second degré que les écoles élémentaires. La loi dite de «refondation» projette, en effet, d'étendre la «réforme des rythmes» aux collèges puis aux lycées.

Dans le premier degré, le glissement vers la flexibilité et l'annualisation du temps de travail est déjà une réalité. Depuis septembre, les enseignants mobiles qui travaillent alternativement dans des circonscriptions où s'appliquent et ne s'appliquent pas la réforme cumulent illégalement des dépassements de temps de service que le cadre établi par l'administration ne sait pas comment leur permettre de récupérer. C'est également l'organisation des écoles par cycle qui déborde depuis cette année au collège. On y multiplie d'ailleurs les activités d'enseignement conjointes «Elémentaire/Collège» sous forme de «Rallyes» agrémentés de réunions, de concertations, d'ateliers et de plénières communes...

C'est donc bien de la déréglementation des systèmes d'enseignement et de leur privatisation rampante qu'il est question au travers de cette contre-réforme. L'objectif que poursuit ce gouvernement socialiste tient, on l'aura compris, moins à la recherche de l'épanouissement de l'enfant qu'à la casse du statut des travailleurs du secteur.

## LA MOBILISATION SUR LE TERRAIN

Peu de temps après la rentrée de septembre, la mesure réussissait le tour de force de fédérer contre elle et dans une opportune convergence : des parents trompés sur la marchandise mais fermement opposés à toute récupération politicienne(7), des territoriaux mis devant le fait accompli, des enseignants excédés d'un énième changement de cap imposé sans concertation et des vacataires déboussolés et démissionnaires à tour de rôle. Un plaisir à ne pas bouder quand on sait le flop que fit à la même période l'absence de mobilisation sur les retraites.




Depuis, plusieurs communes ont préféré arrêter l'expérience en cours de route essentiellement sous la pression de parents mobilisés. Ailleurs, ils ont contesté le gouvernement sur son propre terrain, celui de la représentativité. Des questionnaires élaborés et distribués par les parents auprès des familles ont fait mentir les chiffres avancés par le ministère pour imposer sa loi. Dans les établissements où les familles se sont largement exprimées, les résultats du dépouillement révélaient jusqu'à plus de 70% d'insatisfaction et une large majorité réclamait l'abrogation ou la modification du décret.

Le 13 novembre, la journée de boycott national organisée une fois encore à l'initiative des parents fut un réel succès. Dans de nombreux endroits où le boycott s'est appliqué, les enseignants ont fait cours devant des classes pratiquement vides.

## POUR GAGNER : DÉPASSER LA SEULE DÉFENSE DES INTÉRÊTS CORPORATISTES.

Chez les enseignants, naturellement, les choses n'avancent pas au même train. Les syndicats majoritaires du premier degré soutiennent le gouvernement au pouvoir et participent au suivi de la réforme dans les instances paritaires. C'est à Paris, pour le moment, que la mobilisation est la plus forte. Là où, essentiellement, la base du SNUIPP, contre les positions de sa direction multiplie des journées de grève très suivies. Depuis l'automne, cette politique a coûté au SNUIPP le départ de plus de mille adhérents, ce qui, convenons-en, est un signe plutôt encourageant...

Partout ailleurs, les journées de grèves du 14 novembre et du 5 décembre 2013 ont connu un relatif succès si l'on tient compte du fait que 80% des écoles n'appliquent pas encore la réforme.

C'est donc, espérons-le, à la rentrée prochaine que le véritable rapport de force s'engagera. Cela dépendra essentiellement de l'attitude qu'adopteront les enseignants vis à vis des appareils syndicaux qui prétendent les représenter. Il est devenu crucial de gagner quelque chose après des années de recul, il l'est tout autant d'y parvenir en s'affirmant collectivement, a contrario de la résistance souvent individuelle, isolée, parfois quasi-*clandestine* menée par certains enseignants sous les années Sarkozy.

Enfin et parce qu'il n'est jamais trop tard pour commencer à bien faire, le moment est peut-être venu pour les enseignants de dépasser la seule défense du statut et d'un service public mythifié. Comment ne pas comprendre qu'il devient dérisoire d'affronter la logique marchande qui est à l'œuvre en se dissimulant derrière une fonction symbolique totalement dévaluée, ce que l'Etat, lui, a compris depuis longtemps...

Dans les écoles, les enseignants travaillent désormais en lien avec de multiples catégories de travailleurs sans statut, précarisés et sans cesse plus nombreux. L'arrivée dans les établissements des vacataires de la réforme Peillon en est la dernière illustration. C'est désormais en direction de ces travailleurs que les rares enseignants sur une position de classe, syndiqués ou non, doivent se tourner afin de déjouer les tentatives de division que les municipalités de gauche s'emploient à encourager depuis septembre. La suite reste à écrire...

*Un travailleur de la reproduction sociale.*
*Boulogne-sur-mer, le 16/12/13*

5)*http://www.sudeducation.org/Rythmes-scolaires-le-periscolaire.html*

(6)*«Gérer les enseignants autrement». Rapport de la cour des comptes en date du 22 mai 2013.*

(7)*Les tentatives de récupération de la contestation par la droite ont toutes avorté pour le moment. De son côté, la FCPE appuie la réforme, mais semble bien isolée, et certaines sections locales se sont démarquées de la direction en rejoignant la contestation*










# REFUS DU FICHAGE ADN

## *Dans le cadre de la lutte antinucléaire*

Commençons par les bonnes nouvelles : suite aux actions qui se sont déroulées du côté de Valognes (Manche) en novembre 2011 contre un train de déchets nucléaires, une grande partie des personnes arrêtées se sont vu réclamer leur ADN. Plusieurs ont refusé et deux ont été poursuivies, toutes deux condamnées pour ce motif, en première instance, à un mois d'emprisonnement avec sursis, ce qui représente souvent la «norme» pour ce type de délit tout en rappelant qu'un ou une refuznik encourt une peine pouvant aller jusqu'à 1 an d'emprisonnement et 15 000 euro d'amende. Ces deux personnes ont fait appel. La cour d'appel de Caen avait relaxé une première personne le 31 mai 2013 ; cette même cour d'appel vient de rendre le même verdict, le 9 décembre.

En ce qui concerne cette lutte antinucléaire, 4 autres personnes vont passer en procès (le 24 janvier 2014 à Laval, le 14 avril 2014 au Mans) dans le cadre de la lutte anti-THT pour refus de prélèvement ADN, refus de se soumettre à la prise de photos et d' empreintes digitales. A suivre !

Sources : antitht.noblogs.org : valognesstopcastor.noblogs.org

## *Secret professionnel à la P.J.J.*

Après toutes les chartes déontologiques qui le galvaudent, les nouvelles lois qui le rognent, le devoir de secret professionnel vient d'être attribué (décret du 30 octobre 2013), par mission, aux éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ). C'est formellement une bonne nouvelle, mais, comme le dit une professionnelle, «Les éducateurs de la PJJ exerçant auprès des jeunes en difficulté, vont avoir fort à faire pour respecter ce droit engageant maintenant leur responsabilité pénale ». L'art reste bien difficile, surtout dans le contexte actuel plus porté à la délation et où tout le monde (particulièrement les employeurs et les élus locaux) estime avoir le droit de tout savoir sur tout le monde. Ce phénomène humain est depuis une dizaine d'années très lourdement aggravé par l'usage intempestif de l'informatisation des dossiers sociaux et des nouvelles techniques de l'information et de la communication».

Source : antidélation.lautre.net

## *Après le livret personnel des compétences voici le LPU !*

Les participants aux semaines sociales (rendez-vous traditionnel de patrons et de partenaires sociaux) auraient plaidé avec ardeur, d'après un journaliste de Ouest-France, pour un livret professionnel universel (LPU). Paraît-il que cette innovation part d'un bon sentiment : cette carte vitale de l'emploi récapitulerait les droits généraux dont tout travailleur peut bénéficier en matière de formation et d'indemnisation. Mais ce serait un outil numérisé propice à toutes les interconnections avec les fichiers santé, de police, du Pôle emploi... Evidemment, la personne directement concernée n'aura jamais accès à cette puce électronique qui aura en mémoire les informations relatives à ses connaissances acquises par l'éducation, par la formation et l'expérience professionnelle. Ce serait un retour au fameux «livret ouvrier» du XIXme siècle imposé aux «classes dangereuses». Mais un livret informatisé infiniment plus inquisiteur et redoutable !

A suivre !

## *Vers un délit continu...*

Le 14 janvier 2014, à 16 h, au tribunal de Grande Instance de Mont de Marsan (Landes), Jean-Charles comparaîtra pour la troisième fois pour un refus de prélèvement d'ADN procédant du même délit initial. Il a déjà été condamné à deux reprises en moins d'un an pour ce même refus. Engagé notamment dans la campagne contre le missile M51 et pour le respect du traité de non-prolifération des armes nucléaires par la France, Jean-Charles se trouve ainsi systématiquement poursuivi lorsque la France s'apprête à effectuer un nouveau tir d'essai de ce missile. Le refus de fichage ADN devient un délit continu qu'aucune peine ni condamnation, même effectuée, ne viennent éteindre...

Contact : Association Négajoule ! Mairie de la Barp 33 114 Le Barp.

## *Dans le cadre de la lutte contre le projet d'aéroport de NDDL*

Le 3 décembre se déroulait à la cour d'appel de Rennes le procès de Rodolphe (voir cette rubrique dans le dernier CA) pour deux refus de prélèvement ADN et violence (imaginaire) sur un fonctionnaire de police. Dans sa réquisition l'avocat général a demandé que soit conservée la peine de première instance, soit un mois de prison avec sursis pour refus de prélèvement ADN. Quant à la violence imaginaire la peine de 12 mois avec sursis prononcée en première instance est ramené à 800 euros d'amende et 90 jours de Travaux d'Intérêt Général. Rendu du procès le mardi 28 janvier. Ce procès avait pour cadre la lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Dans ce procès, ni Rodolphe, ni son unique témoin (Jérôme Thorel, auteur d'un livre sur l'ordre sécuritaire) n'ont pu s'exprimer politiquement devant un tribunal qui ne voulait entendre parler que des faits et de la personnalité du prévenu... Cela n'a pas empêché l'avocat général de présenter Rodolphe comme un farouche anti-système qui manque de reconnaissance envers les services de l'Etat qui accordent généreusement, à lui et à sa famille, un RSA pour vivre !

Contact : zad.nadir.org

## *Vers la surveillance généralisée d'Internet en France ?*

Le projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 a été adopté en première lecture à l'Assemblée Nationale puis au Sénat début décembre 2013. Dans l'article 13, les ministères de la Défense, de l'Intérieur et de l'Economie et du Budget seront autorisés à collecter des données en temps réel sur les réseaux électroniques, sans aucune autorisation préalable et sans contrôle judiciaire. La collecte directe d'information se fera non seulement auprès des fournisseurs d'accès mais aussi auprès de tous les hébergeurs et fournisseurs de services en ligne. Cette collecte pourrait passer par l'installation directe de dispositifs de capture de signaux ou de données chez les opérateurs et les hébergeurs. Par ailleurs, a également été adopté en première lecture l'article 15 qui crée une loi martiale numérique en confiant au premier ministre le droit, en cas d'urgence, d'ordonner aux fournisseurs d'accès à Internet toute mesure «pour répondre aux crises majeures menaçant ou affectant la sécurité des systèmes d'information».

Sources : laquadrature.net et numérica.com

# Brother



## *Jurisprudence de la Commission Européenne des Droits de l'Homme ??*

Dans un arrêt du 18 avril 2013, devenu définitif le 18 juillet 2013, la France a été condamnée pour avoir violé l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme à propos du fichier automatisé des empreintes digitales (Faed). Il s'agissait de la durée de conservation des données jugée excessive pour une personne non condamnée et l'arbitraire de ce fichage. S'appuyant sur cette condamnation, des associations, des syndicats (de la Magistrature, des avocats de France) et la Ligue des Droits de l'Homme viennent d'adresser une lettre ouverte à la garde des Sceaux (Taubira) demandant que les lois et règlements concernant les fichiers automatiques d'empreintes digitales ou génétiques – Fnaed et Fnaeg – soient modifiés pour tenir compte de cette jurisprudence. C'est ainsi qu'ils demandent que l'expression «personne susceptibles de» qui autorise le fichage de personnes n'ayant commis aucune infraction soit supprimée. Ils demandent aussi l'obligation de suppression de plein droit des enregistrements au Faed et au Fnaeg en cas de relaxe, d'acquittement, de classement sans suite ou d'autres abandons de poursuites. Bien sûr cette demande ne remet pas fondamentalement en cause ces 2 fichages. Notons que depuis la création du fichier national automatisé des empreintes génétiques (Fnaeg) le pourcentage des profils génétiques des personnes mises en cause, mais non condamnées, est en constante augmentation par rapport aux personnes condamnées. Il dépasse depuis 2012 les 80% !

## *La vidéosurveillance remise en cause ??*

Dans le rapport d'information du sénateur Placé, il y a tout un chapitre consacré à la vidéosurveillance. Son titre est étonnant : «un investissement à fonds perdus», suivi par aucun point d'interrogation ! Il faut dire que la note est salée pour l'Etat : au moins 133,6 millions d'euros de 2007 à 2012 hors Paris. C'est ainsi qu'une très grande partie de ce fric a été consacrée à : 2500 projets, portés par des collectivités territoriales ou les groupements de communes, concernant l'implantation de plus de 21 000 caméras recensées de 2010 à 2012 ; 66 centres de supervision urbaine ; 106 transports d'images vers les services de police ou de gendarmerie. Par ailleurs, 21,7 millions d'euros ont permis d'aider l'installation de dispositifs de vidéosurveillance chez des bailleurs sociaux, dans des établissements scolaires et des organismes de transports. A ces montants s'ajoute le cas de Paris :1 106 caméras de voie publique, 10 000 caméras environ dans le métro, les gares, les grands magasins, les musées... Toutes ces installations ont été financées par un partenariat public-privé. Le coût total du contrat s'élève sur 15 ans à environ 252 millions d'euros dont 16,5 millions d'euros pour l'année 2013.
La première institution française à avoir posé le problème de ce gâchis est évidemment la Cour des comptes. Le Sénat pourrait s'y mettre s'il vote la recommandation n°5 de ce rapport : «décider d'un moratoire sur les investissements relatifs à la vidéosurveillance, dans l'attente d'une étude scientifique indépendante sur les apports véritables de la vidéosurveillance en termes de sécurité, de taux d'élucidation, de lutte contre la délinquance, de prévention, de sentiment de sécurité, d'aspects psychosociaux, de suppression de la présence humaine, de garantie des libertés publiques...». A noter qu'un appel d'offres du ministère de l'intérieur vient d'être lancé pour permettre la réalisation d'une étude quantitative et qualitative sur l'efficacité de ces caméras. A suivre !

## *La modernisation de la police et de la gendarmerie*

Dans le rapport d'information (2013-2014) de JV Placé (sénateur EELV des Yvelines) réalisé au nom de la commission des finances, on peut glaner des informations sur la modernisation de la police et de la gendarmerie.
C'est ainsi que la dotation en 2013 pour l'achat d'armes et de munitions s'élève à 12,9 millions d'euros pour la police et à 7 millions d'euros pour la gendarmerie. Pour la police nationale, la quasi-totalité des parcs d'armement et d'équipement a été modernisé. C'est ainsi qu'a été adopté «un pistolet automatique de calibre 9x19 unique pour tous les personnels et en « dotation individuelle» muni d' «une cartouche spécialement adaptée aux besoins de la police avec le souci de mieux préserver le public» ! Nous voici rassurés, il devrait y avoir moins de bavures !? On y apprend aussi que «dans le cadre de la lutte contre les violences urbaines puis contre les phénomènes de meurtre sans préavis par un déséquilibré ou un terroriste, la protection des policiers spécialisés ou primo-intervenants a été améliorée grâce à l'adoption d'un bouclier balistique souple en quantités significatives». D'une manière générale, les forces de police ont reçu des moyens d'intervention (armes, munitions, optiques) et de protection (casques, boucliers, gilets pare-balles) de nouvelle génération. «Au niveau de la gendarmerie, de nouveaux moyens de force intermédiaire ont aussi été installés. Il s'agit en particulier : d'un dispositif balistique de désencerclement (DBD) via une grenade projetant des cubes de caoutchouc à hauteur des membres inférieurs des agresseurs ; de lanceurs de balles de défense (LDB) équipés d'une aide à la visée efficace à une distance de 30 mètres et beaucoup plus précis que le flash ball. Ce dernier fait d'ailleurs l'objet d'une démarche de remise à niveau pour en améliorer la précision ; du pistolet à impulsion électrique PIE TASER équipé d'une caméra... d'un projecteur d'éblouissement mis en place dans toutes les unités d'intervention ; de herses de barrage (STINGER) et d'intervention (STOP STICK)». Si on comprend bien, en cas de blessures à la tête et au tronc par une balle ou un cube en caoutchouc, ces pandores ne pourront plus évoquer un problème matériel... quoique...
Source : Site Internet du Sénat

# Big Brother

## *Une fois n'est pas coutume*

Le 27 novembre 2012, Nabil aurait insulté deux brigadiers de la police rémoise lors d'un banal contrôle routier. C'est la version policière !Qui contredit celle deNabil, puisqu'il a appelé le 17, au cours de son interpellation musclée, pour se plaindre des agissements de ces 2 flics et qu'après 18 heures de garde à vue il a eu un certificat médical diagnostiquant une entorse au rachis cervical ! Dans ce dossier de «parole contre parole», les «assermentés» gagnent toujours ! Là, surprise : après la plaidoirie de l'avocate des deux flics, le Président lui rétorque : «Vous ne trouvez pas que vos deux clients, on les voit un peu trop souvent comme victimes ?». Nabil est relaxé et les demandes d'indemnisation des policiers rejetées. Pas de prime de Noël !

## Jérémy Beschon, Baraque de foire, introduction d'Alèssi dell'Umbria,

**L'atineur, 2013, 88 p., 10 euros.**

«Ici la culture est partout» proclament fièrement les publicités du Conseil Général des Bouches-du-Rhône en cette année où «Marseille-Provence» est capitale européenne de la culture. Derrière cet unanimisme culturel qui gomme tout esprit critique, il est facile de voir l'union sacrée de l'État, des collectivités locales de tous bords et des grandes entreprises – dont les buts, faut-il le souligner, n'ont rien à voir avec la gratuité, le désintéressement et l'accès du plus grand nombre à l'art et au savoir. Alors que cela devrait à tout le moins interroger, voire inquiéter, tous ceux qui mettent la création, la connaissance et la raison au centre de leurs préoccupations, nombre d'acteurs culturels s'en accommodent et adoptent une étrange schizophrénie entre leurs convictions et les conditions de leur activité. Est-il tout à fait innocent d'accepter, par exemple, le mécénat d'une entreprise comme Orange pour mener à bien un projet culturel alors même que chacun connaît – ou est à même de connaître – sa politique de gestion du personnel et les nombreux suicides qui s'en sont suivis ?

Est-ce parce que Jérémy Beschon, son collectif théâtral, son préfacier et son éditeur sont Marseillais qu'ils poussent ce coup de gueule en forme de pièce de théâtre contre l'union obscène du capitalisme et de l'art au cours d'une année où, effectivement, la culture est partout, et surtout où elle ne devrait pas être ? En tout cas, l'exercice est réussi et démontre l'utilité du travail de Jérémy Beschon dont le collectif «Manifeste rien» (http://manifesterien.over-blog.com/) propose l'adaptation théâtrale de travaux de Pierre Bourdieu, Tassadit Yacine-Titouh, Benjamin Stora, Gérard Noiriel, Alèssi Dell'Umbria, Howard Zinn, afin de faire éprouver au public ce qui a été prouvé par les sciences sociales que ce dernier n'a guère l'occasion de rencontrer.

Cette pièce s'appuie sur divers auteurs (Benoît Eugène, Jean-Pierre Faguer, Philippe Geneste, Xavier Renou, François-Xavier Versache) et des articles de revue (*Actes de la recherche en sciences sociales*, *Agone*, *Marginales*) pour proposer en douze courtes scènes un étrange aller-retour entre les représentations audio-visuelles d'un monde «parfait» régi par les bons sentiments et l'alliance idéale de l'art et de l'entreprise et un monde réel, on s'en doute, nettement plus prosaïque. Dans ce dernier, l'État au service du libre marché s'appuie sur la force brute (la figure du mercenaire blanc) dans les pays du Sud et la domination symbolique (le spectacle télévisé, la maîtresse d'école, le recruteur d'une entreprise, le metteur en scène) dans les pays du Nord pour affirmer dans tous les cas le TINA (there is no alternative) thatchérien.

On passe ainsi d'une scène à l'autre pour toucher du doigt l'obscénité d'un monde dominé par un capitalisme qui voudrait se faire passer pour un horizon indépassable, mais aussi se faire craindre quand il ne se fait pas aimer. Encore et toujours il s'agit avant tout pour le système en place de «divertir pour dominer» l'hyper-capitalisme y poursuit sa course folle en anéantissant toute liberté. En lisant cette suite de scénettes qui se succèdent dans une ronde des modes de représentation de la domination, on vérifiera aussi que, comme souvent, la réalité dépasse la fiction. Ainsi de cette entreprise de sécurité lauréate d'un prix qui voit le mariage réussi de l'art et de l'entreprise sous l'égide du Comité européen pour le rapprochement de l'économie et de la culture, le CEREC. Non, cela ne s'invente pas! Comme l'écrit le préfacier, «nous savons à présent que la culture ne pourra plus nous soulager de l'incapacité dans laquelle nous sommes d'habiter, en ce monde». Dans un paysage consensuel parfaitement insipide, le principal mérite de ce texte est de fournir les premières armes de la critique des nouveaux modes de fabrication du consentement dans une forme adaptée à un large public.

*PM*

*Communiqué*

## ENFIN UN DICTIONNAIRE DES MILITANTS LIBERTAIRES !

La collection du Maitron, célèbre ***dictionnaire biographique du mouvement ouvrier,*** bientôt quinquagénaire, propose un nouveau volume consacré aux anarchistes. Son fondateur, Jean Maitron fut le premier historien en France du mouvement libertaire, et il fi t entrer l'histoire de l'anarchisme à l'Université.3

Fruit d'un travail collectif initié par Claude Pennetier (chercheur au CNRS, directeur du Maitron) , ce dictionnaire a pour ambition de célébrer un siècle et demi de lutte en redonnant leur place aux principaux acteurs du mouvement libertaire :les militantes et les militants.

Cinq cents biographies, dont soixante sont illustrées, ont été retenues pour le dictionnaire papier, avec le souci de respecter la diversité du mouvement libertaire. Ces vies exigeantes, intenses, « joyeuses » disait Léo Ferré, parfois tragiques, témoignent des différentes périodes, milieux et formes de l'engagement libertaire : les anar- chistes les plus célèbres) y côtoient des parcours plus modestes ; artistes et chanteurs se mêlent aux théoriciens ; illégalistes et propagandistes par le fait cohabitent avec les figures fondatrices du syndicalisme révolutionnaire).

L'équipe des rédacteurs a souhaité dépasser les frontières hexagonales en intégrant les biographies de militants suisses, belges, québécois de ceux partis pour les Etats-Unis ou de militants dont l'impact ou le rôle en France furent très importants .À ce dictionnaire papier s'ajoutent plus de 2 500 biographies consultables sur le site Maitron-en-ligne, auquel les acheteurs et souscripteurs auront accès.

En souscription jusqu'au 4 mars 2014 (40 euros eu lieu den50), chèque à l'ordre des éditions de l'Atelier, 51_55 rue Hoche, 94300 Ivry sur Seine (+ 5 euros de port ou à récupérerà la librairie de la FA Publico,145 rue Amelot, Paris)



# Egypte : LA RÉVOLUTION,

***Lors du débat «Que sont les printemps arabes devenus ?» organisé par l'OCL-Lyon dans le cadre du mois d'activités («En novembre on s'installe partout») autour du «Salon des éditions libertaires» (Lyon, 23-24 novembre 2013), il a été question de la Tunisie(1), de la Libye(2), mais également de l'Egypte. Voici un passage qui est une réponse à plusieurs interventions. Il concerne l'Egypte et répond à ceux qui pensent que réclamer la destitution de Morsi était une atteint à la démocratie. Il contredit également ceux qui voient dans les révolutions arabes un complot étatsunien et précise ce qu'est l'armée égyptienne et comment elle a agi.***

En 2006, les gens qui bougeaient en Egypte, étaient essentiellement des ouvriers et des paysans du centre du delta. Ils essayaient de s'organiser et de se syndiquer, alors que le syndicalisme était interdit. Par la suite, les mouvements d'ouvriers et de petits paysans se sont répandues dans toute la campagne égyptienne, déconnectée de ce qui se passait à une échelle plus globale. Le processus révolutionnaire a démarré à ce moment là, en 2006, et non pas en 2011, à la suite de celui qui s'est développé en Tunisie, qui lui-même a pris naissance en 2008. Néanmoins, ce processus révolutionnaire, qui a mené à la chute de la dictature de Moubarak, a été aidé par l'accélération des événements et la chute de Ben Ali en Tunisie.

Avec la crise suggères-tu. J'y ajouterais tout ce que tu veux, y compris les interventions étrangères. Mais le mouvement social était réel et important. Après la chute de la dictature, il y a eu l'organisation des élections. Dire que c'était démocratique, c'est trop dire, mais dire que ce n'était pas démocratique ce serait faux aussi. Il y a eu élection. Quelle a été la réaction des gens quand ils ont vu que les Frères Musulmans et les Salafistes avaient gagné ?

Ils étaient contents dis-tu. Certes, ceux qui ont voté pour eux ils étaient contents, mais pas les autres. Ceux qui étaient contents, ils étaient contents. Les autres, les plus actifs, ceux qui étaient sur la place Tahrir, et pour y avoir passé quelques nuits, je peux t'en parler, qu'est-ce qu'ils ont dit ? Ils ont dit, pour nous la révolution, ce n'est pas un processus démocratique. La révolution c'est une volonté de masse de tout changer. Vous avez voulu imposer les élections. Ce n'était pas notre choix, mais d'accord, on accepte la sentence. Vous avez gagné, prenez donc les institutions. Mais nous on a une

*(1) «Où en est le processus révolutionnaire en Tunisie ?» Courant Alternatif, n° 230, mai 2013.*

*(2) «Libye, une société perdue ?» Courant Alternatif, n° 235, décembre 2013.*

# LA DÉMOCRATIE ET L'ARMÉE

autre légitimité, pas celle des institutions, mais celle de la place Tahrir. Nous avons la légitimité de la rue. Cette idée de la légitimité politique de la rue dans la période actuelle, c'est en Egypte qu'elle apparaît pour la première fois. Elle sera reprise en Tunisie, mais après qu'elle ait été affirmée place Tahir. Ceux de la place Tahir ont dit, nous sommes dans la résistance, dans le mouvement révolutionnaire, nous ne sommes pas dans un processus politique démocratique. La démocratie, on s'en fout, c'est de la merde. Vos institutions vous en faites ce que vous voulez. Si on arrive à les prendre, on les prendra pour les changer, autrement on garde notre légitimité qui est complète, totale et si vous échouez au niveau des institutions, on viendra vous en chasser, y compris par la force.

Ceux qui tenaient ce discours ont considéré à un certain moment que Morsi et les Frères Musulmans avaient échoué, non seulement parce qu'ils voulaient imposer des lois avec lesquelles ils étaient en désaccord, mais également socialement, économiquement, par rapport à la corruption, etc. Le mouvement Tamarrod (Rébellion) est apparu pour dire en substance : ils ont pris les institutions, on ne remet pas en cause leur légitimité institutionnelle. Le peuple les a élus, mais ils ont échoué et on n'est pas d'accord pour attendre cinq ans. Ils doivent dégager maintenant. Jusqu'au 30 juin, c'était un mouvement de masse qui s'est traduit par une manifestation de 15-20 millions de personnes. Probablement la plus grande manifestation jamais vue dans le monde. C'est une évidence historique. Ce qu'on ne voyait pas de l'extérieur, c'est que parallèlement à la montée de Tamarrod, l'armée préparait des plans et je ne pense pas qu'il y ait eu une connexion entre les deux.

L'armée égyptienne, il faut savoir ce que c'est. Elle ne ressemble en rien à une armée française, libyenne ou tunisienne. L'armée égyptienne a mis fin au régime royal en 52. Avec Nasser à sa tête elle a donné la terre à des millions de paysans entre 53 et 64. Elle a mené la première guerre considérée comme gagnée par une armée arabe en 1973. Quand il y a eu la pression sur Moubarak, c'est elle qui a été le chercher pour le chasser du palais. Incontestablement, après le départ de Moubarak, elle a commis des horreurs. Mais elle a une certaine légitimité historique. Toutefois, je pense qu'il y a eu trahison du mouvement Tamarrod. Je crois que jusqu'au 30 juin, personne ne pensait que l'armée prendrait le pouvoir. Naïveté ? Manque d'analyse ? Bêtise politique ?

Toi tu le voyais, bravo ! En tout cas, moi, jusqu'au 30 juin je n'imaginais pas que Morsi serait chassé du pouvoir. Quand le 3 juillet l'armée prend le pouvoir, là c'est un coup d'Etat. Maintenant dire que tout ça c'est de la manipulation, je m'inscris en faux. Il y a un mouvement social, des intérêts de classe, des accumulations de résistances, des processus révolutionnaires depuis 2006 en Egypte, 2008 en Tunisie, nier ça, c'est nier que l'Histoire s'écrit.

Je veux bien admettre qu'«armée» et «légitimité» ça paraît antagonique. Mais je maintiens que l'armée égyptienne a une légitimité que n'a aucune autre armée de la région. Peut-être éventuellement l'armée syrienne, mais c'est pas sûr. Evidemment, je ne peux pas le prouver mathématiquement. C'est quelque chose que j'ai mis du temps à comprendre. Quelque chose qui m'a étonné durant les 16 ans que j'ai passé en Egypte à observer la société égyptienne. Deux anecdotes. Dans les maisons des classes populaires il y a le portrait de Nasser en uniforme, chez les classes moyennes, si il y a une photo de Nasser, il est en civil. Si vous montez dans les transports en commun, un policier, s'il n'y a pas de place, il reste debout, une femme, même chose, sauf si elle est malade, âgée ou enceinte. Il n'y a pas de geste pour éviter une proximité trop physique avec les hommes. Par contre, quand il y a un militaire, quelque soit son grade, il y a toujours quelqu'un qui se lève pour céder sa place. Ceci dit, il existe nombre d'études, de publications, sur la place de l'armée dans la représentation collective nationale égyptienne qui vont dans le sens de ce que je dis.

Tu refuses le terme légitimité. Je corrige, car pour moi aucune armée au monde n'est légitime et surtout pas l'armée égyptienne qui est capable du pire. Ce n'est pas le mot qui est important. Ce que je veux décrire, c'est comment l'armée est perçue par les égyptiens. Il s'agit de ma constatation objective sur comment les égyptiens regardent leur armée.

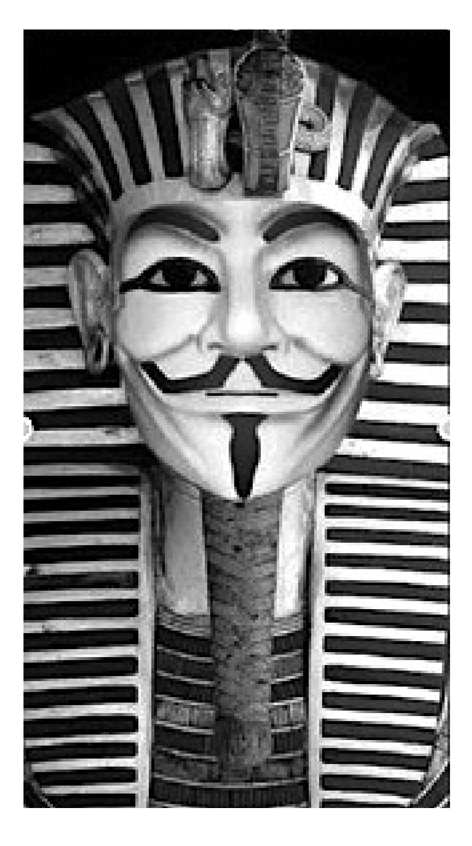
A la question sur l'armée comme puissance économique, je répondrais qu'il s'agit de la première entreprise, de la première puissance économique d'Egypte. Mais qu'elle ne tire pas sa légitimité, au regard de la société égyptienne, de cette puissance économique. Elle la tire de sa propre histoire. En Egypte tout le monde sait que c'est une très grande puissance économique et probablement la première, les gens le savent.

Elle n'intervient pas directement dans l'exploitation des gens. L'armée égyptienne est une puissance économique en interne. Elle a ses sociétés, ses entreprises, ses fermes agricoles, ses circuits commerciaux, elle n'intervient pas autrement que par le biais des politiques, notamment durant la période de Moubarak. Elle a ses structures internes, on dirait un pays étranger, sa puissance économique on ne la voit qu'à travers les banques, la population ne la voit pas au quotidien. Les gens ne travaillent pas dans l'armée, c'est des soldats qui sont employés comme « esclaves » dans l'armée (environ 4 millions de soldats, si on compte les réservistes).

Ce ne sont pas des individus, des gradés, qui possèdent des entreprises en Egypte, c'est l'armée elle même, c'est le Ministère de la défense qui a des usines où sont fabriqués des voitures, des boissons, du pain, et qui est propriétaires de terres agricoles pour produire du blé et d'autres produits agricoles et alimentaires. Il faut la considérer comme un corps «étranger» qui a sa propre économie et qui importe et exporte, en dehors des circuits civils.

On peut avoir l'impression très forte que l'armée place ses pions dans le pays, que ce n'est pas tellement le pouvoir politique qui donne les directives et que l'armée décide de tout. C'est en partie vrai. L'armée a toujours été là, mais à certain moments, quand Moubarak a été suffisamment puissant il a pu dire merde à l'armée.

*Habib le 16 novembre 2013*
*Retranscription Scylla (OCL-Lyon)*



# Quelques réflexions sur la situation actuelle en Egypte

*Je n'étais pas revenu en Egypte depuis début juin dernier. Depuis, la situation a profondément changé. Il y a eu la grande manifestation du 30 juin organisée par le «mouvement Tammarrod» (Rébellion). Le 3 juillet, l'armée a pris l'initiative de démettre le président islamiste Morsi, de dissoudre l'assemblée et de mener une politique d'extrême répression contre les Frères Musulmans (FM), désormais privés du pouvoir, emprisonnés et poussés à la clandestinité. Un bilan humain très lourd reste la dimension la plus dramatique de ces événements. Entre temps, une constitution a été rédigée par une commission nommée par le pouvoir, rédaction de laquelle les FM avaient été exclus. Elle sera soumise à un référendum qui aura lieu les 14 et 15 janvier 2014. De retour ici, j'ai passé beaucoup de temps à discuter avec des ami(e)s et des connaissances de différentes sensibilités politiques. Ce texte vise à donner une image, forcément rapide et imprécise, de la situation que traverse l'Egypte aujourd'hui.*

Presque trois ans après la chute du régime de Moubarak, la situation en Egypte est des plus confuses et toute tentative d'analyse sérieuse reste extrêmement difficile. Le régime militaire semble s'installer dans la durée. Pour cela, deux outils majeurs sont mis au service de sa stratégie. Une répression sans faille contre les islamistes, particulièrement les Frères Musulmans, mais qui touche aussi l'ensemble des partis et des tendances politiques, et une constitution taillée sur mesure. Ces deux points, répression et constitution, sont même les sujets dominants des débats actuels.

## La répression

Après l'énorme manifestation du 30 juin dernier qui a regroupé plusieurs millions de personnes et le «dégagement» par l'armée du président Morsi et des Frères Musulmans du pouvoir le 3 juillet, une répression dramatique a été méthodiquement exercée contre les militants islamistes de la confrérie. Le bilan est extrêmement lourd avec plusieurs centaines de morts, probablement des milliers d'arrestations et autant de blessés. Les procès se succèdent avec des accusations de plus en plus graves. Le 18 décembre, le parquet a annoncé de nouvelles charges contre le président déchu et les hauts cadres des Frères. Ils sont désormais accusés de haute trahison, ce qui pourrait aboutir à une condamnation à la peine capitale et à leur exécution. On a l'impression que le choix adopté par le pouvoir actuel est de les supprimer «physiquement», faute de pouvoir le faire politiquement. Mais contrairement à ce qu'on pense, surtout en voyant les choses de l'extérieur, la répression ne touche pas que les islamistes. Loin de là.

Dès les premiers jours après le 3 juillet, la police et l'armée ont commencé à surveiller, interpeller et arrêter des militants d'autres tendances politiques notamment de la gauche et de la société civile. Certains sont actuellement en prison en attendant un jugement. De nombreux procès sont attendus pour de nombreux militants de gauche et au-delà de la gauche. Samedi 14 décembre, la police a envahi en pleine nuit les bureaux de l'Association Egyptienne des Droits Sociaux et Economiques (ECESR) : bureau fouillés, dossiers, disques et ordinateurs emportés et 5 personnes arrêtées, dont un des militants du mouvement du 6 avril, très actif depuis le milieu des années 2000. Plusieurs heures après, quatre ont été libérés mais le militant du 6 avril est toujours aux arrêts. Il a été condamné hier (22 décembre) à trois ans de prison pour manifestation non autorisée et détérioration de biens.

## Les débats en cours

Les débats politiques actuels permettent de distinguer trois grandes tendances. La première est celle de l'opposition radicale au coup d'Etat militaire et à toutes les mesures et aux politiques qui l'ont suivi. Cette tendance est représentée par les islamistes, particulièrement par les membres et les sympathisants des Frères Musulmans qui ont perdu le pouvoir le 3 juillet dernier.

La seconde tendance, qui exprime un soutien assumé aux militaires, est celle portée par les «tout sauf les islamistes» (TSI). Elle regroupe globalement les Nassèristes historiques, les «nationalistes arabes», des laïcistes «radicaux», essentiellement les classes moyennes supérieures, des Coptes (une partie des Coptes soutiendrait n'importe quelle force politique opposée aux islamistes), des milieux des affaires (une partie d'entre eux sont des islamistes influents et connus) et les «rescapés» du régime de Moubarak débarqué en février 2011.

Enfin, la troisième tendance pourrait être résumée par le «ni les islamistes, ni les militaires». Cette tendance regroupe les membres et sympathisants de la gauche radicale et une partie des libéraux démocrates et laïques.

En plus des activités collectives et individuelles des «membres» des différentes tendances (manifestations, articles, apparitions dans les médias), les débats plus ou moins pacifiques ( mais parfois très violents ) se concentrent depuis quelques semaines à propos de la nouvelle constitution dont l'écriture a été ordonnée par le nouveau pouvoir – donc par l'armée. Ainsi, par des raisons, des projets et des discours divers et souvent opposés, ces débats laissent apparaître trois votes différents –finalement assez classiques- lors du prochain référendum (qui aura lieu les 14 et 15 janvier 2014) : le Oui, en soutien clair aux militaires ou en opposition radicale aux islamistes, le Non en opposition radicale aux militaires auxquels la nouvelles constitution accorde un rôle renforcé dans le système politique (l'armée gardienne de l'Egypte contre le «risque» islamiste ou des «projets» révolutionnaires) et l'abstention (les nini). Pour défendre et renforcer les chances de peser sur l'issue de la consultation, tous les moyens de conviction sont mobilisés. Certains n'ont pas hésité à modifier des passages importants du projet de la nouvelle constitution qui sera soumis au vote. On trouve ainsi des faux projets de constitution en vente libre, à côté des vrais, un peu partout dans les librairies , les espaces publics et sur les trottoirs du Caire. Cependant, personne ne doute ici du résultat final qui sera certainement assez massivement positif en faveur de la nouvelle constitution. C'est donc aux débats et aux actions politiques en cours qu'il faut s'intéresser d'abord.

Deux événements importants se sont produits la semaine dernière et

méritent que l'on s'y intéresse d'assez près. Le premier est d'ordre social. Après plusieurs semaines de grèves les ouvriers des aciéries de Helwan (banlieue sud du Caire) ont obtenu satisfaction pour la totalité de leurs revendications : augmentation de salaires, amélioration des couvertures sociales et des conditions de travail et garantie de «transmission» automatique de l'emploi à un des enfants de l'ouvrier qui s'arrêterait de travailler pour retraite, incapacité ou décès. Alors même que le gouvernement et la direction de l'entreprise ont fait bloc contre l'action syndicale, ils ont fini par céder sur la quasi totalité des points en négociations.

Evidemment, on sait que c'est le risque de voir toute l'économie souffrir lourdement et durablement d'une possible généralisation du mouvement à l'ensemble du secteur industriel qui a poussé l'Etat à la négociation et au compromis. Mais cet événement prouve aussi que le processus de revendication sociale qui avait démarré en 2006 à Mahalla Alkobra, au milieu du Delta, est toujours actif et n'a pas trop été touché par le coup d'Etat. Il n'est pas totalement interdit de penser que des la répression exercée contre les islamistes et les autres activistes politiques a renforcé le mouvement syndical et le processus social.

Peut-on penser que les islamistes risquent de revenir par la fenêtre après avoir été chassés par la porte ? Evidemment, ça reste une hypothèse possible. Toutefois, un deuxième événement important s'est produit la semaine dernière. Le syndicat des médecins, tenu par les islamistes des Frères Musulmans depuis une bonne trentaine d'années, a organisé des élections internes pour renouveler sa direction (vendredi 13 décembre). Cette élection s'est soldée par une défaite cuisante des FM et la prise du syndicat par un courant «indépendant» qu'on pourrait qualifier de tendance démocratique de centre gauche. Affaiblissement réel suite aux coups répétés de l'armée et de la police, ou simple tactique des militants islamistes pour se faire plus discret en attendant une éventuelle accalmie ? Les discours et les actions, parfois violents, des FM qui ne montrent aucune stratégie pour se faire oublier le temps de la tempête, pousse à croire que leur échec dans l'élection syndicale traduit plutôt leur réel affaiblissement , au moins pour une certaine période.

## POSSIBLES SCÉNARIOS

Le pouvoir actuel se sent suffisamment fort et «populaire» voire «légitime», et ne semble pas être à la recherche de compromis. L'éradication des FM apparaît comme un objectif à atteindre quel qu'en soit le prix. Les centaines de morts lors des manifestations organisées par les Frères depuis le 3 juillet ne laissent aucun doute. Avec ou sans le soutien des différentes forces politiques, l'armée n'est pas prête à céder le moindre de ses avantages politiques hérités de l'époque de Nasser et renforcés depuis début juillet dernier.

En même temps, une partie de l'opposition actuelle et notamment la frange radicale qui revendique le leadership de la révolution ne baisse pas les bras. De plus,, le processus social plus ou moins encadré par de nombreux syndicats, est toujours fortement présent. Dans ce contexte, envisager les scénarios possibles dans les semaines et les mois qui viennent est assez inconfortable. Mais, on peut quand même envisager quelques évolutions possibles.

Une fois la constitution approuvée sans surprise, il y aura des élections présidentielles et législatives. La répression et le boycott des élections par les FM aboutiront à une présence minoritaire des islamistes dans le prochain parlement (surtout des salafistes dont une partie soutient la politique actuelle), qui sera très certainement dominé par des libéraux-démocrates. Le risque de la poursuite des affrontements est réel, et peut être même une radicalisation des FM qui pourrait prendre des formes d'actions violentes (déjà, le pouvoir, ses soutiens et la grande majorité appellent les FM des terroristes). Dans ce cas, personne ne sera à l'abri et on assistera certainement à une longue période de violence armée essentiellement entre des éléments radicaux des FM et les forces de sécurité. Les libertés politiques seraient réduites davantage et face à la radicalisation islamiste on assisterait à une radicalisation du pouvoir et des forces de sécurités. C'est le pire scénario mais qui reste, à mon avis, le moins probable.

Le second scénario est le compromis entre pouvoir et FM. Peu d'éléments permettent de l'envisager tellement les deux camps sont déterminés à gagner le bras de fer et sont prêts à en payer le prix. Même après les élections, et quel que soit le prochain président élu et la couleur de la nouvelle assemblée ,ces deux camps ne pourraient pas imposer de compromis sans l'accord de l'armée qui détiendrait des pouvoirs exceptionnels grâce à la nouvelle constitution.

Un troisième scénario possible, c'est un nouveau coup d'Etat dirigé par des islamistes. Comme tous les coups d'Etat, il est impossible de le prévoir ni de l'exclure totalement. D'un coté l'instabilité actuelle permet de l'envisager, mais d'un autre coté, la détermination actuelle de l'armée et de ses soutiens ne laisse pas beaucoup de place à un tel scénario. «Wait and see».

Enfin, le scénario qui me paraît le plus probable c'est l'aggravation dramatique de la crise économique et sociale déjà profonde qui pourrait, à moyen terme, reproduire les conditions politiques qui avaient fini par aboutir à la chute du régime de Moubarak et au démarrage du processus révolutionnaire au milieu des années 2000. Il faut se rappeler que le succès le plus important de ce processus révolutionnaire c'est la chute du mur de la peur avant celle du régime. Un peuple appauvri et qui n'est plus retenu par la peur est capable de tout bouleverser en un temps relativement record. Les trois dernières années, avec leurs multiples rebondissements, le prouvent. La manifestation du 30 juin dernier qui a mis dans les rues égyptiennes, d'Alexandrie à Assouan en passant par le Caire, une bonne quinzaine de millions de manifestants montre clairement que sur les bords du Nil, tout est possible. Le pire comme le meilleur.

*Habib Ayeb*
*23 décembre 2013*



# La tragédie syrienne : histoire d'un désastre

*Il apparaît plus que difficile d'établir un point de vue définitif sur la Syrie, la situation étant en constante évolution. Pourtant l'importance du drame syrien et de ces enjeux ne fait de doute pour personne pourtant les récentes déclarations des diplomates américains laissent penser que la «communauté internationale» pourrait bien laisser les syriens s'entretuer jusqu'au dernier tant que la stabilité de la région et la pérennité de leurs intérêts ne serait pas menacées.*

Pour comprendre ces enjeux il faut les rendre intelligibles et donc, revenir au fondamentaux, étudier l'histoire, l'économie, les hommes, dans le temps long pour saisir pourquoi les événements ne sont que les manifestations visibles de dynamiques profondes. Ensuite il faut analyser ces enjeux et la situation internationale pour comprendre qui soutient qui, et tenter d'esquisser des hypothèses sur le devenir de cette guerre civile qui dure depuis bientôt trois ans.

## La Syrie, 30 siècles d'histoire

La Syrie, située au Moyen-Orient, a pour voisins le Liban, Israël, la Jordanie, l'Irak et la Turquie. La Syrie est donc au carrefour de plusieurs mondes : méditerranéen, égyptien, mésopotamien, anatolien, sans oublier l'influence de la Perse et de l'Arabie au sud. C'est ce caractère de carrefour qui constitue des atouts mais aussi des dangers pour la Syrie. Le territoire syrien a donc été longtemps un lieu de passage, d'invasion et de conquêtes.

Depuis le XVI°siècle avant notre ère, la région a été successivement sous la domination de l'Egypte pharaonique, des Hittites, des Assyriens, de la Perse, d'Alexandre le Grand, des Romains jusqu'à l'arrivée d'une nouvelle religion, l'Islam. L'expansion, au VIIe siècle de notre ère, de cette nouvelle force religieuse et politique a bouleversé l'ordre politique du Moyen Orient jusqu'à présent par les empires byzantins et sassanide. La bataille de Yarmouk en 636 (gagné par les musulmans) annonce la fin de la domination byzantine et l'expansion de l'Islam hors de la péninsule arabique. Dirigé par la dynastie des Omeyades, l'empire arabe atteint son apogée et Damas devient la capitale d'un empire qui,vers 660, s'étend de l'Espagne jusqu'au fleuve Indus. En 750, la dynastie des Omeyades est renversée par celle des Abbassides et ceux-ci déplacent le centre de gravité du monde musulman vers l'Est en faisant de Bagdad leur capitale. Damas n'est plus alors qu'une métropole provinciale, mais qui reste un lieu d'histoire puisque c'est l'échec de la prise de la ville en 1148 qui met fin à la deuxième croisade. Damas regagne pendant un temps le statut de capitale sous la domination de Saladin qui parvient même à reprendre Jérusalem en 1187. Autre force structurante dans l'histoire syrienne, l'influence ottomane : en 1516 les ottomans se rendent maîtres de la majeure partie du territoire syrien et ils y restent pendant près de 400 ans jusqu'au début du 20ème siècle.La 1ère guerre mondiale provoque le démantèlement de l'Empire. Dès 1916, la France et l'Angleterre, adversaires des ottomans, anticipent la fin de la guerre avec l'accord Sykes-Picot, qui prévoit un partage du Moyen- Orient. La Syrie échoit à la France et se voit découpée en 6 provinces-états (le Grand Liban, l'Etat d'Alep, le sandjak d'Alexandrette, l'Etat de Djebel druze, l'Etat de Damas, et l'Etat des Alaouites). Au cours des années 30, le grand Liban se transforme en République Libanaise et prend son autonomie.En 1939, la France cède le sandjak d'Alexandrette à la Turquie pour la dissuader de rejoindre les forces de l'axe. Le mandat français prend fin en 1941 et la Syrie devient indépendante en 1946 dans l'enveloppe territoriale qu'on lui connaît aujourd'hui.

Ce rappel historique n'a vocation qu'à saisir combien l'histoire de ce pays s'inscrit dans un temps long, et que par conséquent les identités nationales, religieuses et culturelle sont profondément inscrites et ancrées dans les mentalités et dans les territoires des syriens.

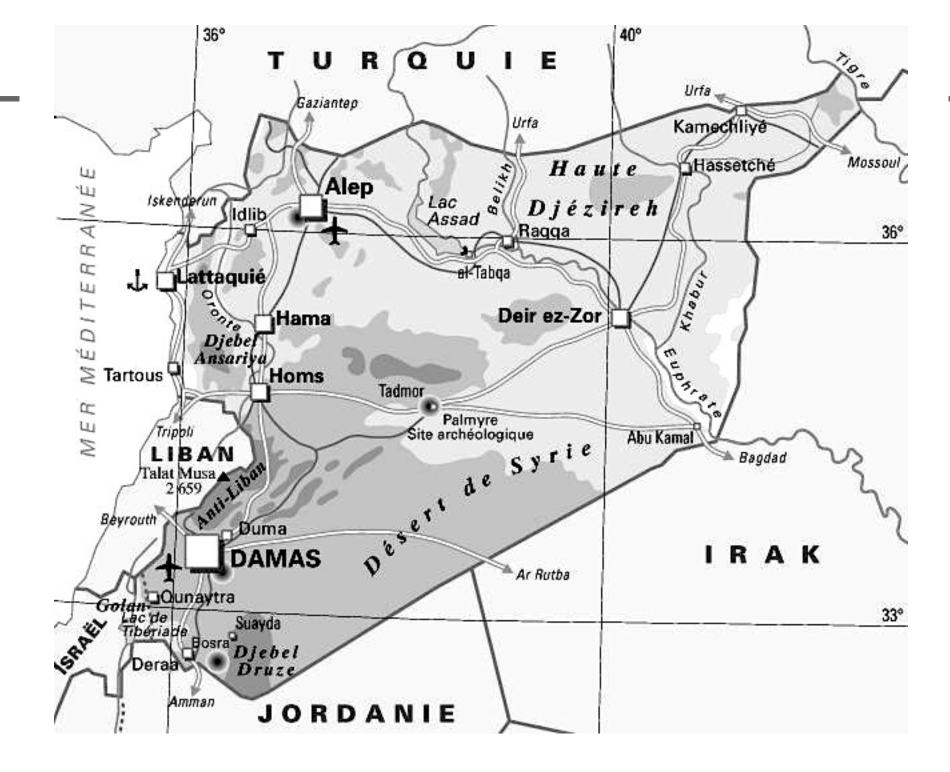
Mais justement ces syriens qui sont-ils ?

## Les contradictions de la nation syrienne

La Syrie est peuplée à 90% d'Arabes, de 9% de Kurdes, mais aussi d'Arméniens principalement dans la région d'Alep et à Damas. L'Islam est la religion majoritaire : 70% des pratiquants sont d'obédience sunnite, 3 % sont chiites. Il y a aussi des chrétiens (10% environ), des druzes et enfin une communauté alaouite qui représente 13% de la population. Issue du chiisme (nous ne rentrerons pas ici dans les détails religieux), cette communauté est considérée comme hérétique, tant par les sunnites que par les chiites. Or c'est une famille issue de cette communauté, la famille Hassad, qui dirige le pays depuis 1971. Depuis cette date, l'histoire de la Syrie se confond avec le destin des Hassad père et fils. Hafez, le père, adhère à 16 ans au parti Baas, «le parti de la renaissance arabe», il entre alors dans l'armée, seul moyen pour un alaouite d'obtenir une reconnaissance et de parvenir à une ascension sociale. En s'appuyant tantôt sur le politique, tantôt sur le militaire, il va finir par s'imposer, d'abord dans le parti au début des années 60, puis dans l'armée en devenant chef d'Etat-major de l'armée de l'air en 1964. Deux ans plus tard a la faveur d'un coup d'Etat fomenté par le parti Baas, il devient ministre de la défense et continue sa marche vers le pouvoir en éliminant tout ses rivaux, y compris des alaouites. Et en septembre 1970, après un nouveau coup d'Etat il prend le pouvoir et se présente comme un rénovateur et un correcteur des excès de la période précédente. En 1971 il est élu président au suffrage universel. S'ensuivrent 30 ans de pouvoir autoritaire, dont un des épisodes les plus terribles est la répression contre les frères musulmans avec le massacre de Hama en 1982 ; environ 20000 personnes auraient été tuées. A la mort de Hafez el Hassad en juin 2000, son fils lui succède. La continuité est parfaite tant sur le plan économique que sur le plan politique.

A partir de mars 2011, en écho aux «printemps arabes» les syriens manifestent dans la rue réclamant une amélioration de leur sort. Plusieurs facteurs expliquent ces mouvements, le premier est celui de la composition démographique. Sur 22,2 millions de Syriens (le pays en comptait 7 millions en 1950) 55% ont moins de 25 ans. Cette population est éduquée, le taux d'alphabétisation est proche de 95% et les écoles et les universités, nombreuses, (environ une trentaine dans les principales villes du pays) sont débordées et forment des jeunes qui ne trouvent pas d'emplois : 1/3 des moins de 25 ans sont au chômage. Autre facteur, le développement économique : la Syrie est un pays rural, l'agriculture comptant pour un quart du PIB, elle possède, certes, des ressources en hydrocarbures (pétrole et gaz), mais ces richesses ont été développées de manière très hétérogène et provoquent d'immenses inégalités. Une analyse des régions les plus pauvres laisse apparaître une correspondance avec des territoire peuplés par les communautés sunnites ou chiites. C'est dans ces parties du pays que la contestation du pourvoir a pris forme.

Les manifestations ont commencé dans la ville de Deraa, le 15 mars 2011. Cette ville agricole fait partie des villes oubliées par le pouvoir central sur le plan économique du pouvoir central, notamment lors des libéralisation des années 90 (l'économie syrienne était auparavant totalement administré). La révolte s'est alors étendue et généralisée à l'ensemble du pays. Après quelques




mois de soulèvement populaire, la révolte se transforme en guerre civile, et à la différence des autres mouvements dans les pays arabes n'aboutit pas à un changement de gouvernement.

C'est que les enjeux nationaux, régionaux et internationaux sont si importants que l'Etat de barbarie dans lequel se trouve actuellement la Syrie pourrait bien perdurer, tant la chute ou le maintien du régime Hassad aura des conséquences sur tout le Moyen Orient. Car si l'on examine les relations qu'entretient la Syrie avec ses voisins, on mesure l'ampleur et l'importance géopolitique du cas syrien.

## LA QUESTION SYRIENNE, UNE QUESTION CRUCIALE POUR TOUT LE MOYEN-ORIENT ET L'ORDRE MONDIAL

En Turquie tout d'abord, la méfiance prédomine dans ses relations avec la Syrie. Il y a d'abord le contentieux historique autour de la province d'Hatay (l'ancien Sandjak d'Alexandrette) : les nationalistes syriens n'acceptant pas la perte de cette région. La deuxième source de tension est le partage des eaux : l'Euphrate traverse la Syrie par le sud-est, mais en amont la Turquie a construit plusieurs barrages hydroélectriques sur le Fleuve, dont le grand barrage Ataturk, ce qui évidemment affaiblit le débit des eaux ; dans une région où cette ressource est rare c' est bien sûr une source de tension. Le troisième point est la question kurde : le leader du PKK, Oçallan, a longtemps résidé à Damas jusqu'à son expulsion en 1997. Ces tensions ne sont pas que diplomatiques : en juin 2012 un avion turc est abattu par la défense aérienne syrienne, le comité exécutif de l'Armée Libre Syrienne est réfugié en Turquie ainsi que de nombreux militaires qui ont déserté, et Ankara a publiquement souhaité la chute de Bachar el Hassad.

Il y a ensuite l'Iran. Si les deux pays n'ont pas de frontières communes, ils ont pourtant entamé des rapprochements dans les années 80 pour contrer la montée en puissance de l'Irak qui représentait alors une menace pour eux. Pour la Syrie, la rivalité concernait la concurrence entre les partis Baas syrien et irakien pour le leadership sur le monde arabe. Pour l'Iran, le gain d'un allié dans la région lors sa longue guerre contre son voisin était évidemment un très bon atout. Le deuxième fondement de cette alliance est l'opposition à Israël. Syrie et Iran ont toujours dénoncé l'Etat juif et maintenu la pression par l'intermédiaire du Liban, en soutenant le Hezbollah. En 1976, la Syrie envoie son armée au Liban, sous prétexte de mettre un terme à la guerre interconfessionnelle. Et elle ne l'a retirée qu'en 2005, contrainte et forcée par une résolution des Nations Unies, après l'assassinat de Rafic Hariri le premier ministre libanais. Même après ce retrait,, l'armée syrienne contrôle toujours la route Beyrouth/Damas et son poids sur la politique intérieure libanaise empêche toute prise de position des dirigeants libanais. La Syrie a besoin du Liban pour contrôler son adversaire éternel, l'Etat d'Israël. La Syrie a participé à toutes les guerres (1948/1967/1973) contre l'Etat juif, toutes perdues par ailleurs. Au cours de la Guerre des six jours, en juin 1967, Israël occupe militairement le plateau du Golan, dont aucune négociation n'a jusque à présent permis la restitution. Les deux Etats maintiennent une pression militaire permanente dans une sorte d'équilibre, une paix armée permanente. L'incertitude de l'issue de la crise syrienne n'est cependant pas un bon signe pour l'Etat hébreu ; en effet, qui sait si les successeurs du clan Hassad ne seront pas porteurs de velléités guerrières contre Israël?

La région est donc plongée dans un état d'instabilité, deux axes géopolitiques se dessinent et s'affrontent tant sur le terrain diplomatique que sur le terrain militaire. Le groupe des alliés de la Syrie (Iran, Irak dirigés à présent par des chiites, et le Hezbollah, lui aussi chiite, au Liban) est opposé à un axe anti-Hassad composé du Koweït, du Quatar, de l'Arabie Saoudite, du Bahreïn, de la Jordanie et de la Turquie. Ces prises de position se retrouvent aussi à l'échelon international, puisque les membres du conseil de sécurité de l'Onu sont eux aussi partagés. Les USA, la France, l'Angleterre et l'Union Européenne sont favorables au départ de Bachar al Hassad alors que paradoxalement ce sont les mêmes qui avaient tenté un rapprochement avec lui. On se souvient encore de la visite du président syrien en France, et de sa présence au défilé du 14 juillet au moment du lancement de l'Union pour la Méditerranée (le projet quelque peu mégalo de Sarkozy). Depuis le début de la crise, le retournement occidental est total (gel des avoir financiers, sanctions commerciales et embargo européen sur les importations de pétrole syrien). De l'autre coté, on trouve la Russie et la Chine. Si la Chine est hostile à toute intervention dans les affaires intérieures d'un pays (on comprend bien pourquoi), la Russie, elle, est un allié historique de la Syrie et continue à lui vendre des armes. Du fait donc des veto russes et chinois, le conseil de sécurité n'a pu adopter une quelconque résolution ; encore une fois les Nations «Unies» sont en retard d'un massacre. Et pourtant la situation s'aggrave, le flot des réfugiés augmente de manière exponentielle (on en est déjà à 200 000) et menace les équilibres des pays limitrophes.

La guerre civile en Syrie est la démonstration dramatique de l'état du monde actuel, de la fiction d'une «communauté internationale» et de l'absence d'un droit lui aussi international susceptible de réguler des conflits . Au nom de la «realpolitik», le peuple syrien est laissé à son sort et chacun attend de voir comment la situation va tourner, car pendant la guerre les affaires continuent : d'un côté,on vend des armes et de l'autre, ce sont des technologies de surveillances (les sociétés Fincher et Aeracor par exemple, pour le contrôle des courriels). Il reste à espérer que les peuples de Syrie trouvent les ressources suffisantes pour chasser les oppresseurs passés, présent, et futurs.

*J.M. ocl Reims*

# De Mandela à «Madiba»

## du massacre de Sharpeville 1960 à celui de Marikana 2012

***Lors de ses funérailles, N. Mandela est célébré, par les grands et moins grands chefs d'Etat, comme un héros de la lutte pour la liberté. Il ne s'agit pas de tirer sur le corbillard emmenant la dépouille de Mandela accompagné par la tristesse du peuple sud africain. Que nous le voulions ou pas «Madiba» est le symbole de leur résistance contre l'apartheid imposé par le pouvoir blanc. Ferveur populaire réelle autour d'un mythe instrumentalisé pour d'autres réalités.***

### HYPOCRISIE ET CYNISME...

Pourtant ce n'est qu'en 2008, soit 18 ans après sa libération en 1990, et 14 ans après son élection à la présidence sud africaine que le FBI américain l'enlève de sa base de données des suspects pour activités terroristes. Lui et d'autres de l'ANC (African National Congress), y figuraient à cause de leur combat contre le régime d'apartheid de Pretoria. Ronald Reagan et les occidentaux, encore dans les années 80, considéraient l'ANC comme «une organisation communiste souhaitant renverser le pouvoir pro-occidental sud-africain». C'est cette sympathie pour le régime de l'apartheid de la part de l'impérialisme US, qui grâce aux renseignements fournis par la CIA, permit l'arrestation et l'emprisonnement de Mandela en 1962, mais aussi, des collaborations barbouzardes pour liquider les militantes et militants de L'ANC : Dulcie September ambassadrice de l'ANC assassinée à Paris en 1988, Chris Hani secrétaire du SACP (Parti Communiste Sud Africain) en 1993 parmi tant d'autres. Un soutien total au pouvoir en place à Pretoria, en cette période de guerre froide, face à Moscou et au dangers «communistes».

En ces années 60/70 ce pays était un pion africain essentiel pour les américains et le camp occidental. C'était pour l'OTAN un poste d'observation et de contrôle des voies maritimes dans la pointe de l'Afrique très fréquentée par les supers pétroliers et autres transports de ressources indispensables à l'Occident. C'est à Silvermine près de la ville du Cap qu'était la station d'écoute de l'OTAN. En cette période de décolonisation, les luttes de libération nationales éclataient ou s'intensifiaient en Afrique australe. Le «danger marxiste» s'y étendait et les deux blocs impérialistes, Ouest contre Est avec leurs alliés, s'y affrontaient : en Angola où le dictateur portugais Salazar s'accrochait à ses colonies, mais aussi en Namibie, au Mozambique ou en Rhodésie, qui deviendra le Zimbabwe.

En Grande Bretagne, sous la gouvernance Thatcher, Mandela et d'autres de l'ANC n'étaient guère mieux considérés que «les terroristes et assassins» de l'IRA luttant en Irlande du Nord. D. Cameron, aujourd'hui premier ministre britannique, plaidait lui-même pour la levée de l'embargo contre l'Afrique du Sud, et lui et ses amis ne voyaient Mandela que «pendu». Il en était de même pour la France où la droite régnait. Les relations étaient au beau fixe avec le gouvernement raciste de Pretoria. En 1974, le maire de Nice, J. Médecin va jumeler sa ville avec Le Cap. La police sud-africaine bénéficie de l'expérience des tortionnaires français qui ont sévi en Algérie, et nos militaires ou conseillers partagent leur savoir de lutte anti-guérilla. En plus des armes, qui faisait de l'Afrique du Sud son 3° client, la France, en 1976/77, sous la présidence Giscard va même lui vendre son savoir-faire nucléaire. Ce pays fournissait l'uranium nécessaire à la défense atomique française(1). Paris s'implique discrètement, avec l'aval de l'impérialisme US, au côté du gouvernement sud africain, contre les luttes de libération au Mozambique et en Angola. Armes et conseillers militaires, mais aussi soldatesque africaine fournie par les potentats locaux installés au pouvoir. Bref, malgré les massacres que subissent les noirs d'Afrique du Sud, malgré une opinion publique internationale qui se mobilise contre l'apartheid et appelle au boycott de tout produit sud africain, malgré les résolutions de L'ONU contre les ventes d'armes, munitions et véhicules militaires en tout genre et l'embargo décrété obligatoire, ce n'est qu'après 1977 que la France a renoncé à son commerce. Du moins officiellement. Il faudra attendre 1981 et Mitterrand au pouvoir, pour que l'ANC soit enfin reconnue officiellement.

### DE SHARPEVILLE 1960 À MARIKANA 2012

Deux massacres parmi d'autres.

Sharpeville (1960) : dans le cadre de manifestations non armées, la police blanche se sentant menacée, a tué plus de 60 manifestants, dont bon nombre d'une balle dans le dos, et pratiqué des milliers d'emprisonnements.

Marikana (2012) : la police «arc en ciel», se sentant menacée par des manifestants sans armes, fait feu, tuant plus d'une trentaine de mineurs.

Ces deux dates pourraient illustrer le parcours de Nelson Mandela, de l'ANC et de ses compagnons. Lors de Sharpeville Mandela prônait la nécessité de la lutte armée et s'apprêtait à fonder le bras armé de l'ANC. En 2012 à Marikana le massacre est l'œuvre du pouvoir «arc en ciel», des dirigeants de l'ANC et des proches de Mandela. Ils/elles sont corrompu(e)s, se disputent l'héritage et soutiennent la politique fixée dans la CODESA (1991) (2) et adoptée en 1996 par l'ANC, tournant le dos à son programme de priorité de lutte contre les inégalités. Mandela élu président (1994/1999), la révolution économique et sociale tant attendue par le peuple noir n'est pas au rendez-vous. Pendant que Madiba, auréolé, leur prêche la réconciliation et le pardon, ses pairs s'acoquinent et accompagnent l'offensive libérale du capitalisme dans le pays.

### L'ÉPISODE BUTHELEZI

Fin 70 et début 80, les rapports Est/Ouest se modifient. L'ONU classe l'apartheid «crime contre l'humanité». L'heure des confrontations s'éloigne. Les soutiens au régime raciste se lézardent. Les mouvements de libération nationale triomphent en Afrique australe. Avec les campagnes de boycot, l'opinion internationale est massivement mobilisée contre l'apartheid. A l'intérieur de l'Afrique du Sud, les coups portés par les révoltes et les grèves du peuple Noir s'intensifient et perdurent. La bourgeoisie, se sentant de plus en plus menacée par

*(1) Si la France vend des centrales nucléaires, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Israël et autres ont tous contribué à des degrés et moments divers à la fabrication de l'atome sud africain par des financements, par la fourniture d'équipement, de matières fissibles, de technologie de pointe, etc.*

*(2) CODESA : Convention Démocratique Sud Africaine. Aboutissement de rencontres entre L'ANC et le National Party (Blancs) et élargies à d'autres. Elle contient le schéma de transition démocratique post apartheid. Officialisée en 1991.*

une contestation qu'elle ne maîtrisait plus, ose un homme providentiel. Sorte de troisième voie pour sortir de la crise entre un pouvoir minoritaire blanc et une probable insurrection… révolutionnaire ? Cet homme providentiel était le ministre noir d'un bantoustan autonome du Kwazulu, chef et prince zulu : Gatsha Buthélézi. Ancien des jeunes de l'ANC, nationaliste zulu, anticommuniste, il fonde en 1975 l'Inkatha Freedom Party : le parti de la liberté. Un temps marionnette des occidentaux, il plaide la cause des blancs de Pretoria en demandant la levée des sanctions et du boycott, qui frappaient injustement l'Afrique du Sud. Il est accueilli dans les capitales occidentales. J. Chirac alors Maire de Paris le reçoit en grande pompe à l'Hôtel de ville. La greffe ne prendra pas, évidemment, mais ses miliciens de l'Inkhata n'auront de cesse, avec ou sans l'appui de policiers blancs, de pourchasser et de massacrer les membres ou sympathisants de l'ANC, du SACP ou des syndicalistes du COSATU. Après maintes tractations et dans le cadre de la réconciliation nationale, il aura sa place au gouvernement «arc en ciel».

## LA FIN DE L'APARTHEID OU L'INSURRECTION QUI VIENT ?

Le danger de classe s'intensifie après 1976. En juin, à Soweto, explose la révolte des lycéens contre l'obligation d'apprendre l'afrikaneer : la langue de l'oppresseur raciste blanc. Dix mille lycéens défilent. Leur organisation et leur expression ne dépendent nullement de l'ANC mais d'un mouvement «Conscience Noire». Tout ce qui symbolise le pouvoir blanc est détruit,saccagé, brûlé. La répression est brutale. Leur leader Steve Biko est assassiné. Mais les braises couvent et s'étendent. En août, ce sont les milliers de travailleurs qui rejoignent la lutte. Leur grève s'étend à d'autres villes. L'ANC n'a que peu d'influence sur ces révoltes et grèves. Durant cette période elle est inopérante, ses cadres sont assassinés ou jetés en prison comme N. Mandela. D'autres sont contraints à l'exil ou à la clandestinité de la lutte armée. C'est la petite bourgeoisie : église, progressistes blancs et noirs, associations civiques, qui tente de canaliser les révoltes des townships. La désobéissance civile et la non-violence prévalent dans les marches et les manifestations que la répression policière provoque et fait régulièrement dégénérer en affrontements. C'est durant ces années de guerre de classe que le FOSATU(3) puissante fédération de syndicats a dénoncé tant l'UDF que l'ANC dans des résolutions contre la collaboration de classe portées par ces dernières. Le pouvoir prend conscience que la répression et la peur ne feront plus reculer le peuple debout. C'est ce danger identifié par les uns et les autres qu'il convenait de conjurer.

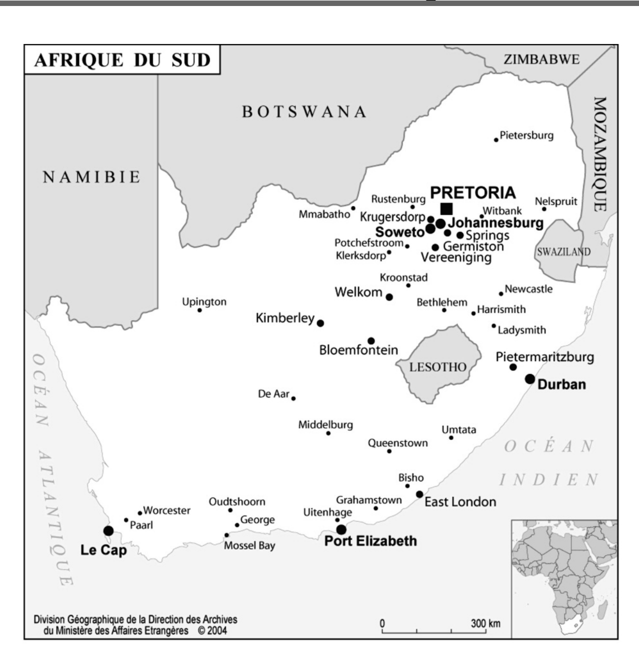
De discrètes et clandestines, les tractations continuent et avancent jusqu'à l'avènement du pouvoir partagé. D'une part, l'ANC, le Parti communiste, les réformistes noirs de l'UDF et les leaders des puissants syndicats ouvriers, de l'autre, la haute bourgeoisie blanche, patronat des mines et autres soutiens. C'est dans ces moments que prend forme la fin de l'apartheid, l'intronisation des noirs au pouvoir avec l'assurance de ne pas remettre en cause les fondements de la propriété et du capitalisme sud africain. L'alliance des bourgeoisies blanche et noire se scelle face au danger d'explosion sociale de la classe ouvrière, qui menaçait de mettre à bas le régime des blancs, ce qui n'aurait pas été sans incidences sur les autres pays africains. Une révolution du prolétariat sud africain aurait redonné de l'espoir aux autres peuples africains écrasés par leurs dictatures à la solde du néo-colonialisme.

## NATIONALISTE BOURGEOIS ET HUMANISTE

L'évolution du capital international vers sa phase libérale et les inquiétudes de la haute bourgeoisie blanche sud africaine, commandent de mettre fin à l'apartheid. Pour cela, les extrémistes du pouvoir blanc sont écartés. F. De Klerk, du national party, est élu au pouvoir. Il est certes conservateur mais il est prêt à des réformes contre l'apartheid.

La répression féroce ne contient plus l'insurrection montante des prolétaires sud africains. La difficulté est de canaliser ces révoltes qui se succèdent. L'ANC et l'UDF, l'église, des structures diverses et des partis réformistes… s'y attelleront, dès leur re-légalisation. Mandela pouvait être libéré car plus utile dehors et au pouvoir pour la suite des affaires. Leader charismatique et respecté de tous, il remplira sa fonction . Il prônera la tolérance et la réconciliation.

Après 27 ans d'enfermement, il a « mûri » politiquement. Passant d'un socialisme progressiste, comme en portaient les luttes de libération nationales d'alors, à un socialisme réaliste et défenseur du capital. Il est incontournable. N'est-il pas le plus vieux prisonnier politique ! C' est un militant de longue date et le co-fondateur de la branche armée de l'ANC, l'autre co-fondateur étant un membre du parti communiste sud africain. Il est internationalement connu, via les campagnes d'opinion internationales, demandant la fin de l'apartheid et sa libération. Les contacts et rencontres entre les deux parties, sous l'œil attentif de Washington et de Moscou, se sont formalisés entre blancs et noirs sud africains, et sont en cours de règlement. L'aboutissement du processus long et tortueux se précise. Bien que prisonnier, il y participe. Les ennemis d'hier trouveront une complicité politique pour la




bonne marche des affaires : sauvegarde de la propriété privée et des intérêt économiques de la bourgeoisie financière qui renonce à sa gouvernance blanche. En contrepartie, intégration de la bourgeoisie (et petite bourgeoisie) noire dans le partage du pouvoir associée aux royalties. A «Madiba», l'ANC, le SACP et autres de veiller à ce que les travailleurs, les populations des townships ou des bantoustans ne perturbent les réjouissances du partage. Les louanges au grand Mandela ne sont pas vaines. Il a servi le capital et préservé l'Etat. D'ailleurs, la bourgeoisie internationale reconnaissante, en a fait l'un des siens à Oslo, en 1993, en le consacrant pour service rendu au capital, et lui remettant le prix Nobel de la paix, en même temps qu'à F. De Klerk.

## VERS UNE ÉVOLUTION ÉLECTORALE, DÉMOCRATIQUE ET BOURGEOISE

La transition CODESA se fera dans le cadre légal de l'état. Cette évolution électorale et démocratique chère au Capital l'emporte.

Février 1990, Mandela est libéré.

En avril 1994 ont lieu les premières élections post-apartheid et multi-raciales.

En mai 1994, N. Mandela est élu président. L'Afrique du Sud devient la nation «arc en ciel». Comme il se doit, copains et coquins se partagent le pouvoir et se rétribuent sur le dos du peuple encore ivre d'une liberté recouvrée.

Dès 1995, une loi (arc en ciel) interdit les grèves dans les services «essentiels» (publics) et rend illégale toute grève contre les licenciements… etc.

Mandela est enterré. Le peuple le pleure sans doute dans les townships. La bourgeoisie le loue espérant user, cette fois encore, de sa dépouille pour détourner la colère et les révoltes de classe qui montent des mines de Marikana.

*MZ., Caen le 20-XII-2013.*

*(3) Federation Of South Africa Trade Union.*

# La petite école zapatiste de l'autonomie

*La guerre qui ensanglante le Mexique depuis 2006, guerre des cartels du narcotrafic inextricablement imbriqués dans l'économie et dans les rouages de l'État, a fait disparaître des grands média la résistance indienne et la construction de l'autonomie dans le Chiapas, mais aussi dans l'Oaxaca, le Guerrero ou le Michoacán.*



Pourtant, il y a un an, le 21 décembre 2012, réapparaissaient par milliers les hommes et les femmes de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) occupant pendant plusieurs heures les places centrales de cinq villes du Chiapas, dans le Sud-Est mexicain. Vu l'éloignement et la dispersion des communautés indiennes dans les montagnes, une longue préparation et une grande capacité de mobilisation ont été nécessaires à cette action massive et simultanée dans cinq lieux différents. Le mouvement zapatiste affirmait sa vitalité intacte et sa maîtrise d'un temps où coïncident les vieux calendriers mayas et la déjà riche histoire du soulèvement qui a émergé le 1er janvier 1994. La réappropriation par les peuples indiens du Chiapas de la mémoire d'Emiliano Zapata a soufflé sur les braises de la révolution mexicaine, jamais complètement éteintes. Elle a redonné présence dans l'Oaxaca à l'anarchisme des frères Flores Magón, de Librado Rivera, d'Anselmo Figueroa, de Práxedis Guerrero, ces «magonistes» qui luttèrent pour *Tierra y Libertad*. Elle a réveillé le souvenir de la rébellion de Rubén Jaramillo, résurgence du zapatisme au début des années soixante dans l'État de Morelos, suivie dans le Guerrero par l'organisation des foyers de guérilla rurale des instituteurs Genaro Vázquez et Lucio Cabañas, massacrés avec leurs partisans en 1972 et en 1974.

Célébrée par Marcos, chef militaire et porte-parole de l'EZLN, la mythologie révolutionnaire, épicée d'une bonne dose d'autodérision, s'est cependant déplacée vers les questions de la place essentielle des peuples et celle de l'auto-organisation. Le rôle des femmes est passé au premier plan, bousculant volontairement la tradition indienne et le machisme. Ramona, Ana María, Esther et bien d'autres femmes mayas du Chiapas ont incarné dans des moments décisifs cette rébellion zapatiste qui fête ses trois décennies. La fin de l'année 1983 a vu s'installer dans la forêt Lacandone un premier groupe armé créant l'EZLN ; après dix ans de préparation clandestine, 1994 est l'année du soulèvement, en janvier, puis de la déclaration des communes autonomes, en décembre ; l'été 2003, les Caracoles, cinq centres civils où siègent les conseils de bon gouvernement issus des communes zapatistes, succèdent aux cinq Aguascalientes créés en 1996 pour recevoir la «société civile nationale et internationale».

Les grandes étapes qui marquent la progression du mouvement zapatiste sur trente ans ont elles-mêmes été forgées par trois temps clés de l'histoire récente du Mexique. Le massacre d'État de la place des Trois-Cultures à Tlatelolco, le 2 octobre 1968, et la «guerre sale» qui s'ensuit précipitent dans les organisations clandestines et armées plusieurs générations d'étudiants rebelles. En 1974, au Chiapas, près du Guatemala en guerre civile, un Congrès indigène est organisé à San Cristóbal de Las Casas sous l'égide de Samuel Ruiz – évêque pendant quarante ans (1959-1999) de ce diocèse à forte densité de population indienne– mettant en pratique une «théologie de la libération». Les délégations tseltales, tsotsiles, choles, tojolabales… interviennent dans leurs langues et dénoncent ouvertement l'état de misère et le quasi-esclavage de ces peuples décrits auparavant dans les romans de l'anarchiste allemand B. Traven. En 1985, le tremblement de terre qui dévaste la ville de Mexico voit s'organiser à la base une population qui doit pallier l'incurie du gouvernement et le détournement de l'aide internationale par le Parti révolutionnaire institutionnel (le PRI, parti-État de 1929 à 2000). L'auto-organisation des *barrios* et *colonias* trouve à cette occasion une reconnaissance comme «société civile», avec un sens quelque peu différent de ce que l'on entend en Frannce sous ce vocabulaire journalistique.

La construction de l'autonomie est le grand œuvre de l'organisation des femmes et des hommes des peuples mayas et zoque du Chiapas connue comme l'EZLN. À sa tête se trouve le Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène (CCRI), dont les membres, les commandantes et commandants, n'ont pas de tâches militaires. Depuis 2013, la direction militaire de l'EZLN, soumise au CCRI, est bicéphale, Marcos partage maintenant cette responsabilité avec le sous-commandant insurgé Moisés, Indien tseltal qui a rejoint l'ancien étudiant métis amateur de littérature, de mythologie et de subculture urbaine. Les «insurgés», hommes et femmes en armes, ne forment qu'une petite partie de cette vaste organisation majoritairement civile de plusieurs dizaines de milliers de membres. C'est ce que veut mettre en lumière et transmettre l'*escuelita zapatista*, la «petite école zapatiste», la dernière initiative publique des rebelles. Elle a réuni en août 2013 près de deux mille participants venus du Mexique et du monde entier. Chacun et chacune a pu vivre une semaine dans un foyer zapatiste, au milieu d'un village, guidé par un *Votán*, sorte d'initiateur, homme ou femme, à la vie quotidienne dans les communautés rebelles. Entre la fin décembre 2013 et le début janvier 2014, cinq mille nouveaux «élèves» vont à leur tour étudier, à l'invitation des villages zapatistes, les principaux aspects que le mouvement a choisi de mettre en valeur : autogouvernement (les charges dans la communauté, les autorités, les assemblées –communautaires, communales, de zone, les Caracoles, etc.) , résistance et autonomie (éducation, justice, économie, santé) , participation des femmes.

Raúl Zibechi, chercheur uruguayen souvent bien inspiré, étudiant les mouvements sociaux latino-américains sous l'angle de l'autonomie des luttes, évoquait, après les manifestations de décembre 2012 au Chiapas, «la tenace persistance zapatiste». Il n'est pas le seul à être sous le charme et l'influence de ce mouvement sans précédent dans l'histoire des rébellions sociales autant par sa durée que par son amplitude touchant tous les aspects de la vie et par l'écho national et international qu'il suscite. Les écrits d'Eduardo Galeano, de John Holloway, de George Caffentzis, de Gustavo Esteva, de Raoul Vaneigem ou de Jérôme Baschet, par exemple, ont été influencés ou confortés par leur rencontre avec les montagnards rebelles du Sud-Est mexicain. La critique sociale a trouvé dans l'expérience zapatiste de nouvelles perspectives comme celle de la lutte pour les «communs» qui prend un nouvel essor dans les zones urbaines et irrigue les résistances auto-organisées en Turquie comme au Brésil, souvent avec des références explicites aux zapatistes.

Les zapatistes n'ont pas réponse à tout et ne le prétendent pas, ils «apprennent en avançant». Leur histoire a déjà connu plusieurs tournants, changements d'alliances et de perspectives. Ils n'ont clairement rompu avec la classe politique mexicaine qu'après l'échec de la tentative de faire voter par le Parlement en avril 2001 un projet de loi tiré des accords sur les droits et la culture indigènes, signés à San Andrés en février 1996 par les délégués zapatistes et les représentants gouvernementaux. Cette rupture faisait suite à la Marche de la couleur de la terre, qui a duré plusieurs semaines pendant lesquelles la mobilisation autour de la délégation de l'EZLN qui parcourait le pays a touché des centaines de milliers de Mexicains, et a été suivie par un repli sur leur territoire. Deux ans plus tard, la proclamation de l'autogouvernement des communautés annonçait la mise en pratique de ces accords par les intéressés eux-mêmes. Cependant, les accords de San Andrés concernent tout le Mexique, et le Congrès national indigène, né en 1996 à l'invitation des zapatistes, tente de défendre et de diffuser l'esprit et la pratique de l'autonomie. Les Yaquis dans le Sonora (Nord), les Purépechas dans le Michoacán (Centre), à Nurio et à Cherán en particulier, les Amuzgos et les Nahuas dans le Guerrero, à Suljaa et à Ostula, les Zapotèques, les Mixes et les autres peuples de l'Oaxaca, dans la sierra et sur la côte Pacifique, s'organisent et luttent fermement, mais les hautes terres du Chiapas et la forêt Lacandone restent pour le Mexique la place forte de l'autogouvernement des peuples originaires.

L'influence du mouvement zapatiste hors du Mexique s'est surtout fait sentir dans les forums sociaux, dont l'EZLN s'est pourtant tenue à l'écart, et dans les grandes manifestations altermondialistes, où les sympathies pour la rébellion du Chiapas étaient souvent exprimées par des libertaires qui voyaient là un contrepoids aux stratégies de transformation de la société par la conquête du pouvoir d'État. Les zapatistes ne s'inspirent pas de John Holloway et de son essai *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, c'est l'inverse. Les réseaux de solidarité avec l'EZLN se sont développés très rapidement pendant quatre ans mais le massacre d'Acteal, en décembre 1997, a changé leur nature en mettant en avant la dimension humanitaire. Des collectifs solidaires de la rébellion sont devenus «observateurs des droits humains» et se sont retrouvés sur le terrain d'Amnesty International. La médiatisation de ces missions d'observation au Chiapas et au Mexique a introduit une incompréhension entre ces réseaux et les zapatistes qui a été fatale au collectif de Barcelone, le plus ancien et le plus dynamique en Europe, qui s'est autodissous en 2010. Ce collectif avait pourtant réussi en Catalogne une synthèse active de la pratique libertaire, passée et présente, et de l'autogouvernement des communautés zapatistes, ce qui lui donnait un rôle fédérateur en Europe qui n'a pas trouvé de successeur.

En 2005, un travail de réflexion collective en profondeur permet à l'EZLN d'adopter la Sixième Déclaration de la forêt Lacandone, la *Sexta*, clairement anticapitaliste. Dans les réseaux internationaux, cette réflexion et ce nouveau départ n'ont pas eu lieu et l'adhésion à la *Sexta* est restée symbolique et virtuelle. Les rares collectifs de solidarité qui survivent aujourd'hui n'ont pas su interpréter cette déclaration et ne fonctionnent que comme chambres d'écho. Les slogans zapatistes deviennent des incantations qui ne changent rien à un militantisme routinier. Cette «Europe zapatiste» n'est plus qu'un exotisme décoratif pour organisations à la dérive.



C'est à New York, dans le Harlem chicano et latino, que la *Sexta* a trouvé sa meilleure traduction pratique dans les luttes du Mouvement pour la justice du *Barrio* contre les sociétés immobilières. De New York, une jonction s'est opérée, via internet et des échanges vidéo, entre les zapatistes et le mouvement sud-africain des occupants des cabanes Abahlali baseMjondolo, qui revendique aussi son auto-organisation et rejette le jeu politique électoral. L'EZLN, quasi silencieuse pendant quatre ans, a réaffirmé en janvier 2013 la Sixième Déclaration, en mettant un terme à l'expérience mexicaine de l'Autre Campagne et en offrant une dimension internationale à la *Sexta* dans laquelle pourraient s'inclure les mouvements comme Abahlali, les luttes anticapitalistes et autonomes. Nous verrons si la «petite école zapatiste» parvient à transmettre aux milliers d'internationaux qui y auront participé le sens du temps, de la relation à la terre et au territoire, de la communauté et de l'assemblée qui caractérise la résistance amérindienne à cinq siècles de domination et d'exploitation.

*Bélial, décembre 2013*



# Impacts du zapatisme :

## notes sur le cas argentin

***L'irruption du néo-zapatisme et la résonance qu'il a rencontrée dans toute l'Amérique latine s'explique principalement par la fonction qu'il a remplie à ce moment-là : le signe de la fin de la résignation, le démarrage d'un nouveau cycle de luttes, de pensée, de réflexion et de création politique dans un nouveau contexte social historique.***

Dans les années 80-90, en Amérique du Sud, changement d'époque par toute une série de manifestations : la fin des dictatures, l'imposition d'un nouveau mode de domination économique à travers le libre-échange, les politiques du FMI et de la Banque mondiale et le démantèlement du minimum de Welfare qui existait dans la plupart des pays ; l'irruption de nouveaux sujets sociaux, en particulier les populations autochtones et un prolétariat urbain en marge de l'emploi formel ; la crise de la politique traditionnelle, des partis et des organisations de la vieille gauche léniniste et dirigiste. Crise dont les causes sont multiples, depuis la chute du mur de Berlin jusqu'aux défaites de toutes les tentatives de prise de pouvoir en Amérique latine (Cuba excepté) en passant par l'inadéquation grandissante de ses références et de ses catégories de pensée et d'action dans la nouvelle conjoncture. Dans le cas de l'Argentine, les vagues de privatisations et de licenciements dans la décennie de 1990 ont provoqué l'apparition de multiples mouvements de chômeurs, importants et combatifs.

### Un zapatisme urbain de «travailleurs sans emploi»

En Argentine, l'apparition d'un «zapatisme urbain» s'est produit à travers une nouvelle génération politique, de jeunes activistes, souvent les enfants de la génération qui avait connu l'engagement militant dans des organisations d'extrême gauche, les expériences de guérilla, la défaite, la prison, la torture, la mort, les disparitions… Un des premiers canaux de pénétration de cette inspiration zapatiste a précisément été le mouvement HIJOS («enfants de» et dont le sigle signifie : Fils et Filles pour l'Identité et la Justice contre l'Oubli et le Silence), né en 1996, qui regroupait des enfants de disparus réclamant justice contre les lois d'amnistie. Chez eux et chez elles, les réunions se font sous forme d'assemblées où tout le monde a la parole, où il n'y a pas de dirigeants, ce qui est nouveau dans une gauche argentine de tradition particulièrement verticaliste.

Parallèlement, des cercles de jeunes militants commencent à discuter de nouvelles formes et implications de la lutte politique selon des critères d'égalité entre toutes et tous, notamment dans le rapport au savoir politique, de son appropriation et de sa production. Avec l'accès à des radios de quartier, à la vidéo, aux débuts de l'Internet, la question de la contre-information s'élargit et doit se préciser et se définir à mesure qu'est privilégiée la parole de ceux et de celles «d'en bas» qui mènent des luttes aux quatre coins d'un pays qui s'enfonce dans la crise.

Enfin, le surgissement de nouvelles luttes sociales, en particulier celles des chômeurs qui prennent vite le nom de *piqueteros* (terme qui vient littéralement de piquet de grève), va donner consistance à de multiples expériences d'organisations, des plus classiques (de type syndicaliste ou satellites de partis politiques) aux plus autonomes/assembléistes. Au moment où l'EZLN apparaît publiquement (en 1994) éclatent les tout premiers conflits qui ont donné naissance, à partir de 1996, aux mouvements de *piqueteros* dans les régions anciennement industrielles de l'intérieur du pays. Ces mouvements ont gagné en puissance et essaimé jusque dans l'aire urbaine de Buenos Aires où des regroupements de chômeurs d'inspiration «autonomiste» se sont développés principalement dans la banlieue sud. Ils se sont coordonnés et sont parvenus à acquérir un rôle et une place de premier plan dans la séquence 1999-2003.

Pour Raúl Zibechi, un des meilleurs connaisseurs de ces mouvements, il faut aller au-delà du passe-montagne pour expliquer les ressemblances. «*À mon avis, les points communs entre piqueteros et zapatistas (ainsi qu'entre d'autres mouvements de pauvres, et d'exclus qui permettent d'affirmer qu'ils appartiennent à une même famille de mouvements), sont au nombre de trois : la lutte et la résistance dans les marges, non pour s'inclure comme subordonnés, mais pour lutter comme nouveaux sujets en maintenant leur différence ; l'autonomie comme clé de voûte de la résistance, mais aussi de la construction d'une autre société ; et la création ici et maintenant de nouvelles relations sociales, qui sont de fait le cœur de ce monde nouveau.*»[1]

Ce ne sont pas seulement des luttes «contre» comme les conçoivent les révolutionnaires traditionnels, ce sont des luttes et des mouvement «pour», pour des moyens et conditions d'existence jugés dignes. Ce sont des luttes qui construisent des espaces sociaux, qui réinventent le quotidien, défendent et s'approprient des espaces territoriaux. Des luttes qui organisent des espaces politiques, éducatifs, productifs dans lesquels des formes d'autogestion et d'autonomie collective pourront cheminer, mûrir, grandir et se multiplier. Ce n'est pas l'application d'une recette, c'est une manière d'apprendre, de chercher, de «*caminar preguntando*» (avancer en questionnant), à la fois dans les marges de la société capitaliste, lorsque celle-ci, en détruisant les emplois et le Welfare, ne permet tout simplement plus de survivre, et *à l'intérieur de* la société et *contre* elle.On le fait en se mobilisant ensemble, par des coupures de routes qui bloquent la mobilité des marchandises et de la force de travail ou en «descendant» en masse dans le centre des métropoles pour y occuper les places et les grandes avenues (afin d'y gagner une plus grande visibilité sociale) et assiéger les lieux du pouvoir politique, afin d'arracher des morceaux de redistribution, des revenus, des ressources, afin de remettre en route des équipements collectifs récupérés et autogérés (écoles, centres de santé…), afin de se réapproprier des «biens communs»…

### Des luttes autonomes ici et maintenant : persistance de la centralité sociale

Comme les zapatistes de l'Autre campagne et de la Sexta[2], ces MTD, ces mouvements de «travailleurs sans-emploi»[3] se tiennent en marge des processus électoraux et du jeu institutionnel. Ils sont certes «à gauche» (et pas à droite) mais se situent «en bas» et c'est de là qu'ils tracent leur voie, élaborent leurs «programmes de lutte» et leurs hypothèses stratégiques, c'est de là qu'ils définissent et réajustent leurs projets, mettent en place leurs propres institutions et règles de fonctionnement.

Comme les zapatistes, l'aile «autonome» des *piqueteros* mène une lutte autant sociale (satisfaire des besoins matériels) que politique (gagner du pouvoir sur sa vie et son environnement immédiat). Lutte où s'affirme le caractère central des relations sociales, de la qualité des échanges, de la solidarité, de la réciprocité, de la mise en commun (il est toujours question de «travail communautaire»), le «compagnérisme» sous l'auspice duquel des réalisations économiques (ateliers divers, construction de maisons, jardins maraîchers collectifs, petit élevage, boulangeries…) et sociales (garderies et cantines pour enfants, restaurants populaires, auto-formation professionnelle, éducation populaire…) sont envisagées contre toute exigence de rentabilité, de compétition, critères et valeurs qui appartiennent à l'univers capitaliste et le font tenir debout. Ces luttes et réalisations qui visent principalement à «*produire une partie des valeurs d'usage dont les gens ont besoin*»[4], ont été considérées comme des tentatives

*[1] Raúl Zibachi, Qué hay en común entre piqueteros y zapatistas ?", 2004.*

*[2] La Sixième déclaration de la forêt Lacandone (2005) a précisé l'orientation anticapitaliste de l'EZLN et lancé un nouvel axe stratégique : l'unité de ceux et celles d'«en bas et à gauche» contre le système.*

*[3] Movimientos de Trabajadores Desocupados (MTD). Littéralement, «mouvements de travailleurs sans-emploi». L'ensemble des mouvements, même les plus «radicaux», ont conservé cette définition en tant que signe d'une appartenance de classe. Chez ces derniers, la catégorie «travail» a bien sûr été interrogée et discutée, plus pour la «dépasser» en faisant ressortir son double caractère, que pour l'«abolir» ; surtout pour la redéfinir et la re-signifier en fonction de celle des besoins (valeur d'usage) et des exigences affirmées de construire des relations sociales non capitalistes.*

d'aller au-delà du travail salarié, comme une rupture avec le «travail abstrait», une alternative aux formes instrumentales d'organisation de l'exploitation capitaliste, comme un travail *«débordant la catégorie travail»*, reformulée à l'aune des besoins matériels et de ceux nés de la dynamique des luttes au cours desquelles se sont ouverts et développés *«des espaces de réinvention de formes humaines et sociales d'existence et de résistance, c'est-à-dire des espaces de subjectivation et de construction de relations sociales.»*[5]

L'importance de cette «relationalité» dans la formation et la consolidation des mouvements de lutte qui ont surgi depuis la fin des années 1990 est le signe distinctif de cette période, avec la critique de la prise du pouvoir d'Etat et de la subordination des conditions d'existence et des formes d'organisation et de mobilisation à des stratégies définies d'en haut et d'ailleurs, aux lendemains radieux de l'horizon révolutionnaire ou de la victoire électorale contenus dans la centralité supposée des «programmes politiques» des diverses avant-gardes censées les synthétiser et les exprimer. Cette nouvelle réalité politique déclare que c'est à partir des exigences qui mettent en jeu la vie sociale, à partir des luttes, des expériences, des mouvements et des débats qui les traversent que se construit le chemin de l'émancipation. Ce sont les manières de lutter, de s'organiser, de travailler et de produire, de prendre les décisions, de régler les différends, de répartir les tâches, de socialiser les savoirs, de prendre en charge morceau par morceau la totalité de la vie sociale qui définissent les formes et contenus du changement social et pas un corpus idéologique externe, détaché et surplombant.

## NOUVELLES LUTTES ET RÉINVENTION DE LA POLITIQUE

Bien sûr, rien n'est réglé pour autant et de nouvelles contradictions et de nouveaux écueils apparaissent, depuis l'auto-marginalisation de certains collectifs jusqu'à la ré-institutionnalisation d'autres mouvements et projets d'autogestion économique ; sur le plan productif dans le tiers secteur formel de l'économie sociale et des politiques d'assistanat par l'insertion économique et sur le plan politique par la réinscription dans le jeu institutionnel des partis et des élections. D'autres mouvements de «travailleurs sans-emploi» tentent de résister à la vague du reflux, de maintenir la voie étroite et difficile de la conflictualité, de faire vivre, par la lutte et les mobilisations, des expériences de coopératives de production, avec subventions de l'État ou des provinces mais sans contrôle politique des élus, des partis et de l'administration.

Les coïncidences du zapatisme et des *piqueteros* ne se situent pas dans leurs origines mais dans leurs modes d'action, leurs objectifs et leur devenir. Tandis que les uns sont issus de l'héritage des luttes pour les droits des peuples indigènes du Mexique, de la révolution paysanne emmenée par Emiliano Zapata et Francisco Villa et d'un projet avorté de guérilla guévariste, les autres ont été influencés par la longue histoire de la lutte ouvrière en Argentine, avec ses piquets de grève et le blocage de la machine productive. La ressemblance se situe dans les méthodes de luttes et leurs enjeux : autonomie face à l'Etat, dimension horizontale, travail communautaire, inscription de la lutte sur le territoire et réappropriation ou création d'espaces de vie et de production. Et aussi le refus des vieilles catégories de la gauche : unité, cohésion, prise du pouvoir, et de ses dichotomies traditionnelles : théorie et pratique, social-syndical et politique, spontanéité et organisation, vie quotidienne et engagement militant, immédiateté des luttes et projet lointain…

Á l'unité et à la cohésion, ils opposent la multiplicité et l'hétérogénéité, en démontrant qu'il est possible ainsi d'élargir les champs de la participation et d'agir unitairement sans supprimer la diversité des participants. Á la lutte pour le pouvoir d'Etat ou autre, ils disent préférer tenter de transformer le monde à partir des pratiques immergées dans la problématique du pouvoir lui-même, en tant qu'il existe comme relation, comme le fait le capitalisme lui-même d'ailleurs. Á la tradition politique, les uns et les autres opposent l'idée d'un chemin, d'un parcours de lutte avec une temporalité propre et une durée indéfinie, dans lequel la théorie et la pratique se complètent et se nourrissent mutuellement, dans lequel le caractère intégral (ou global) du mouvement, entendu comme force collective de pression sur l'Etat et agencement d'espaces de vie sociale, permet de relier entre elles les séparations entre vie quotidienne et militance, entre lutte pour les besoins matériels immédiats, qualité relationnelle et orientation politique, sans perdre de vue, comme disent les zapatistes, qu'il s'agit moins de changer la société que de créer un monde nouveau.

Influences et coïncidence ne signifient pas similitudes. La viabilité d'un projet autonome dans une partie reculée et rurale du Chiapas n'est pas reproductible dans les zones urbaines ; les campagnes peuvent être autosuffisantes pour satisfaire des besoins de base, pas les villes. L'Etat a une place beaucoup plus centrale dans les villes et pas seulement par ses fonctions répressives mais comme interlocuteur obligé dans la vie de tous les jours ;dans les zones urbaines, il y a une plus forte adéquation, des relations sociales avec les valeurs capitalistes (subjectivités et comportements contradictoires voire schizophréniques). Ces différenciations notables, sans les empêcher, rendent plus difficile la recomposition, l'autonomisation, la territorialisation des relations sociales, la création nécessaire d'espaces publics sociaux-communautaires antagoniques et non-étatiques. C'est d'ailleurs dans les zones les moins densément urbanisées de l'Argentine que les expériences de construction autonome territoriale sont allées le plus loin : périphéries suburbaines des métropoles et localités anciennement industrielles enclavées en zone rurale (expérience de la UTD de General Mosconi, dans le nord-ouest du pays).

L'impact direct du zapatisme en Argentine a diminué ces dernières années à mesure que les mouvements de *piqueteros* et autres regroupements autonomes refluaient et perdaient du poids, sans disparaître cependant. Les thématiques de luttes se sont en outre élargies ces dix dernières années, principalement contre ce qui est appelé le «modèle extractiviste», la construction d'une économie basée sur l'exploitation du sous-sol (minerais, hydrocarbures…) qui, avec les grands barrages et l'agrobusiness du soja et du maïs transgéniques, constituent les principaux piliers du «développement», du «capitalisme par dépossession», de la dévastation systématique des ressources naturelles et de la destruction des conditions de reproduction de la vie. Ces luttes et résistances suivent aujourd'hui une trajectoire parallèle dans tout le continent, de la Patagonie au Canada en passant par la cordillère des Andes et le Mexique, reconnectant entre eux les mouvements d'opposition dans un cadre élargi et renouvelé et selon des contenus semblables et homogènes les uns aux autres.

## L'APPORT DU ZAPATISME DANS LA CRISE DU PROJET RÉVOLUTIONNAIRE

Pour conclure, il faut souligner la principale difficulté à laquelle se heurte la proposition zapatiste, et au-delà, toutes les variantes anticapitalistes, «autonomistes», etc, qui ont surgi au cours des deux dernières décennies : celle de perdre du vue la dimension stratégique du projet de libération par et pour la totalité sociale. La construction de sujets sociaux qui luttent pour leur émancipation –la subjectivation en termes savants– est la clé, la condition de la validité de cette hypothèse. Or on sait au moins deux choses à ce propos.

La première est que les «conditions objectives» de l'exploitation et de la dépossession ne suffisent pas à générer mécaniquement des lignes de fuites, des écarts, des oppositions permettant d'échapper aux déterminations implacables qu'ont prises les modes d'assujettissement, de conditionnement et de domination économique dans la modernité capitaliste ; autrement dit, à créer du jour au lendemain des sujets libres et autonomes.

La seconde chose que l'on sait est que l'option léniniste de la conscience externe aux exploités, du rôle dirigeant du parti et de la prise du pouvoir par cette direction a

*[4] Raúl Zibachi, "La autonomía en las fauces del progresismo", 2011.*

*5] Gabriela Ferreira, María Belén Sopransi et Daniel Contartese, Desbordando la categoría trabajo desde los movimientos sociales", Revista Herramienta n°44, juin 2010.*




été non seulement invalidée par l'expérience historique mais que politiquement comme théoriquement elle interdit et s'oppose dès le départ à toute idée d'auto-émancipation.

Le saut du «revendicatif» à la libération sociale et politique doit donc trouver d'autres voies et ne pas se fier à la seule spontanéité : la «politique» ne se réduit pas à la prise du pouvoir, elle questionne et redéfinit ce qui fait communauté et ce qui la divise, elle fait émerger de nouveaux sujets, elle construit de nouvelles institutions et invente des modes d'autogouvernement. L'hypothèse de type zapatiste, ou «autonomiste», si elle ne perd pas sa perspective révolutionnaire au profit de préoccupations égocentrées, autoréférentielles ou «moléculaires», est celle qui tente de redéfinir et de créer les conditions de ce saut, les conditions et possibilités d'un passage, d'une transition, d'une multiplicité de conflits et les manières de les concevoir.Elle met en place des territoires en rébellion, des zones et des moments de rupture permettant d'expé- rimenter et de vivre des modes d'autodétermination sociale relativement libérés des déterminations capitalistes, autoritaires, sexistes… (valeurs, idées, comportements, relations, manières de voir, de dire, de s'organiser,…). Espaces, formes d'organisation, manières de lutter, réalisations concrètes où (et c'est là l'un des enseignements du mouvement zapatiste et des courants «autonomistes» des *piqueteros*) se conjuguent la recherche de réponses à des nécessités sociales immédiates (moyens d'existence, logement, santé…) et des constructions politiques qui cessent de regarder en l'air, en haut, en direction de l'Etat ou des institutions afin de les conquérir illusoirement ou de reconduire la relation traditionnelle subalternité/clientélisme, mais qui, au contraire, portent le regard à l'horizontale, à hauteur d'hommes et de femmes, à hauteur de l'égalité entre chacune et chacun dans le «camp populaire». En effet,c'est là et pas ailleurs que se situent les capacités de libération collective et les moyens de résoudre les problèmes qui se posent dans les luttes et dans la vie quotidienne. L'autre leçon qui a permis au zapatisme de ne pas s'isoler dans le localisme, le particularisme et lui a évité le risque tomber dans l'illusion facile des îlots de socialisme a été «*sa proposition pendulaire et complémentaire d'un côté, d'opter pour le renforcement interne (à travers la création et la consolidation d'espaces d'autogouvernement organiquement connectés à la vie quotidienne, comme «modus vivendi») et de l'autre, d'essayer de générer constamment des instances d'articulation et de confluence dans des niveaux qui simultanément excèdent et contiennent la dimension locale et régionale de leurs luttes.*»[6]

C'est dans ce mouvement «pendulaire» et complémentaire qui va du local au global, de l'expérience enracinée et autocentrée sur «ses» problèmes à une vision plus ample qui politise le particulier, c'est-à-dire qui l'universalise, que réside la clé stratégique de toute proposition qui a opté pour la transformation révolutionnaire à partir des luttes, à partir de la réalité des mouvements de résistance, de leur maturité, de leur capacité projective et expansive, de leur volonté ou pas d'accumuler et de socialiser des expériences.

Cependant, la réalisation de cette capacité ne se décrète pas et ne dépend ni d'un degré de volontarisme militant, ni d'une loi de l'histoire ou du capitalisme, ni d'une quelconque «ligne juste» décrétée dans un quelconque congrès, mais d'une conjonction de facteurs qui n'annule en rien le caractère entièrement contingent et imprévisible de l'«événement» révolutionnaire.

Le surgissement de mouvements comme le zapatisme nous a obligés à laisser au vestiaire ou à la poubelle quelques oripeaux idéologiques, surtout lorsqu'ils obscurcissent la vue et font écran devant la compréhension du monde. Ils nous invitent à réexaminer les rapports de forces réels, les tensions et contradictions qui traversent et divisent les sociétés capitalistes, y compris les conflits de classes, et à évaluer les potentiels de subversion qui se font jour dans telles ou telle dynamique sans en mésestimer les limites et difficultés.

Ces mouvements nous ont appris à réintroduire une dose de modestie – nos capacités réelles et non fantasmées –, mais aussi de l'humour et de l'autodérision, tout en faisant ressurgir la proposition ambitieuse d'une transformation révolutionnaire qui cette fois ne se paie pas de mots, de slogans, de rhétorique vide mais qui en éprouve la complexité et la difficulté.

Ces mouvements ont resitué la révolution comme une hypothèse, comme un apprentissage, comme un ensemble de questions, comme quelque chose qui ne va pas de soi, qui se construit *caminando* par des mobilisations, leur montée et leur reflux, par des bilans et des réorientations, par la réaffirmation et la persistance de la centralité de la question sociale (qui n'est certes plus celle de l'usine et du vieux mouvement ouvrier), par la mise en mouvement de divers segments sociaux avec le souhait qu'ils se connectent entre eux, qu'ils irradient au-delà d'eux-mêmes et qu'ils gagnent en puissance et en capacité d'entraînement.

Cette consolidation de la centralité des mouvements est la confirmation qu'il n'y a plus guère d'alternative à une orientation générale résolument «mouvementiste», qui opte à la fois pour une *politique de mouvements* et pour des mouvements de luttes, de résistance (et les niveaux d'organisation adéquats) en tant que capacité politique de transformation des conditions existantes.

Contre toute idée de Grand Soir, du tout ou du rien, de toute eschatologie du Salut, il s'agit stratégiquement et plus modestement de contribuer à ce que les mouvements de lutte parviennent à créer de nouvelles situations politiques et subjectives qui mettent en crise –pour de bon– la domination capitaliste. Il ne s'agit pas de prétendre gagner immédiatement tout, sur tout et tout de suite –même si certes «nous voulons tout ! »– mais déjà d'inverser le rapport de forces, de placer le capital et les forces contraires à l'émancipation sociale sur la défensive et d'essayer à partir de là de créer de l'irréversible. D'opter en somme pour «*une révolution qui rende possible la révolution.*»[7]

*Francesco, décembre 2013*



[6] Hernán Ouviña, Especificidades y desafíos de la autonomía urbana desde una perspectiva prefigurativa", in Pensar las autonomías, Alternativas de emancipación al capital y el Estado (ouvrage collectif). Bajo Tierra Ediciones, Jóvenes en resistencia alternativa, México DF, 2011.

[7] Sous-commandant insurgé Marcos, , 1995.